

Document du
Fonds International de Développement Agricole

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

**PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE
ET D'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE
(FORMAPROD)**

**FAMPIOFANANA IRAISANA NATAO HO ANJARAN' NY
TANTSAHA REHETRA ENY AMBANIVOHITRA
(FIANATRA)**

RAPPORT DE CONCEPTION FINALE

VOLUME I: Rapport principal

Rapport No. 2764-MG

Division Afrique de l'Est et Australe
Département de la gestion des programmes

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR
PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET D'AMÉLIORATION DE LA
PRODUCTIVITE AGRICOLE (FORMAPROD)
FAMPIOFANANA IRAISANA NATAO HO ANJARAN' NY TANTSAHA REHETRA
ENY AMBANIVOHIRA (FIANATRA)
RAPPORT DE CONCEPTION FINALE
VOLUME 1 : RAPPORT PRINCIPAL

TABLE DES MATIERES

LISTE DES APPENDICES, DOCUMENTS DE TRAVAIL ET ANNEXES	ii
LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES	iii
RESUMÉ	vi
CARTE des principales zones d'intervention DE FORMAPROD	ix
I. INTRODUCTION	1
II. CONTEXTE STRATÉGIQUE ET JUSTIFICATION DE L'IMPLICATION DU FIDA ET DES PARTENAIRES (FCS 1) (CF. ANNEXE 2)	2
A. CONTEXTE DU DEVELOPPEMENT RURAL	2
B. CONTEXTE ECONOMIQUE, INSTITUTIONNEL ET DE STRATEGIE FAR	3
C. PROGRAMME PAYS DU FIDA	4
III. PAUVRETÉ, CIBLAGE ET ZONES D'INTERVENTION (FCS 2) (CF.DT 7)	5
A. PAUVRETE RURALE	5
B. GROUPES CIBLES, BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES (CF.DT 7)	6
C. STRATEGIE D'EQUITE ENTRE GENRES	7
D. ZONES D'INTERVENTION ET POLES AGRICOLES (CF. DT 6)	7
IV. DESCRIPTION DU PROGRAMME (FCS 3)	11
A. LEÇONS APPRISSES DES PROJETS PASSES	11
B. JUSTIFICATION ET ENJEUX DU PROGRAMME (CF. : APPENDICES 2 ET 3)	11
C. OBJECTIFS DU PROGRAMME, CADRE LOGIQUE ET COMPOSANTES (CF. APPENDICE 3)	12
D. DESCRIPTION DES ACTIVITES DU PROGRAMME	13
E. COMPOSANTE 1: Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale SNFAR	13
F. COMPOSANTE 2: Opérationnalisation régionale du système de FAR	16
G. COMPOSANTE 3: Promotion des pôles de développement agricole	20
V. MISE EN ŒUVRE, MONTAGE INSTITUTIONNEL ET PHASAGE (FCS 4) (CF.DT 2)	25
A. DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET EFFETS ATTENDUS	25
B. PRINCIPAUX ORGANES DE MISE EN ŒUVRE ET PARTENARIATS (CF.DT 1)	26
C. SUIVI ET EVALUATION (CF. DT 2)	31
VI. BÉNÉFICES, COÛTS ET FINANCEMENT (FCS 5) – (CF.DT 8)	31
A. ANALYSE DES BENEFICES	31
B. RESUME DES COUTS – (CF. DT 8)	34
C. PLAN DE FINANCEMENT	35
D. PASSATION DE MARCHES, DECAISSEMENTS, COMPTABILITE ET VERIFICATION DES COMPTES	36
VII. RISQUES ET DURABILITÉ DU PROGRAMME (FCS 6)	37
A. ANALYSE DES RISQUES	37
B. STRATEGIE DE DESENGAGEMENT ET DURABILITE	37
VIII. ASPECTS INNOVANTS, GESTION DES CONNAISSANCES (FCS 7) – (CF.DT 2)	38
A. ASPECTS INNOVANTS	38
B. GESTION DES SAVOIRS, ET PROCESSUS D'ACQUISITION (CF. DT 2)	38
C. RESEAUX INTERNATIONAUX D'ECHANGES DE CONNAISSANCES (MARCHE DES SAVOIRS)	38
IX. SUITES A DONNER ET ACTIVITES PREPARATOIRES	39

LISTE DES APPENDICES, DOCUMENTS DE TRAVAIL ET ANNEXES

VOLUME 1 : APPENDICES RAPPORT PRINCIPAL

- Appendice 1 : Contenu du Project Life File
- Appendice 2 : Cadre logique
- Appendice 3 : Résumé des coûts du programme
- Appendice 4 : Passation de Marchés des 18 premiers mois
- Appendice 5 : Flux financiers
- Appendice 6 : Récapitulatif du calcul des bénéficiaires
- Appendice 7 : Processus de conception du programme
- Appendice 8 : Matrice d'analyse des risques et mesures d'atténuation
- Appendice 9 : Activités préparatoires de pré-démarrage
- Appendice 10 : Schéma 1 : Ancrage institutionnel de FORMAPROD

VOLUME 2 : DOCUMENTS DE TRAVAIL

- DT1 - Composante 1. A : Appui à la mise en place du système national de FAR
- DT2 - Composante 1. B : Montage institutionnel et mise en œuvre + SEGS (Suivi-Evaluation et Gestion des Savoirs du programme)
- DT3 - Composante 2 : Opérationnalisation régionale du système de FAR
- DT4 - Composante 3. A : Appui à l'amélioration de la productivité agricole
- DT5 - Composante 3. B : Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers
- DT6 - Composante 3. C : Investissements productifs structurants dans les pôles agricoles
- DT7 - Pauvreté et stratégie de ciblage et de mise en œuvre de l'approche équité entre genres
- DT8 - Coûts et financement du programme

PLF – ANNEXES (DVD)

- 1. Dossier-clé
- 2. Pôles de développement agricole
- 3. Note environnementale, changement climatique et carbone
- 4. Analyse économique et financière

PLF - ETUDES SPECIFIQUES (DVD)

- 1. BEST : Etude rapide des offres de formation agricole dans les régions d'intervention des projets FIDA (décembre-janvier 2010)
- 2. ICAR : Etude de faisabilité d'intervention du FIDA en soutien aux petits producteurs agricoles pour la valorisation commerciale des produits alimentaires
- 3. Document de stratégie nationale SNFAR (version provisoire du 10 août 2010)
- 4. Analyse et propositions d'organisation institutionnelle de la FAR (Christian Fauliau /octobre – novembre 2010)
- 5. Etude ADEX-FAR sur les systèmes de financement de FAR et coûts de formation (Claude Laroche/octobre-novembre 2010)

EQUIVALENCES MONETAIRES

1 USD = 2000 MGA
1000 MGA = 0,5 USD

1 EURO = 2740 MGA
1000 MGA = 0,365 EURO

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AD2M	Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky
ADEX FAR	Appui au Développement de l'Expertise en Formation Agricole et Rurale
AEL	Association des ELEveurs
AFD	Agence Française de Développement
ANFAR	Agence Nationale pour la Formation Agricole et Rurale
AROPA	Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et des services agricoles
AUE	Association des Usagers de l'Eau
AUP	Association des Usagers des Pistes
BIMTT	réseaux des centres de formation rurale
BT	Baccalauréat technique
BTS	Brevet de technicien supérieur
CAF	Centre d'Appui Formation
CapFIDA	Cellule d'Appui aux Projets FIDA
CCI	Chambre de commerce et d'industrie
CCIR	Chambre de Commerce et d'Industrie Régionale
CEFFEL	Centre d'Expérimentation et de Formation en Fruits et Légumes
CEP	Champ-école paysan
CEPE	Certificat d'Etudes Primaire Elémentaire
CFAA	Centre de formation et d'apprentissage agricole
CFTAR	Centre de Formation des Techniciens et Socio-organiseurs Ruraux
CISCO	Circonscription scolaire
CMR	Carrefour des Métiers Ruraux
CNEAP	Conseil National de l'Enseignement Privé Agricole
CNFAR	Conseil National pour la Formation Agricole et Rurale
CNP	Comité National de Pilotage
COFO	Coordonnateur communal de formation
COPLO	Comité de pilotage du CSA
CRD	Comité régional de développement
CRFAR	Conseil Régional pour la Formation Agricole et Rurale
CRP	Comité régional de pilotage
CROA	Comité Régional d'orientation et d'allocation
CROS	Comité regional d'orientation et de suivi
CSA	Centre de Services Agricoles
CTD	Collectivités territoriales décentralisées
DCI	Direction des Curricula et des Intrants (MEN)
DRC	Direction Régionale du Commerce
DRDR	Direction régionale du Développement Rural
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
DRETFP	Direction Régionale de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
DT	Document de travail
DTQ	Diplôme de Technicien qualifié
DTS	Diplôme de Technicien supérieur
DTSS	Diplôme de Technicien Supérieur Spécialisé (ou Licence Pro)
EAF	Exploitation agricole familiale
EFAR	Etablissement de formation agricole et rurale
EFT	Etablissement de formation de techniciens
EKAR/ECAR	Eglise Catholique Romaine
EPIC	Etablissement public à caractère industriel et commercial
EPP-PADR	Equipe Permanente de Pilotage du Programme d'Action pour le Développement Rural

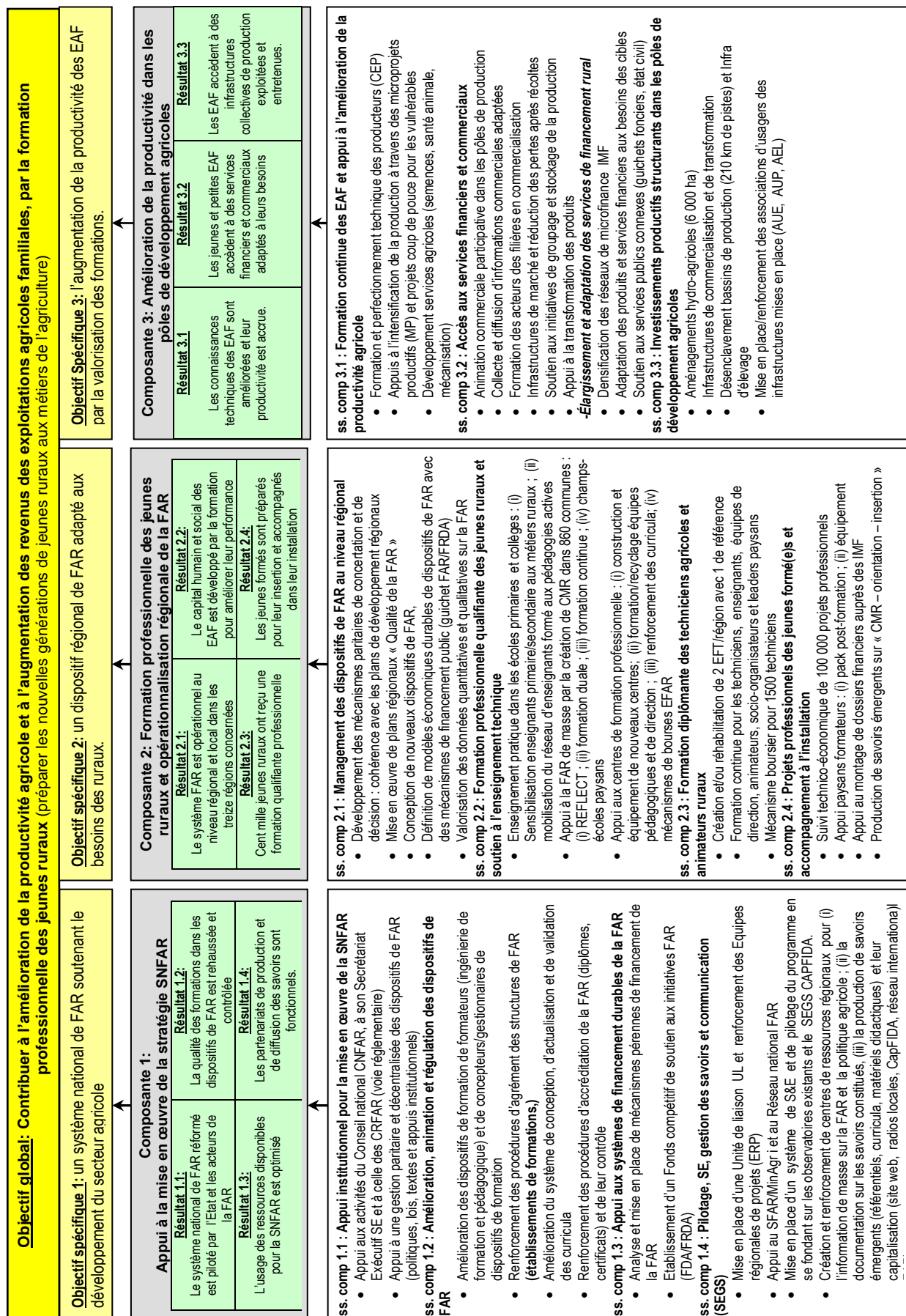
ENP	Equipe nationale de projet
ERP	Equipe régionale de projet
ESSA	Ecole supérieure des sciences agronomiques
FAR	Formation Agricole et Rurale
FC	Formation continue
FERT	Formation pour l'Epanouissement et le Renouveau de la Terre (ONG Française)
FI	Formation initiale
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FIFATA	FIkambanana FAmivoarana ny TAntsaha ou association pour le progrès des paysans mise en place et appuyée par FERT
FLM	Eglise Luthérienne de Madagascar
FORMAPROD	Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Productivité Agricole
FRDA	Fonds Régional de Développement Agricole
GUMS	Guichet Unique Multi-Services
GTDR	Groupe de Travail pour le Développement Rural
IMF	Institution de Micro-finance
INSTAT	Institut National de la Statistique
IST	Institut supérieur technologique
ISTRAM	Institut supérieur technologique pour la recherche agronomique à Madagascar
LMD	Licence, Master et Doctorat
LPDR	Lettre de politique de développement rural
MA	Ministère de l'Agriculture (MinAgri)
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MATD	Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation
ME	Ministère de l'Elevage
MER	Micro Entreprise Rurale
MESRS	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
MFR	Maisons Familiales Rurales
MPRH	Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisme des producteurs agricoles
OPF	Organisation Paysanne Faîtière
OPR	Organisation Paysanne Régionale
PARECAM	Programme d'appui à la résilience aux crises alimentaires à Madagascar financée par l'Union européenne et réalisé par le FIDA et le Minagri.
PCD	Plan communal de développement
PCE	Plan communal d'éducation
PHBM II	Projet de mise en valeur du Haut bassin du Mandrare – phase II
PNDR	Programme national de développement rural
PNE	Programme national pour l'emploi
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPRR	Programme de promotion des revenus ruraux
PRD	Programme régional de développement
PRDR	Programme régional de développement rural
PROSPERER	Programme de soutien pôles de micro-entreprises rurales et économies régionales
PS	Prestataires de services
PSA	Programme sectoriel agricole
PTBA	Programmes de travail et budgets annuels
REFLECT	Regenerated Freirian Literacy through Empowering Community Technics
RIMS	Results Impact Management System
RNFAR	Réseau national pour la formation agricole et rurale
ROR	Réseau des Observatoires Ruraux
RSE	Responsable du Suivi et Evaluation

S&E	Suivi et Evaluation
SEGS	Suivi-Evaluation et Gestion des Savoirs
SAFARI	Service d'appui à la formation agricole et rurale à l'international (MA français)
SAF-FJKM	Branche d'activités pour le Développement de l'Eglise Reformée de Madagascar
SECNFAR	Secrétariat exécutif de la CNFAR
SFAR	Service de formation agricole et rurale
SG	Secrétariat Général
SNFAR	Stratégie nationale de formation agricole et rurale
SOA	Syndicat des Organisations Agricoles (mis en place et appuyé par AFDI)
SSA	Stratégie de services aux agriculteurs
STD	Service technique décentralisé
TICE	Technologies de l'information et de la communication pour l'éducation
TT	Tranoben'ny Tantsaha (Chambre d'Agriculture)
TTR	Chambre d'Agriculture Régionale
UL	Unité de Liaison
UNMFR	Union Nationale des Maisons Familiales Rurales
ZAP	Zone d'action pédagogique

RESUMÉ

PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET D'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE (FORMAPROD)

<u>Tutelle:</u>	<i>Ministère en charge de l'agriculture (MinAgri)</i>	
<u>Durée:</u>	<i>10 ans (2012–2022)</i>	
<u>Zone:</u>	<i>Madagascar, dans les 13 provinces d'intervention des différents projets appuyés par le FIDA, selon les choix agréés avec le Gouvernement dans le COSOP</i>	
<u>Bénéficiaires :</u>	<i>environ 2,7 millions au total dont 640 000 bénéficiaires directs, correspondant à une population touchée de 7 millions de personnes</i>	
<u>Coût total:</u>	<i>86,1 millions USD</i>	
<u>Financement:</u>	<i>prêt FIDA:</i>	<i>33,0 millions USD</i>
	<i>don FIDA:</i>	<i>2,0 millions USD</i>
	<i>Gouvernement:</i>	<i>7,9 millions USD</i>
	<i>Bénéficiaires:</i>	<i>3,9 millions USD</i>
	<i>OFID:</i>	<i>14,7 millions USD</i>
	<i>Espagne :</i>	<i>18,8 millions USD</i>
<u>Supervision:</u>	<i>Autres bailleurs potentiels (AFD, UNESCO, La Réunion)</i>	
	<i>Directe par le FIDA</i>	

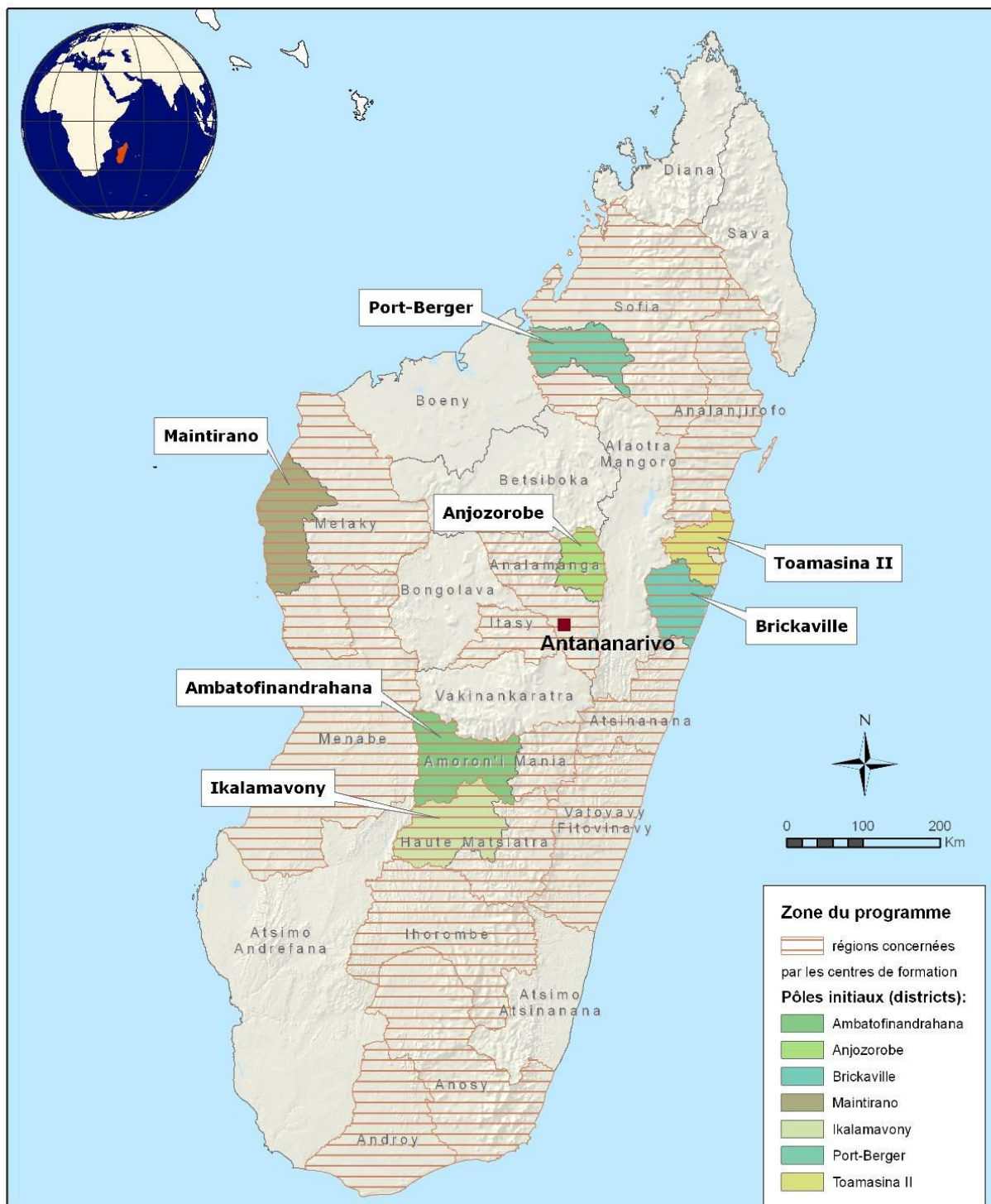


CARTE DES PRINCIPALES ZONES D'INTERVENTION DE FORMAPROD

Madagascar

Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole

Rapport de conception finale



14-12-2010



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte compilée par le FIDA

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET D'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE (FORMAPROD)

RAPPORT DE CONCEPTION FINALE

RAPPORT PRINCIPAL

I. INTRODUCTION

Contexte général

1. Au cours de l'année 2010, dans le cadre du COSOP 2007-2012 et du Programme Sectoriel Agricole (PSA), le FIDA a préparé avec la République de Madagascar le programme FORMAPROD qui porte sur les thèmes de la formation professionnelle agricole, de l'amélioration de la productivité agricole des ruraux pauvres et de l'approvisionnement des marchés locaux et nationaux en produits alimentaires.

2. **Raison d'être :** Madagascar, comme d'autres pays subit l'impact de son explosion démographique et peine à compenser l'augmentation de la population (+2,5% par an) par celle de la production agricole (+1,2% par an). Une croissance économique bénéfique suggérerait au minimum un triplement de la productivité agricole. Or les méthodes de l'agriculture traditionnelle ne permettent plus d'obtenir ces gains de productivité sans intensification et innovations. Les techniques nécessaires sont peu accessibles au paysannat traditionnel, replié sur une agriculture de subsistance et prisonnier de schémas de commercialisation prédateurs. Les innovations agricoles requises peuvent être apportées et relayées par la formation professionnelle vers les nouvelles générations ouvertes à de nouvelles connaissances. Telles sont les orientations retenues pour le programme FORMAPROD **avec l'ambition de former les futures générations d'agriculteurs modernes de Madagascar.**

3. **Le programme FORMAPROD visera donc à revaloriser les métiers de l'agriculture par la formation agricole qualifiante des jeunes générations en vue d'augmenter significativement la productivité des Exploitations Agricoles Familiales (EAF).** Au-delà du ciblage des jeunes (une partie de la cohorte des 300 000 personnes arrivant sur le marché du travail chaque année), une des caractéristiques innovantes de FORMAPROD consistera à intégrer formation, appui technique et financier dans un enchaînement débutant par la formation, se poursuivant via les projets professionnels des formés par la production et s'achevant sur la commercialisation. Cet ensemble d'activités s'appuie sur les expériences positives actuelles ou passées du Gouvernement et du FIDA à Madagascar : apprentissage et formation d'entrepreneurs ruraux avec PROSPERER, pôles de production agricoles et infrastructures avec PHBM et AD2M, organisations professionnelles et services agricoles avec AROPA et enfin information sur les marchés et commercialisation avec PPRR.

4. **Mode opératoire :** l'expérience préalable des projets existants dans les 13 régions d'intervention facilitera l'identification des bénéficiaires. Ceux-ci seront orientés, selon leurs souhaits et leur potentiel, vers les différents types de formations pratiques et théoriques proposées par FORMAPROD : depuis les champs écoles paysans, à l'apprentissage, aux maisons familiales rurales, collèges et lycées agricoles et centres de formation professionnelle. Puis, les jeunes formés établiront leur projet professionnel et pourront bénéficier d'un accompagnement approprié. La longue durée de FORMAPROD (10 ans) permettra de toucher plusieurs cohortes de jeunes et par là de former les nouvelles générations de jeunes agriculteurs et enfin d'améliorer la productivité agricole de centaine de milliers d'EAF. Les pôles de développement agricole permettront d'implémenter les actions d'amélioration de la productivité agricole de FORMAPROD avec les EAF existantes et leurs organisations professionnelles et d'appuyer une concentration de jeunes agriculteurs et micro-entreprises rurales dans certains districts des régions sélectionnées, appelés pôles de développement. La notion de pôle au niveau district (production agricole) doit être couplée avec celle, complémentaire, de réseau d'établissements de formation au niveau régional (pôle de compétence autour d'un établissement public multifonctionnel, tête de réseau).

Processus de conception du programme

5. La mission de conception finale de FORMAPROD à Madagascar (12-25 septembre 2010) s'est inscrite dans la suite du processus de préparation du Programme initié depuis la mi-2009 et qui s'est déroulé notamment à travers trois missions préalables conjointes du FIDA et des Ministères concernés à Madagascar, à savoir : (i) une mission d'identification (en juin 2009) ; (ii) une mission FAO-FIDA de formulation (en janvier-février 2010) ; et (iii) une mission de design intermédiaire (en juillet-août 2010).

6. Le groupe de préparation FORMAPROD, Country Programme Management Team (CPMT) s'est réuni à trois reprises (en décembre 2009, février et septembre 2010) pour fixer les orientations et recommander les améliorations à apporter aux rapports des missions. Durant cette période, des contacts ont été pris avec différents partenaires financiers (OFID, Coopération Espagnole) ainsi que des rencontres de travail avec des partenaires techniques tels que l'Ile de la Réunion ou Agropolis à Montpellier et l'ouverture aux autres entités publiques concernées a été réalisée (notamment les Ministères de l'éducation nationale (MEN), le Secrétariat d'Etat à l'enseignement technique et à la formation professionnelle (SEETFP) et le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRS).

7. Le présent rapport a pris en compte l'ensemble des documents et travaux antérieurs élaborés dans le cadre de la SNFAR à Madagascar, en particulier :

- i) Analyse du Système national de formation agricole et rurale (FAR), synthétisée dans l'étude d'état des lieux de la FAR menée par le Ministère de l'agriculture (Minagri) en 2006-2008;
- ii) Résultats de l'enquête exhaustive sur les établissements de formation professionnelle en milieu rural (EFAR) en activité dans les 13 régions d'intervention des projets appuyés par le FIDA ;
- iii) Etude de faisabilité d'interventions du FIDA en soutien aux petits producteurs agricoles pour la valorisation commerciale des produits alimentaires (décembre 2009) ;
- iv) Travaux du Comité technique du Réseau FAR et du Groupe travail élargi sur le document provisoire de SNFAR (août 2010) ;
- v) Etudes réalisées en octobre 2010 : sur l'analyse du dispositif institutionnel de la SNFAR (FIDA) ; et sur les dispositifs et systèmes de financement de la formation professionnelle et technique agricole et rurale (FAR), dans le cadre du réseau FAR et du programme ADEX.FAR (Appui au développement de l'expertise en formation professionnelle et technique agricole et rurale dans les pays du Sud) qui bénéficie du financement de l'AFD.

II. CONTEXTE STRATÉGIQUE ET JUSTIFICATION DE L'IMPLICATION DU FIDA ET DES PARTENAIRES (FCS 1) (cf. Annexe 2)

A. CONTEXTE DU DEVELOPPEMENT RURAL

8. La population de Madagascar est estimée en 2010 à environ 20 millions d'habitants; elle est essentiellement jeune (45% de la population a moins de 14 ans) et rurale et connaît une croissance forte. Le secteur agricole (au sens large, y inclus élevage, pêche, pisciculture) constitue le pilier de l'économie du pays. Il emploie 80% des familles malgaches réparties au sein de près de 2,5 millions d'exploitations agricoles et comptait pour 30 % du PIB en 2009¹.

9. En dépit d'un potentiel incontestable, la mauvaise performance du secteur agricole est une cause majeure de la pauvreté rurale et s'explique par différents facteurs: infrastructures rurales inadéquates; utilisation de technologies traditionnelles peu évolutives, mauvaise utilisation d'intrants agricoles et faible niveau d'équipement des EAF; accès insuffisant aux services agricoles et aux services financiers ruraux; carence de la formation agricole initiale et continue; difficultés d'accès au foncier, en particulier dans les hautes terres, aléas climatiques et dégradation environnementale.

10. La majorité des ruraux pauvres vit d'une agriculture de subsistance. Le riz est cultivé par 86% des ménages, couvre en moyenne 40% des surfaces cultivées et représente 37% des revenus agricoles monétaires. Les autres productions commerciales varient en fonction des conditions agro-écologiques et des débouchés commerciaux, depuis la production laitière, l'élevage de volailles, les fruits et légumes pour le marché intérieur sur les hautes terres centrales, jusqu'aux cultures d'exportation (vanille, épices, litchi) dans les régions septentrionales et orientales. Les appuis dans le

¹Source: Economist Intelligence Unit, Country report, décembre 2009.

cadre de la révolution verte 2006-08 et les bonnes conditions climatiques des deux dernières années ont permis d'atteindre une production rizicole excédentaire en 2009 et 2010.

B. CONTEXTE ECONOMIQUE, INSTITUTIONNEL ET DE STRATEGIE FAR

11. **Contexte économique**². L'économie malgache repose essentiellement sur l'agriculture, le tourisme, la production des biens à faible valeur ajoutée en zone franche, et le secteur minier qui bénéficie d'un accroissement important de l'investissement étranger. Le taux de croissance annuel du PIB était de 5 % entre 2004 et 2006, de 6,2 % en 2007 et de 7,5% en 2008. La crise politique depuis mars 2009, qui s'est ajoutée à la crise financière mondiale, a engendré un ralentissement de l'activité des secteurs industriel et des services, une réduction des dépenses publiques, faisant chuter le taux de croissance à -4% en 2009 et +0,6% en 2010.

12. **Contexte des politiques de développement.** Madagascar dispose de nombreux textes stratégiques. La *Vision «Madagascar, naturellement»* (2005) affirmait la vocation agricole du pays et proposait de passer d'une économie rurale de subsistance à une économie de marché, de développer l'agro-industrie et les services et d'augmenter les exportations. La *Lettre de politique de développement rural* (LPDR) et le *Programme national de développement rural* (PNDR) qui en ont découlés mettent en exergue l'impératif de la modernisation des exploitations agricoles.

13. L'engagement 4 du Madagascar Action Plan (MAP) porte spécifiquement sur le développement rural, avec six défis majeurs à relever. Depuis début 2008, le MinAgri a élaboré un *Programme sectoriel agricole* (PSA) pour opérationnaliser les visions et objectifs assignés au secteur agricole et rural. Une douzaine de sous programmes ont ainsi été définis, dont certains sont déjà opérationnels. *En raison de la crise politique le MAP et le PSA ont été suspendus en 2009, mais le Gouvernement entend reprendre ces activités en 2011.*

14. Une stratégie nationale et intersectorielle de formation professionnelle est prévue dans la *Politique nationale de l'emploi* (PNE). La stratégie générale consiste à: (i) diversifier les offres de formation de envers toutes les catégories socioprofessionnelles; (ii) favoriser le partenariat public-privé en assignant à l'Etat un rôle de facilitateur, régulateur des normes, ainsi que de la qualité des formations; (iii) améliorer le système de financement de façon à assurer le partage du coût de formation entre l'Etat et les principaux bénéficiaires; et (iv) développer des formations de qualité en permettant l'apprentissage tout au long de la vie. **Dans ce cadre général, une Stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR) a été élaborée par l'ensemble des acteurs de la FAR impliqués, sous l'impulsion du MinAgri.**

15. **SNFAR** : l'Atelier de concertation nationale sur la formation agricole et rurale organisé les 21-22 janvier 2010 avec l'appui du FIDA a permis de discuter l'étude d'état des lieux menée en 2007/08 par le projet COMIPADR/AFD et d'aboutir à une vision partagée par l'ensemble des acteurs sur les principales actions à mener et stratégies à suivre. Un réseau national FAR est en cours de mise en place en 2010 avec l'appui du réseau international FAR et un Comité Technique a été établi pour finaliser le document SNFAR. Durant la période avril-août 2010, ce document de stratégie a fait l'objet de divers amendements et corrections. La SNFAR vise à donner un cadre général et cohérent du développement du système de FAR à Madagascar, à clarifier les rôles des différents acteurs, à définir des axes stratégiques et des priorités d'actions. Elle doit déboucher sur : (i) un plan opérationnel de mise en œuvre à court, moyen et long terme ; (ii) un engagement commun de l'Etat et des partenaires techniques et financiers prêts à soutenir sa mise en œuvre ; et (iii) un Sous-programme au sein du Programme Sectoriel Agricole (PSA).

16. **Contexte de gouvernance.** Dès leur mise en place, les régions ont élaboré en 2005 leur Programme régional de développement (PRD) ainsi que leur Programme régional de développement rural (PRDR). Madagascar s'est engagé depuis 2003 à combattre la corruption, ce qui s'est traduit par: la création du Conseil supérieur de lutte contre la corruption en 2003, l'adoption d'une loi spécifique en 2004, et la mise en place d'un bureau indépendant anti-corruption cette même année (BIANCO). Le contexte de gouvernance malgache est en évolution, à la suite notamment du Référendum du 17 novembre 2010 et la déclaration de la 4^{ème} république.

17. **Contexte institutionnel.** Les activités, les forces et les faiblesses, ainsi que les potentiels de partenariat avec les institutions publiques, associatives et privées qui auront un rôle potentiel dans

² Source: Banque Mondiale, Madagascar: fiche pays, juillet 2009.

l'exécution du programme sont analysés en détail dans le tableau clé 2 du dossier clé (Annexe 1). FORMAPROD travaillera avec les principaux Ministères concernés par la formation et la production agricole et leurs structures déconcentrées au niveau des régions.

18. **Les Centres de formation agricole**³ ou EFAR, sont en partie publics (6 écoles d'application des sciences et techniques agricoles -EASTA- pour la formation des techniciens agricoles, 3 centres d'appui formation -CAF- en direction des exploitants, et 1 lycée agricole) mais surtout privés, souvent d'origine confessionnelle (certains collèges agricoles, fermes écoles, maisons familiales rurales -MFR, etc.). De manière générale, ils sont en nombre insuffisant, répartis de manière inégale sur le territoire, et souffrent de déficit de financement de la part des autorités de tutelle. La plupart des structures privées, notamment confessionnelles, sont membres du Bureau de liaison des institutions de formation rurale (BIMTT).

19. Madagascar connaît un important mouvement d'émergence de la société civile, qui se traduit notamment par le développement de l'importance et des champs de compétence des *Organisations de producteurs* (OP) et de leurs organisations faîtières (OPF), dont les 5 principales sont FEKRITAMA, FIFATA, CPM, KOLOHARENA, et SOA. Des *Chambres d'agriculture* (Tranoben'ny Tantsaha -TT) ont été instituées au niveau national (TTN) et de chaque région (TTR) à partir des OPF: elles sont encore peu actives mais sont renforcées par AROPA et devraient être des partenaires importants de FORMAPROD. Plus anciennes, les *Chambres de commerce et d'industrie* (CCI) sont en place dans toutes les régions et jouent un rôle dans les actions d'accompagnement à l'entrepreneuriat avec l'appui de PROSPERER.

20. **Les Centres de services agricoles** (CSA) ont été implantés sur l'ensemble des districts par le MinAgri avec l'appui des partenaires techniques et financiers. Ils ont un rôle d'interface entre l'offre et la demande de services agricoles aux producteurs et de soutien à la structuration professionnelle et des services agricoles. Ils seront associés à l'identification des jeunes agriculteurs et des EAF à former et à la diffusion des offres de formation des centres partenaires de FORMAPROD de la même manière que les guichets uniques multiservices (Ivo Fanoitra) en appui aux entreprises et soutenus par PROSPERER dans 19 districts.

21. En matière de financement rural, les réseaux d'*institutions de microfinance* (IMF) sont implantés en milieu rural et s'intéressent au financement agricole, en particulier les réseaux PAMF, TIAVO, CECAM, OTIV. Les *Fonds régionaux de développement agricole* (FRDA), chargés de financer les projets de services agricoles et d'infrastructures présentés par les OP/OPA, sont en train d'être opérationnalisés et devraient se généraliser. Leur originalité consiste en leur Comité régional d'octroi des aides (CROA) où les OP sont majoritaires, comme pour les CSA. Le programme s'insérera dans la dynamique des FRDA et des IMF pour l'appui au financement des investissements productifs, et pour l'installation des jeunes agriculteurs formés.

C. PROGRAMME PAYS DU FIDA

22. **Stratégie du FIDA à Madagascar.** Le COSOP (2007-2012) définit la stratégie du programme FIDA à Madagascar pour l'appui à la lutte contre la pauvreté rurale, telle qu'agrée avec le Gouvernement. Son objectif global est de « *promouvoir un développement régional associant les pauvres selon des approches inclusives, pour faire en sorte que les producteurs les plus vulnérables tirent parti de la croissance économique en milieu rural et améliorent leurs conditions de vie* ». Cet objectif cadre avec la principale priorité du Gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté rurale, qui consiste à développer des pôles de croissance régionaux capables d'entraîner le développement économique autour de filières stratégiques, en se fondant sur les avantages comparatif des différentes régions et l'instauration de partenariats public-privé.

23. Trois objectifs stratégiques ont été retenus: (i) améliorer la gestion des risques et réduire la vulnérabilité des ruraux pauvres en leur donnant plus largement accès aux ressources et aux services; (ii) améliorer les revenus des ruraux pauvres par la diversification des activités agricoles et la promotion de l'entrepreneuriat rural; et (iii) professionnaliser les petits producteurs et leurs organisations pour les associer plus étroitement au développement économique et politique. FORMAPROD contribuera à l'atteinte des trois objectifs spécifiques du COSOP.

³ Source: MAEP, Étude sur la formation agricole à Madagascar: état des lieux et plan d'action, février 2008.

24. **Programme pays.** Le programme pays, en cours d'exécution et qui sera renforcé de manière systémique par FORMAPROD, représente un montant total de prêts FIDA de 65,2 millions USD et compte 4 projets: (i) le *Programme de promotion des revenus ruraux* (PPRR), 2005-2012, intervient sur la côte orientale (régions Analanjirofo et Atsinanana), et porte principalement sur l'amélioration de la commercialisation des cultures de rente (prêt FIDA de 14,5 millions d'USD); (ii) le *Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky* (AD2M), 2006-2014, qui intervient dans l'ouest et le sud-ouest (régions Menabe et Melaky), appuie la gouvernance locale, la sécurisation foncière et la mise en valeur durable des ressources en eau et en terre (prêt FIDA de 13,5 millions d'USD); (iii) le *Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales* (PROSPERER), 2008-2015, intervient dans cinq régions (Anosy, Analamanga, Sofia, Haute Matsiatra, Vatovavy-Fitovinany): il cible le développement des micro entreprises rurales (MER) à travers l'appui-conseil individuel, la formation professionnelle et l'apprentissage, la facilitation de l'accès aux services financiers et le développement des infrastructures d'accès aux marchés dans les pôles de concentration des MER (prêt FIDA de 18 millions d'USD); et (iv) le *Projet de renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles* (AROPA), 2009-2017, vise le développement des OP agricoles et des chambres d'agricultures, l'appui aux centres de services agricoles et l'amélioration de l'accès aux services financiers et aux infrastructures productives; il intervient dans 5 régions du Sud et du Centre (Anosy, Androy, Haute Matsiatra, Ihorombe, Amoron'i Mania (prêt FIDA de 19,2 millions d'USD). Ces quatre projets ont aussi exécuté avec succès le Programme d'Appui à la Résilience aux Crises Alimentaires de Madagascar (PARECAM, 2009-2011, 12 millions d'Euros), financé par l'Union Européenne.

III. PAUVRETÉ, CIBLAGE ET ZONES D'INTERVENTION (FCS 2) (cf.DT 7)

A. PAUVRETE RURALE

25. **Pauvreté.** Selon les données officielles de l'enquête des ménages (EPM), 68,7% de la population vivait sous le seuil de pauvreté en 2005; ce taux est passé à 66,1% en 2008. Le revenu agricole annuel moyen oscille entre 180 000 MGA (83 USD) pour le quintile le plus pauvre et 480 000 MGA (223 USD) pour le plus riche. Selon les enquêtes AMED effectuées par le FIDA, les stratégies de survie adoptées par les pauvres engendrent des dépendances: endettement pour accéder aux facteurs de production et satisfaire les obligations sociales et familiales, vente de la force de travail, réduction de la quantité d'aliments, métayage, vente sur pied des productions.

26. **Pauvreté et genre.** Les femmes représentent près de 55% de la population et 80% des actifs. Les ménages sous leur responsabilité appartiennent généralement à la catégorie des ménages pauvres ou très pauvres. C'est généralement la femme qui mène les activités génératrices de revenus du ménage (artisanat, petit commerce, petite transformation, culture maraîchère, artisanat). C'est sur elle et ses jeunes enfants que pèse la mauvaise qualité des services socio-sanitaires et scolaires en milieu rural (48% de malnutrition infantile et 25% d'insuffisance pondérale chez les mères au niveau national). Le crédit reste difficile d'accès aux femmes, qui disposent en outre de moins de garanties foncières que les hommes. Ainsi, les femmes génèrent des revenus agricoles égaux à 70% seulement de ceux des hommes. Les femmes chefs de famille sont généralement très vulnérables, car elles sont souvent contraintes de travailler comme main-d'œuvre agricole afin de générer des revenus.

Tableau 1 : Données démographiques dans les régions d'intervention du programme

Région	Pop totale*	Population agricole	Superficie totale (km²)	Densité	Superficie agricole (km²)	Taux du rural	Exploitation			Taille ménage
							Taille	Total (ha)	Effectif	
Analamanga	2 936 423	1 029 001	16 911	174	1 064	35,04%	0,49	96 599	198 576	5,11
Itasy	658 397	587 671	6 993	94	1 025	89,26%	0,79	86 243	108 509	5,46
Haute-Matsiatra	1 133 167	799 676	21 080	54	1 004	70,57%	0,69	89 441	130 390	6,13
Amoron' I Mania	719 732	575 948	16 141	45	932	80,02%	0,75	75 998	101 700	5,66
Vatovavy-Fitov	1 719 724	1 045 261	19 605	88	1 974	60,78%	1,00	184 341	184 550	5,63
Ihorombe	380 867	197 445	26 391	14	263	51,84%	0,76	26 135	34 585	5,71
Antsinanana	1 128 250	606 901	21 934	51	1 351	53,79%	1,13	128 847	114 362	5,25
Analanjirifo	983 928	682 924	21 930	45	1 071	69,41%	0,86	115 080	134 507	5,08
Sofia	1 238 860	922 564	50 100	25	1 476	74,47%	0,88	149 482	169 101	5,41
Melaky	282 605	209 385	38 852	7	422	74,09%	1,10	40 834	37 172	5,56
Androy	588 490	582 518	19 317	30	957	98,99%	0,65	61 394	94 520	6,12
Anosy	618 011	406 188	25 731	24	671	65,72%	0,81	57 351	70 843	5,62
Menabe	747 405	414 961	46 121	16	1 205	55,52%	1,22	87 973	72 180	5,55
Rég interv	13 135 859	8 060 442	331 106		13 415			1 199 718	1 450 994	
Madagascar	19 978 865	13 315 725	587 245	34	23 213	66,65%	0,87	2 083 590	2 392 572	5,51
% des Régions	65,75%	60,53%	56,38%		57,79%			57,58%	60,65%	

Source: Données extraites du Recensement national agricole 2004-2005, sauf pour données de population totale extraites étude Ilo (2006).

B. GROUPES CIBLES, BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES (CF.DT 7)

27. **Bénéficiaires** (Annexe 2). Chaque année environ 300 000 jeunes, essentiellement issus du milieu rural, arrivent sur le marché du travail, sans formation professionnelle, avec un niveau d'instruction souvent limité (cf. études Rural Struct'). FORMAPROD concernera environ 2 700 000 bénéficiaires (dont 640 000 bénéficiaires directs) dans 13 régions, soit une population touchée totale de près de 7 millions de personnes c'est-à-dire plus de 50% de la population rurale des régions d'intervention ou se pratiqueront les activités de formation professionnelle. On peut estimer à 20-25% le nombre des bénéficiaires directs qui mettront en œuvre un projet professionnel opérationnel, soit environ 100 000 micro-entrepreneurs. Le Programme concentrera cependant ses interventions d'intensification agricole dans les 6 premiers pôles agricoles retenus d'un commun accord entre le FIDA et le Gouvernement dont la population rurale totale concernée peut être estimée à environ 600 000 habitants (110 000 ménages). Le nombre important de bénéficiaires indirects (près de 2 millions) ayant bénéficié de la formation notamment au niveau enseignement général (primaire et secondaire) indique l'importance de l'impact attendu de FORMAPROD sur le plan social.

28. **Groupes cibles** (DT 7 - Pauvreté et ciblage). FORMAPROD visant prioritairement la formation professionnelle agricole des nouvelles générations et l'amélioration de la productivité des EAF, le Programme appuiera prioritairement les groupes vulnérables en portant une attention particulière aux jeunes déscolarisés et aux jeunes femmes chefs de famille. En fonction de leurs besoins spécifiques, il a été distingué les sous-groupes suivants:

- i) *les jeunes ruraux (garçons et filles) déscolarisés* ayant choisi de devenir agriculteurs/trices, en distinguant ceux qui ont déjà des responsabilités familiales (18-25 ans environ), ceux qui dépendent encore de leurs parents (14-18 ans), et, au sein de ces deux sous-groupes, les jeunes filles mères (30% des formées). Leur insertion passe par un meilleur accès à la formation agricole qualifiante et un complément d'enseignement général, par l'amélioration de l'accès au foncier, aux infrastructures de production et aux services financiers;
- ii) les jeunes de niveau secondaire souhaitant se spécialiser dans des métiers d'appui-conseil aux ruraux en suivant une formation initiale qualifiante de technicien agricole/animateur rural (conseiller agricole/leader paysan);
- iii) les jeunes de niveau secondaire voire universitaire qui désirent retourner dans leur région d'origine pour développer une micro-entreprise rurale (MER). Une formation agricole plus courte, modulable, sera adaptée et ils seront éligibles aux accompagnements de leur installation ;
- iv) les petites EAF de niveau 1 à 3 (selon la classification du Minagri : 1. EAF en survie; 2. EAF déficitaires sur le plan alimentaire; et 3. EAF en situation d'autosuffisance alimentaire), qui ne bénéficient à ce jour de quasiment aucune formation professionnelle initiale, ni continue. Parmi ce groupe, les EAF dirigées par des femmes (entre 15 et 25% des EAF selon les régions) encore plus vulnérables seront ciblées pour les activités de Champs Ecoles Paysans (CEP).

Tableau 2 : Récapitulatif du calcul des bénéficiaires directs et indirects

Rubriques	Total	Pop touchées	Nbre bénéf par an
Composante 2	2 062 000	3 480 640	347 670
2.1. Management des dispositifs de FAR niveau régional	112 900	632 240	63 200
2.2. Formation de jeunes ruraux	1 585 200	1 609 120	160 800
2.3. Formation techniciens et animateurs ruraux	39 200	39 200	3 930
2.4. Projets professionnels des jeunes formés	324 700	1 200 080	119 740
3. Composante 3	625 590	3 475 400	347 540
3.1. Amélioration de la production agricole	23 190	129 500	12 950
3.2. Appui à l'accès de services commerciaux et financiers	422 400	2 337 900	233 790
3.3. Infrastructures de désenclavement	180 000	1 008 000	100 800
TOTAL GENERAL DES BENEFICIAIRES	2 687 590	6 956 040	695 210
dont Directs	635 890	2 154 640	151 400
dont Indirects	2 051 700	4 801 400	715 810

C. STRATEGIE D'EQUITE ENTRE GENRES

29. La stratégie du programme en matière de promotion de l'équité entre les genres est fondée sur la politique nationale, sur le plan d'action du FIDA en la matière et sur les expériences et meilleures pratiques développées dans le cadre des précédents projets à Madagascar (cf. stratégie d'inclusion sociale du COSOP). Elle s'articulera autour des éléments suivants: (i) faciliter l'accès des femmes et des jeunes aux formations professionnelles initiales et continues, aux appuis-conseils et aux ressources (foncier, infrastructures productives, services commerciaux et financiers), répondant à leurs besoins spécifiques; (ii) encourager leur participation dans tous les cadres de concertation et de décision (au niveau local, régional et national); et (iii) appuyer les activités génératrices de revenus et microprojets promus par des femmes et des jeunes individuellement ou regroupés telles que la transformation/conservation des produits agricoles.

30. Pour garantir la prise en compte des intérêts stratégiques et des besoins pratiques des plus vulnérables (femmes et jeunes), le Programme établira des objectifs précis de participation de ces groupes aux activités (d'au moins 30%), et l'intégration des aspects genre sera vérifiée lors de l'examen des PTBA. Tous les acteurs du programme (cadres, prestataires, consultants, etc.) seront formés à l'approche genre et les recrutements seront équitablement ouverts aux deux sexes et en faveur des jeunes. Les opérateurs d'encadrement seront évalués entre autres sur les résultats enregistrés en matière de participation des femmes et des jeunes dans les activités du programme.

D. ZONES D'INTERVENTION ET POLES AGRICOLES (CF. DT 6)

31. **Zones d'intervention** (voir cartes ci-après). La synergie avec les projets en cours du FIDA (13 régions, 46 districts sélectionnés) constitue l'un des principaux éléments de ciblage des zones d'intervention de FORMAPROD. **L'appui à la formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux, et la formation continue toucheront les 13 régions d'intervention (et l'ensemble de leurs 61 districts; 300 communes concernées ; 9 millions de population rurale).** Pour les autres activités, notamment les investissements agricoles structurants, une douzaine de pôles ont été sélectionnés.

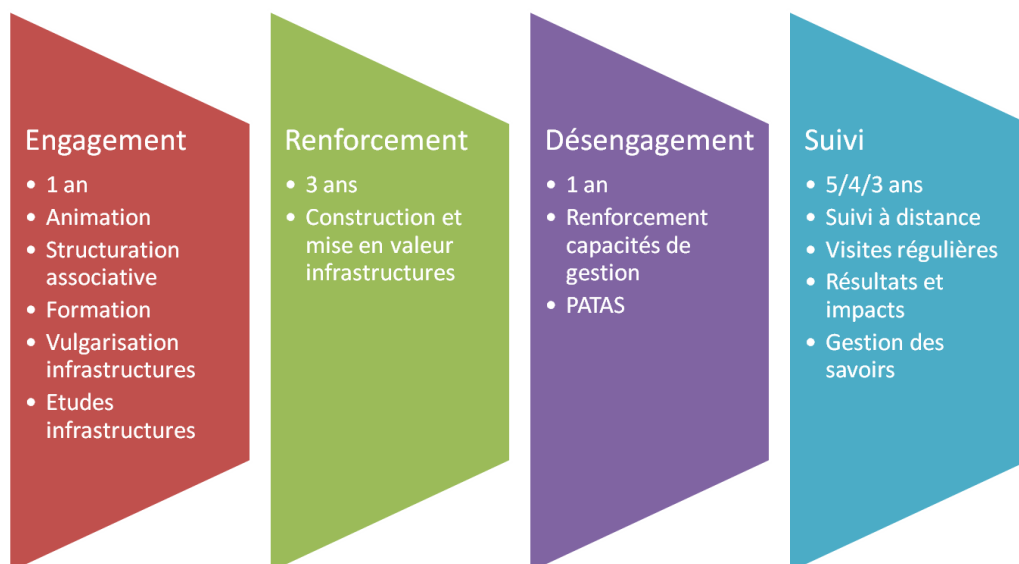
32. **Pôles de développement agricole.** Ces pôles permettront de mettre en œuvre les actions d'amélioration de la productivité agricole de FORMAPROD avec les EAF existantes et d'appuyer une concentration de jeunes agriculteurs et micro-entreprises rurales dans certains districts des **13 régions** sélectionnées. **La notion de pôle au niveau district (production agricole) doit être couplée avec celle, complémentaire, de réseau d'établissements de formation au niveau régional (pôle de compétence autour d'un établissement public multifonctionnel, tête de réseau).** Des fiches de pôles et un argumentaire du choix des pôles ont été établis ainsi qu'une typologie par rapport au niveau plus ou moins favorable de l'environnement opérationnel pour le démarrage du programme. Un pôle correspond à tout ou partie d'un district (6 à 10 communes), soit 20 000 ménages en moyenne.

Les pôles ont été définis grâce à une typologie établie selon des critères agro-climatiques et socio-économiques (potentiel agricole, densité population, pauvreté rurale, foncier, migration). Un phasage sur 2 ans (6 pôles) est prévu: 1 pôle par projet la 1^{ère} année, puis 2 ensuite. Les pôles proposés pour la 1^{ère} année sont: Brickaville (Atsinanana-PPRR), Maintirano (Melaky-AD2M); Anjozorobe (Analamanga-PROSPERER); Ambatofinandrahana (Amoron'i Mania-AROPA). **Le nombre de pôles retenu (6) est un modèle de base répliquable, fonction du budget disponible initialement. Dans la mesure où d'autres bailleurs potentiels seront susceptibles d'intervenir, le nombre de pôles impliqués dans le Programme pourra être augmenté au fil des années.**

33. A partir de l'année 2 de FORMAPROD, les pôles supplémentaires (districts) susceptibles de faire l'objet d'interventions du Programme seront par ordre de priorité: (i) Port Bergé (Sofia-PROSPERER); Toamasina II (Atsinanana-PPRR); et Ikalamavony (Haute Matsiatra Ambony - AROPA); puis dans un deuxième temps et en fonction des moyens disponibles avec d'autres partenaires financiers: (ii) Ikongo (Vatovavy Fitovinany- PROSPERER); Betroka (Anosy- AROPA); et Manja (Menabe-AD2M).

34. Les actions d'appui dans chaque pôle porteront sur **une durée de 5 ans avec une 1^{ère} année de démarrage importante en matière d'information et de sensibilisation des différents acteurs. Les années 2, 3 et 4 porteront sur les réalisations et l'année 5 constituera une phase de désengagement (avec un suivi à distance le reste de la durée du programme).** Il conviendra de bien définir la séquence d'actions selon les types de pôles et deux activités complémentaires de pré-démarrage sont à réaliser: (i) un diagnostic complémentaire ciblé par pôle (foncier, migration, couverture établissements de formation, microfinance); et (ii) un plan d'actions sur 2-3 ans par pôle (synchronisation des activités des Composantes 2 et 3).

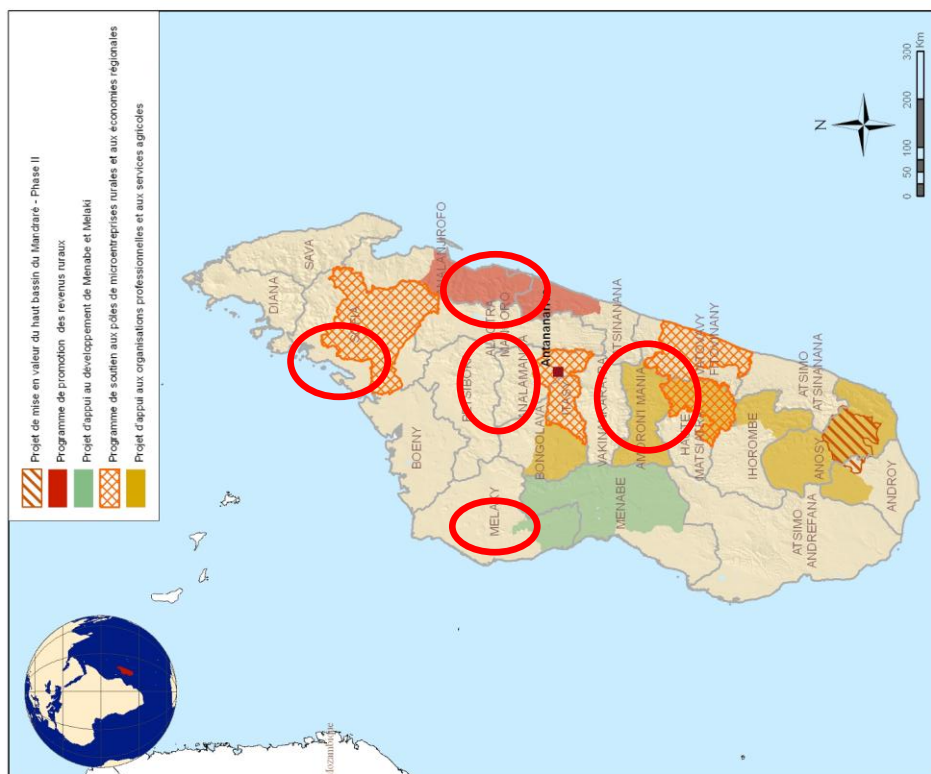
Figure 1 : cycle d'appui aux pôles de développement agricole



Les principales zones potentielles d'intervention du FORMAPROD
sont encadrées en rouge dans la carte ci-dessous.

Madagascar

Activités en cours financées par le FIDA



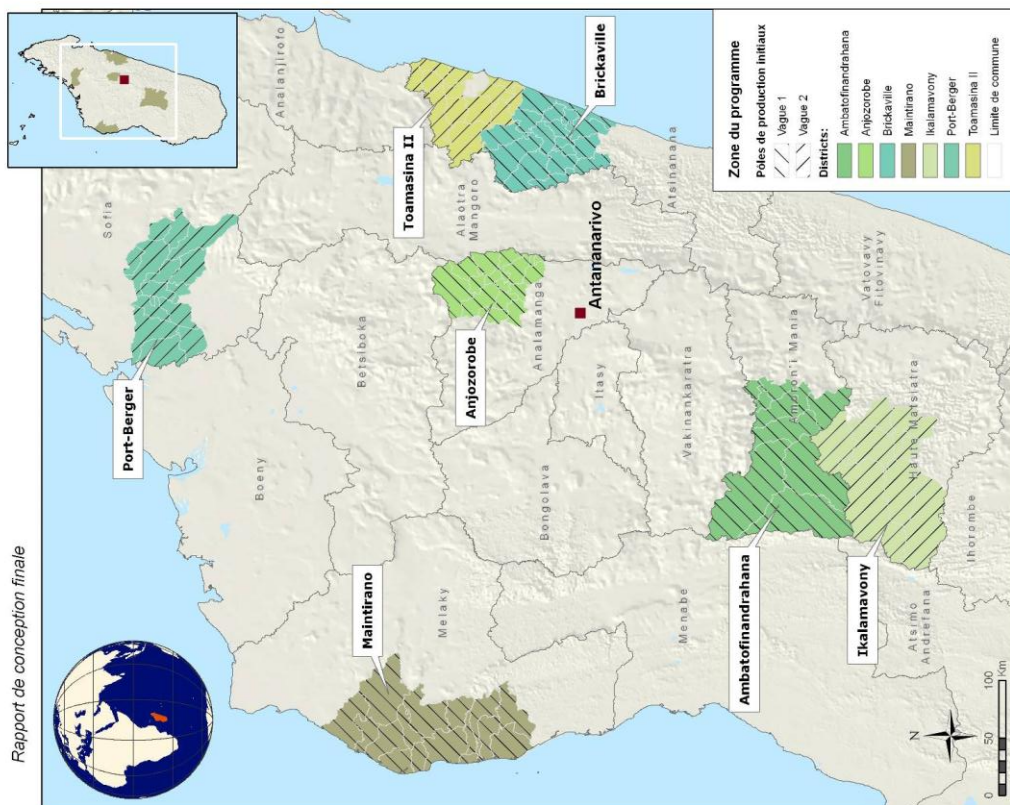
Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte compilée par le FIDA



Madagascar

Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole
Rapport de conception finale



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte compilée par le FIDA



IV. DESCRIPTION DU PROGRAMME (FCS 3)

A. LEÇONS APPRISSES DES PROJETS PASSES

35. Les principales leçons des projets FIDA en cours (AD2M, PPPR, PROSPERER, AROPA, PARECAM) ou terminés récemment (PADANE, PHBM-II) et utiles pour FORMAPROD sont reprises ci-après.

(a) *En matière d'approche et de gestion:*

- i) La synergie et la complémentarité entre les projets financés par le FIDA doit intervenir dès la phase de formulation afin de matérialiser le programme pays guidé par le COSOP;
- ii) L'approche participative simplifiée permet de cibler rapidement les plus vulnérables et de s'assurer de leur participation aux activités des projets (utilisation des approches AMED);
- iii) Au-delà de l'appui de la Cellule d'Appui au Programme FIDA (CapFIDA), le système de suivi-évaluation et de gestion de savoirs (SEGS) du FIDA s'assure d'une harmonisation des approches et d'une diffusion rapide des meilleures pratiques;

(b) *En matière de production et de commercialisation :*

- i) L'approche « champs écoles paysans » est à étendre vu les résultats probants obtenus dans le cadre d'AD2M et de PARECAM, tout en trouvant une forme plus structurée;
- ii) Appropriation et responsabilisation: associer les bénéficiaires finaux directs (et leurs organisations) dès la planification des activités permet de renforcer le sentiment de responsabilisation et d'appropriation des OP/associations d'usagers des infrastructures mises en place; la contractualisation des engagements doit s'accompagner d'une prise en charge progressive des coûts et des services par les acteurs locaux;
- iii) Renforcement des capacités: le transfert progressif de compétences aux producteurs/OP doit être accompagné du développement de leurs capacités d'analyse et de compréhension des marchés et des enjeux économiques.

B. JUSTIFICATION ET ENJEUX DU PROGRAMME (CF. : APPENDICES 2 ET 3)

36. Le développement économique d'un pays à prédominance rurale dépend fortement de l'accroissement de la productivité agricole et de l'augmentation des revenus du monde rural. En dépit des conditions agro-climatiques globalement favorables à Madagascar, les rendements des principales productions ne sont estimés qu'au tiers de leur potentiel réel. Par ailleurs, la plus-value tirée de la commercialisation des récoltes s'effrite de par le manque de connaissances et d'organisation des OP, des infrastructures rurales (magasins de stockages, marchés, routes) inadéquates et des systèmes de commercialisation inefficients et inefficaces. Avec l'augmentation inexorable de la population, les conditions de vie du monde rural vont s'aggraver si les pratiques culturelles et les systèmes de commercialisation restent inchangés, comme l'ont montré les 3 dernières décennies. *L'adoption de pratiques agricoles efficaces et l'assainissement des systèmes de commercialisation nécessitent que la formation agricole et l'assistance financière et en services techniques se renforcent mutuellement.* En général, les projets de développement agricole ne se focalisent que sur l'un de ces aspects, tandis que FORMAPROD les intégrera. Enfin, FORMAPROD est conçu pour maximiser les synergies entre projets existants afin de renforcer la réalité du programme pays, aussi bien sur le plan administratif que technique. FORMAPROD sera intégré aux quatre projets en cours afin d'alléger les tâches de gestion, mobiliser et partager l'expertise et les expériences de chacun des projets.

37. **Enjeux du programme.** Selon son intitulé même (Formation professionnelle et amélioration de la productivité agricole), le programme FORMAPROD doit répondre à des *enjeux multiples* mais très liés tels que : (i) la mise en place d'un dispositif adapté de formation professionnelle et technique ; (ii) la sécurité alimentaire et la génération de revenus ; (iii) l'insertion des jeunes et la création d'emplois en milieu agricole ; (iv) le développement des EAF et d'un secteur agro-industriel ; (v) la gestion des ressources naturelles et la conservation environnementale. Les principales *idées-forces* qui sous-tendent le concept de FORMAPROD peuvent être résumées autour des orientations suivantes:

- i) Le Programme doit contribuer à faciliter progressivement le passage de l'état de paysan au métier d'agriculteur entrepreneur agricole. Cela suppose la réforme du dispositif de formation pour

valoriser le capital humain (expansion démographique, exode rural) notamment parmi les jeunes. Il faut donc recentrer le dispositif de manière adaptée autour du développement de l'exploitation agricole, en tant que structure d'exploitation/outil de production devant devenir viable et rentable dans un environnement moderne.

- ii) Il convient de redéfinir de manière concertée les niveaux et contenus de l'enseignement diplômant (ingénierie de formation agricole-ESSA) et de formation des techniciens d'encadrement (EASTA), de manière à permettre l'insertion des jeunes et le développement d'activités en milieu agricole et rural.
- iii) La démarche doit s'inscrire dans une vision nationale commune (Stratégie SNFAR, stratégie SSA) à moyen et long terme : « quelle agriculture pour Madagascar dans 20 ans? » La politique de formation agricole doit s'intégrer dans une politique de développement agricole et rural au sens large (le PSA).
- iv) Il faut du temps (15-20 ans) pour obtenir les résultats attendus: d'où la nécessité de combiner une stratégie FAR à moyen et long terme se mettant en place progressivement et des actions immédiates opérationnelles au niveau régional et des pôles de développement.
- v) Il y a lieu de prendre en compte la dimension politique et institutionnelle: sensibilisation et discussion au plus haut niveau (Primature et Ministères); concertation multi-bailleurs; constitution d'un cadre national et régional paritaire de formation; ouverture sous-régionale.
- vi) Il faut enfin privilégier la dynamique régionale (déconcentration/décentralisation): constitution d'un réseau de centres régionaux (plateformes) de référence et de coordination au niveau des pôles de développement retenus (avec la nécessaire coordination des établissements privés/ONG existant actuellement au niveau régional (environ 400 au total)).

C. OBJECTIFS DU PROGRAMME, CADRE LOGIQUE ET COMPOSANTES (CF. APPENDICE 3)

38. Les discussions menées à Madagascar avec le comité et la task force de préparation du programme, sur la base des travaux et des documents provisoires de design intermédiaire et de conception finale ont conduit à affiner les objectifs et à équilibrer les composantes de FORMAPROD.

39. Les **objectifs** de FORMAPROD sont reformulés comme suit :

- *Objectif global du projet* : contribuer à l'amélioration de la productivité agricole et à l'augmentation des revenus des exploitations agricoles familiales, par la formation professionnelle des jeunes ruraux (préparer les nouvelles générations de jeunes ruraux aux métiers de l'agriculture),
- *Objectif spécifique 1* : un système national de formation agricole et rurale soutenant le développement du secteur agricole,
- *Objectif spécifique 2* : un dispositif régional de formation agricole et rurale adapté aux besoins des ruraux,
- *Objectif spécifique 3* : l'augmentation de la productivité des exploitations agricoles familiales par la valorisation des formations.

40. Le programme FORMAPROD sera structuré autour des trois **composantes** et **sous-composantes** suivantes :

Composante 1: Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale SNFAR, organisée en quatre sous-composantes :

1.1: Appui institutionnel pour la mise en œuvre de la SNFAR; 1.2 Amélioration, animation et régulation des dispositifs de FAR; 1.3: Appui aux systèmes de financement durables de la FAR; 1.4 Pilotage, SE, gestion des savoirs et communication (SEGS).

Composante 2: Formation professionnelle des jeunes ruraux et opérationnalisation régionale de la FAR, organisée en quatre sous-composantes:

2.1: Management des dispositifs de FAR au niveau régional; 2.2: Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique; 2.3: Formation diplômante des techniciens

agricoles et animateurs ruraux; 2.4: Projets professionnels des jeunes formé(e)s et accompagnement de leur installation.

Composante 3: Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricoles, organisée en trois sous-composantes :

3.1: Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la productivité agricole; 3.2: Appui à l'accès aux services financiers et commerciaux; 3.3: Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricole.

41. Dans le cadre des discussions avec le Gouvernement, il a été souligné l'importance de l'équilibre des sous-composantes et les points suivants ont été rappelés : (i) le rôle de FORMAPROD comme instrument support de la SNFAR essentiellement au niveau régional ; (ii) l'action interministérielle et la nécessité de partir de l'existant en l'adaptant et en prenant en compte les établissements privés (BIMTT et ONGs) ; (iii) le besoin d'une délimitation précise de la FAR, avec le souci de qualité de la formation et de son suivi ; (iv) le lien avec la stratégie SSA, l'insertion sociale et professionnelle et la promotion des métiers ruraux. Il a également été retenu la nécessaire dualité et complémentarité entre la Composante 1 (institutionnelle, nationale et transversale) et les Composantes 2 et 3 (opérationnelles au niveau régional et pôles), ainsi que le lien fonctionnel à établir entre la SC 1.2 (Adaptation des dispositifs de SFAR) et la SC 2.1 (Management des dispositifs de SFAR au niveau régional).

D. DESCRIPTION DES ACTIVITES DU PROGRAMME

42. FORMAPROD doit être considéré comme un instrument de lancement de la SNFAR au niveau national et surtout de son opérationnalisation au niveau régional en vue d'améliorer la productivité agricole. Cette démarche requiert l'ensemble des activités suivantes : (i) appui à l'opérationnalisation de la SNFAR et à la préparation des institutions ; (ii) appui au fonctionnement opérationnel des institutions aux niveaux national, régional et local (district et commune) ; (iii) appui aux investissements physiques (au niveau des pôles) ; (iv) appui au renforcement du capital humain, renforcement des compétences, formation de formateurs et financement de formations ; (v) appui au suivi-évaluation (S&E) et à la gestion des savoirs. Les 3 composantes du Programme couvrent l'ensemble de ces points.

En vue du démarrage du Programme, les *activités préparatoires de pré-démarrage* suivantes devront être menées (voir appendice à la fin de ce rapport):

- *au niveau national* (appui à la validation de la SNFAR ; appui à la finalisation du système de financement de la SNFAR ; appui à la création du Conseil national de la FAR (CNFAR) ; appui à la création du Secrétariat Exécutif du CNFAR ; préparation du plan de formation des formateurs prioritaires) ; et
- *au niveau régional* (appui à la mise en place des Conseils régionaux de la FAR (CRFAR) ; appui à la mise en place des réseaux régionaux d'institutions de formation de référence ; appui à la sélection des COFO (coordonnateurs de formation au niveau communal).

E. **COMPOSANTE 1: Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale SNFAR** (environ 11,3 M USD, soit 13,1% des coûts du programme) (cf.DT 1)

43. Cette composante 1 (*à caractère institutionnel, national et transversal*) a pour objectif de renforcer la structuration au niveau national de l'ensemble de la formation agricole et rurale. Elle est organisée selon les quatre sous-composantes suivantes: 1.1 Appui au dispositif institutionnel de mise en œuvre de la SNFAR ; 1.2 Amélioration des dispositifs de FAR ; 1.3 Appui au financement du système de FAR ; 1.4 Pilotage et S&E, communication et gestion des savoirs (SEGS).

44. Cette composante 1 nécessite au-delà de la seule contribution du FIDA, de recevoir le concours d'autres partenaires (AFD, UNESCO, Ile de La Réunion, UE et autres) pour pouvoir être mise en œuvre à l'échelon national et en particulier pour les aspects de suivi à long terme et de financement, les financements FIDA restant orientés principalement au niveau régional. Les activités des 3 premières sous-composantes seront concentrées principalement sur les 5 premières années du Programme.

Sous-composante 1.1 Appui institutionnel pour la mise en œuvre de la SNFAR (1,2 million USD) (cf. DT 2)

45. Dans la suite des activités préparatoires menées, les actions au titre de cette sous-composante seront orientées autour de 3 volets : *Volet 1.1.1 Appui à l'opérationnalisation du dispositif institutionnel de la SNFAR* (2 premières années) ; *Volet 1.1.2 Appui au fonctionnement du CNFAR* ; *Volet 1.1.3 Appui à la rationalisation du travail du Secrétariat Exécutif du CNFAR et au Réseau FAR National*.

46. Le Programme apportera ainsi son appui pour la mise en œuvre de la SNFAR dès le démarrage de FORMAPROD, pour l'opérationnalisation du Conseil national CNFAR (dispositif transitoire avant l'éventuelle constitution ultérieure d'une agence ou autorité paritaire ultérieure (ANFAR) et pour la définition claire du rôle de l'Etat dans la mise en œuvre de la SNFAR aux niveaux national et régional (Conseils régionaux CRFAR). Il appuiera le travail et le fonctionnement du Secrétariat Exécutif du CNFAR ainsi que la mise en œuvre opérationnelle du réseau FAR national. Il apportera une assistance dans l'élaboration des arrangements institutionnels nécessaires, des textes réglementaires et des normes d'établissements. FORMAPROD travaillera en partenariat avec l'assistance apportée par l'AFD (auprès du SFAR du MinAgri) et de l'UNESCO (assistance pour la mise en réseau des EFAR).

47. A ce titre, FORMAPROD financera sur 5 ans une partie des investissements du Secrétariat Exécutif du CNFAR, une dotation d'équipement informatique et de bureau, des missions d'assistance technique internationale et nationale, des études et des visites d'échanges et stages de formation à l'étranger. Il financera de même une partie des investissements pour le Réseau national RNFAR (assistance technique internationale, dotation équipement, études et missions d'échanges) et contribuera aux frais de fonctionnement correspondants sur une période de 8 ans.

Sous-composante 1.2 Amélioration, animation et régulation des dispositifs de FAR (1,2 million USD)

48. Les activités de cette sous-composante seront orientées autour de 2 volets : *Volet 1.2.1 Renforcement du capital humain dans le dispositif de mise en œuvre de la FAR* ; *Volet 1.2.2 Rationalisation des stratégies et outils de formation des établissements et institutions impliquées dans la mise en œuvre de la FAR*. Les activités de cette sous-composante seront menées en étroite liaison avec celles développées de manière opérationnelle au niveau régional dans le cadre de la sous-composante 2.1 (Management des dispositifs FAR au niveau régional).

49. Le Programme apportera pendant 5 ans son appui pour: le renforcement de capacités des cadres et des acteurs de la FAR, la formation des formateurs, la réforme du cadre réglementaire (certification, diplômes, apprentissage), l'amélioration des méthodes de formation et du matériel didactique, la rénovation des cursus de formation/curricula, le dispositif de contrôle et d'habilitation des EFAR, la mise en place d'outils de gestion et d'un dispositif d'inspection. A ce titre, il financera sur 5 ans des sessions de formation et de renforcement des capacités, le développement de référentiels de formation, la formation de formateurs, des missions d'ATI et d'ATN, les frais de déplacement et voyages, des ateliers nationaux et rencontres régionales et interrégionales annuelles. FORMAPROD travaillera avec l'assistance apportée par les autres partenaires (AFD, UNESCO, La Réunion) et réseau FAR international (dont le secrétariat est hébergé par le centre d'études Supagro de Montpellier, tête de réseau de la France pour la formation agricole à l'international).

Sous-composante 1.3 Appui aux systèmes de financement durables de la FAR (0,7 million USD)

50. Les activités de cette sous-composante porteront sur l'appui à la réflexion et à la constitution progressive d'un système de financement à long terme du système de FAR. Elles seront orientées autour de la mise en place d'un *Fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR* (intégré au FDA/FRDA, utilisant les moyens de fiscalité et para-fiscalité, avec définition des modalités de fonctionnement et critères d'éligibilité, avec la systématisation de la participation des bénéficiaires dans le financement; et l'implication des OPA et du secteur privé dans la gouvernance et le financement de la FAR). Elles prendront en compte les propositions des études menées dans ce domaine (ADEX-FAR et autres).

51. En partenariat avec les autres bailleurs, le Programme apportera pendant 5 ans son appui pour: la mise en place de mécanismes de financement au niveau régional; l'identification des formations rentables avec impact réel (compte tenu des ressources limitées du Gouvernement). A ce titre, le Programme

financera: des études juridiques et réglementaires, des missions d'échanges et de formation à l'étranger, un atelier national, des missions d'assistance technique internationale et nationale, une dotation en équipement et fonctionnement.

Ss-composante 1.4 Pilotage et S&E, gestion des savoirs et communication (SEGS) (8,2 M USD)

52. Les activités de cette sous-composante seront financées par le prêt et le don FIDA et structurées autour de 3 volets : *Volet 1.4.1 Unité de pilotage/liaison et équipes régionales de programme ; Volet 1.4.2 Suivi-évaluation ; Volet 1.4.3 Gestion des savoirs.*

Volet 1.4.1 Unité de pilotage/liaison et équipes régionales de programme FORMAPROD

53. Au niveau national, le Programme financera pendant 10 ans une unité réduite : l'Unité de liaison (UL) en charge du pilotage de FORMAPROD (Responsable, RAF, RSEGS, comptable, personnel d'appui et les consultants nécessaires) qui appuiera les EPR opérationnelles et autonomes, ainsi que les équipements en véhicule, matériel informatique, matériel et mobilier de bureau, fonctionnement et déplacements. Il financera également l'appui à la gestion du programme (élaboration des manuels, mise en place du système de gestion, audit annuel externe) ainsi que la gestion des partenariats (appui aux CNFAR et CRFAR, réunions nationales et régionales).

54. Au niveau régional, FORMAPROD financera les 4 équipes régionales de projets (ERP) établies auprès de chacun des projets FIDA en cours (chacune composées d'un Chargé de mission (pendant les 3 premières années) puis d'un seul Coordinateur interrégional à partir de la 4^{ème} année)⁴, d'un RSE, comptable, secrétaire et chauffeur), ainsi que les frais de véhicule, matériels informatiques, matériels et mobiliers de bureau, de fonctionnement et déplacements. Le Programme financera aussi des actions de renforcement au niveau des régions (DRDR et CRFAR), en termes de fonds d'études, d'ateliers, de visites et séminaires d'échanges.

Volet 1.4.2 Suivi-évaluation (cf. DT 2)

55. Les activités de S&E de FORMAPROD respecteront les principes de SEGS⁵ et seront suivies au niveau national par le RSEGS pour consolidation et capitalisation des données. Elles porteront notamment sur : (i) la mise en place d'un dispositif d'observation du système FAR ; (ii) l'appui au réseau FAR (forums d'échanges, études et réunions, assistance technique internationale) et réseau des établissements EFAR ; (iii) le soutien du Réseau des observatoires ruraux (ROR) en tant qu'outil de suivi et d'évaluation sur l'économie de la FAR ; (iv) la mise en place d'un programme national de recherche-action accompagné par un Conseil scientifique) ; (v) la modélisation et mise à l'échelle des bonnes pratiques.

56. Le Programme financera l'équipe de S&E (un RSE et un assistant par ERP) ainsi qu'un ensemble d'activités : enquêtes SYGRI/RIMS, diagnostics des systèmes de production et réseaux ROR, ODR, diagnostic initial des OP /OPA, évaluations thématiques, ateliers participatifs au niveau des communes et région/pôles, ATI (principalement financée par le don FIDA) et ATN, missions d'échanges et formation à l'étranger, missions de supervision directes du FIDA, évaluation finale.

Volet 1.4.3 Gestion des savoirs et communication (cf. DT 2)

57. Les activités de gestion des savoirs (GS) de FORMAPROD respecteront les principes de SEGS et porteront notamment sur : (i) la capitalisation des expériences de FAR, du réseau des EFAR et l'amélioration du pilotage du système FAR ; (ii) la mise en place d'un dispositif d'observation du système en liaison avec les ROR ; (iii) la création et le renforcement de centres de ressources régionaux ; (iv) la valorisation des savoirs émergents: web, radios, SEGS, CITE ; (v) la tenue de forums d'échanges FAR (réseau FAR International, ATI sur don FIDA) ; (vi) l'appui des activités SEGS en général au niveau des projets FIDA.

58. Le Programme financera : la création de son site internet, des actions de communication, des études de cas et de systématisation d'expériences, des visites d'échanges, de la production de matériel didactique, des vidéos et émissions de radio, ainsi que des cartes, livres et publications.

⁴ Compte tenu du calendrier d'achèvement des 4 projets FIDA en cours.

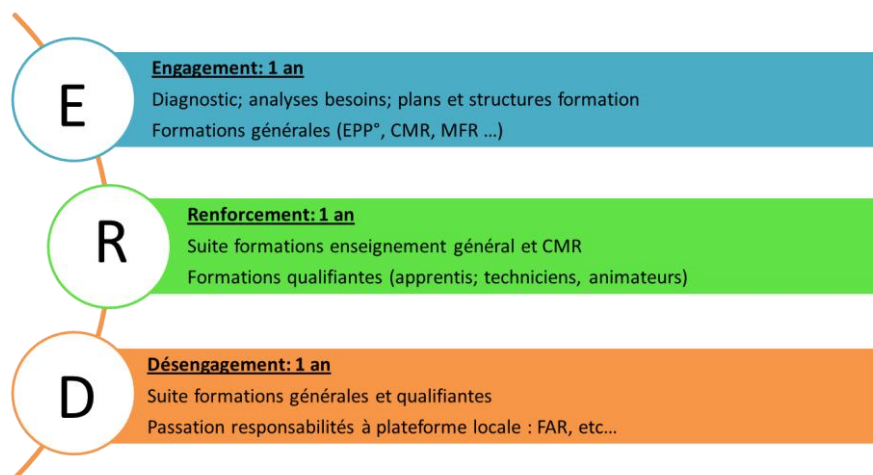
⁵ Système de Suivi-Evaluation et Gestion des Savoirs du Programme Pays FIDA à Madagascar.

F. **COMPOSANTE 2: Formation Professionnelle des jeunes ruraux et opérationnalisation régionale de la FAR**

(environ 36,6 M USD, soit 42,6% des coûts totaux du programme) (cf. DT 3)

59. Cette composante a pour objectif de « Renforcer la capacité des régions à promouvoir un système de FAR adapté aux besoins en formation des ruraux » et constitue la composante charnière de FORMAPROD. Elle est articulée autour des 4 sous-composantes suivantes: 2.1 Management des dispositifs FAR au niveau régional; 2.2 Formation professionnelle agricole des jeunes ruraux ; 2.3 Formation qualifiante des techniciens agricoles et socio-organismes ruraux (conseiller agricole, animateurs paysans) ; 2.4 Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement à l'installation. Les activités de cette composante seront menées en partenariat avec les autres partenaires (AFD, UNESCO, Ile de La Réunion, ...).

Figure 2 : Phasage Composante Formation au niveau Communes et Districts



Ss-composante 2.1 : Management des dispositifs de FAR au niveau régional (4,6 millions USD)

60. Cette sous-composante vise à mettre en place un dispositif décentralisé de FAR, de la région aux communes (COFO), avec le relais des services techniques décentralisés des Districts (CSA, GUMS/Ivo Fanoitra), au plus près des attentes et possibilités socio-économiques des jeunes ruraux et des producteurs. Ce dispositif est fondé sur la coopération des services publics régionaux, des OPR, ONG et organismes privés de formation, regroupés au sein du Conseil régional pour la FAR (CRFAR) qui veillera, entre autres, à maintenir la cohérence entre le plan régional de développement rural et la stratégie nationale de FAR.

61. Les activités seront orientées autour de 4 volets : *Volet 2.1.1 Information et communication décentralisée* (0, 9 million d'USD); *Volet 2.1.2 Appui à la maîtrise d'ouvrage régionale* (2, 1 millions d'USD) ; *Volet 2.1.3 Démarche « qualité FAR »* (0, 3 million d'USD) ; *Volet 2.1.4 Structuration du guichet FAR/FRDA* (1,4 million d'USD). Ces activités devront être menées en étroite liaison avec celles de la ss-composante 1.2 au niveau national (Amélioration des dispositifs de FAR).

62. Un important travail d'information sur l'ingénierie de formation et l'ingénierie pédagogique sera organisé dans le CRFAR pour permettre de (i) mobiliser les différents acteurs sur des actions concrètes; (ii) acquérir une connaissance générale des différents concepts, méthodes et outils développés; (iii) produire un plan de communication opérationnel pour les CTD, les communes, les OP et les jeunes ruraux.

63. **Un Plan de Formation régional** permettra de renforcer les compétences des EFAR, acteurs des comités régionaux FAR/réseau FAR CSA/GUMS/OPR/TT, autour de thématiques prioritaires, en formations-actions: politique de développement régional et FAR; orientation et installation des jeunes; structuration et gestion des dispositifs de formation; mécanismes de financement et efficience de la

formation; rénovation et adaptation des curricula; démarche qualité de l'offre et agrément des EFAR; ingénierie sociale, communication et valorisation des savoirs; management d'une organisation de producteurs et leadership; suivi-évaluation, gestion des savoirs et dispositifs d'observation de la FAR.

64. **Un programme régional sur la « Qualité de l'offre »** sera réalisé en quatre phases : (i) conception d'un référentiel d'attentes de la part des financeurs et usagers de la FAR selon les filières régionales (6 mois); (ii) élaboration d'un référentiel de « Qualité de l'offre » par les prestataires (6 mois); (iii) autodiagnostic des organismes de formation (EFAR) sur la qualité et programme d'amélioration de l'offre pour une mise à niveau (24 mois); (iv) mise en place d'un processus d'agrément (et/ou de labellisation) des organismes de formation, avec mesures d'accompagnement (6 mois dès l'année 3). Elle s'articulera avec les démarches mises en place dans les autres régions et consolidées au niveau national.

65. **Un fonds compétitif pour la FAR** avec un système de tutorat et de suivi-évaluation paritaire sera créé dans le FRDA pour financer les actions suivantes: (i) les échanges intercommunaux ; (ii) les enseignements FAR mis en place par les CISCO dans les écoles et collèges ; (iii) la formation continue et la formation duale pour les Carrefours des Métiers Ruraux (CMR) ; (iv) les bourses individuelles pour les EFAR ; (v) les bourses individuelles pour les techniciens.

Sous-composante 2.2 : Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique (15,7 M USD)

66. Cette sous-composante vise à rapprocher étroitement « Développement de compétences » et « Entrepreneuriat rural » dans les communes pour une catégorie importante de la population : les adolescents et jeunes adultes. Elle portera sur 4 volets : *Volet 2.2.1 Plan d'action communal ; Volet 2.2.2 FAR dans l'éducation primaire et secondaire ; Volet 2.2.3 Création de CMR ; Volet 2.2.4 Développement des EFAR.*

67. Elle occupe une place prépondérante avec des financements répartis entre : (a) le Plan d'action communal (1,5 million d'USD) ; (b) la FAR dans l'enseignement général (primaire et secondaire) (1 million d'USD) ; (c) la création des Carrefours des Métiers Ruraux-CMR (3,1 millions d'USD) ; (d) le développement des EFAR (10, 6 millions d'USD). Elle vise à relever un défi majeur : développer une formation de masse, de qualité, soutenable financièrement, organisée par et pour les populations rurales, avec une offre évolutive et articulée sur l'insertion professionnelle des jeunes.

68. A partir du Plan de communication élaboré par la Région, FORMAPROD facilite la mobilisation de la Commune (avec le Coordonnateur de formation COFO) et des OP sur la problématique de la FAR, et de son articulation avec l'éducation de base d'une part et avec l'apprentissage des futurs producteurs d'autre part. Il s'agit notamment d'enrichir le Plan communal de développement (PCD), avec la composante FAR puis de les faire remonter au niveau district et région pour l'élaboration du plan de formation régional à intégrer au PRD. L'offre de FORMAPROD recouvre 3 types de formation : (i) une sensibilisation avec applications pratiques pour les scolarisés (primaire, secondaire) ; (ii) la création d'un Carrefour des Métiers Ruraux (CMR) par Commune, englobant quatre modalités possibles de formation : la mise en place d'un cercle REFLECT⁶, des champs-écoles paysans (CEP), des formations techniques à la carte et un dispositif de formation duale pour l'artisanat ; (iii) un EFAR centré sur la professionnalisation agricole (ex : MFR, CAP, CFAA, CAF).

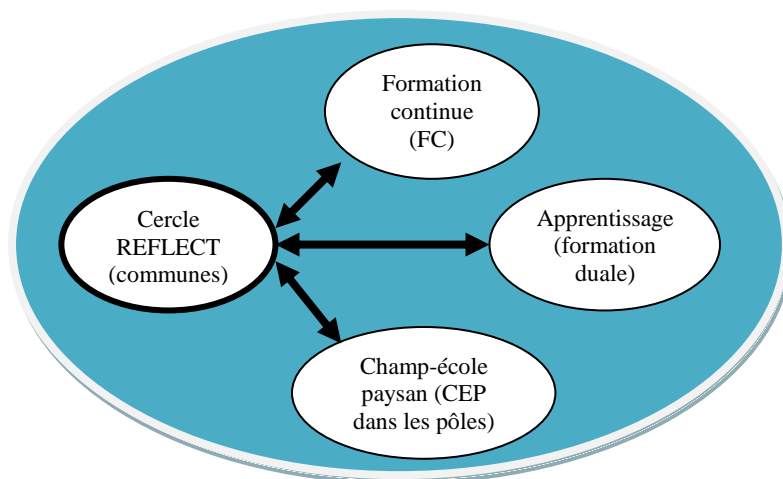
69. **En lien étroit avec les DREN**, FORMAPROD doit renforcer les processus en cours portant sur l'insertion d'enseignements agricoles et ruraux pratiques dans les curricula de l'enseignement primaire et secondaire par diverses formes d'appui: (i) information des enseignants/ chefs ZAP / CISCO sur les modules à animer par eux-mêmes, par des techniciens et / ou paysans-pilotes; (ii) mise à disposition de livrets, outils, intrants et subventions sur la base d'un projet pédagogique formalisé par l'établissement; (iii) capitalisation sur les meilleures pratiques pédagogiques en lien avec la diffusion des méthodes actives ; (iv) intégration des écoles et collèges dans le concours régional primant les meilleures initiatives éducatives (jardins, élevages, agroalimentaires, ateliers).

70. **Avec les CMR, un dispositif de formation de masse** sera promu dans 860 communes pour développer en priorité les compétences des jeunes (14-20 ans) analphabètes, illettrés ou déscolarisés sans

⁶ cf. Annexes sur « CMR », « REFLECT » et « CEP » dans le DT3

qualification, avec un projet professionnel centré sur l'insertion rurale. FORMAPROD va appuyer la création de CMR pour les Communes volontaires. Les CMR sont des structures « hors les murs », gérées par les Communes et OP, dont l'offre est centrée sur des apprentissages techniques et une alphabétisation répondant à une demande construite par les usagers. Quatre types d'offre peuvent y être développées: (i) REFLECT ; (ii) apprentissage en formation duale (pratique et théorique, couronnée par un certificat) ; (iii) Formation Continue ; (iv) CEP dans les pôles notamment.

Figure 3 : Carrefour des Métiers Ruraux (CMR)



71. Le renforcement des EFAR vise à renforcer l'offre de formation initiale en agriculture et métiers ruraux pour une population postscolaire âgée de plus de 14 ans (âge limite de la scolarité obligatoire) sans distinction de genre, ayant le niveau CEPE. Elle contribue au développement des centres de ressources et à l'offre en formation continue pour les EAF. Ce renforcement sera initié sur l'existant et facilitera l'extension de EFAR (appuyé par FORMAPRO) à d'autres régions et districts afin d'établir un tissu dense d'offres de formation dans les 13 régions concernées. Par ailleurs les EFAR devront adapter leur curricula et les assouplir conformément aux orientations de la SNFAR.

72. Les systèmes existants qui seront appuyés sont: a) les maisons familiales rurales (MFR), fondées sur le modèle de l'alternance, et qui offrent deux cycles successifs de deux ans chacun; onze MFR étaient fonctionnelles dans le pays en 2010; b) les collèges agricoles (BIMTT, FIFATA, FERT, etc.), qui offrent une formation résidente de 3 ans (4 collèges en 2010). Il est nécessaire d'augmenter le nombre de structures de type MFR et collèges agricoles dans les 13 régions d'intervention, d'accroître leur professionnalisme, le nombre d'élèves formés par promotion, de recycler les enseignants, de favoriser les échanges d'expériences, notamment entre structures d'approches différentes et avec les institutions d'enseignement agricole de l'Ile de la Réunion, la révision des cursus de formation, et la mobilité des enseignants et des élèves.

73. **FORMAPROD propose de rénover, réhabiliter ou créer 40 EFAR selon les catégories existantes suivantes: (i) Collèges agricoles privés; (ii) Maisons Familiales Rurales (MFR); (iii) Centre de formation d'apprentis agricoles; (iv) Centres d'appui formation.** Un système de bourses individuelles mis en place au niveau du FRDA, avec une prise en charge dégressive mais continue des frais de formation, permettra de former 4 700 jeunes professionnels par an dans les EFAR conventionnées. Le dispositif de conventions entre FORMAPROD et les EFAR suivra la SNFAR pour les accords-cadres et la FAR régionale pour les conventions de formation avec résultats chiffrés.

Sous-composante 2.3 : Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux (9,3 M USD)

74. Cette sous-composante vise à accroître substantiellement le nombre et le niveau de qualification des techniciens/socio-organismes ruraux formés (conseiller agricoles, animateurs paysans), pour répondre à la demande des OP, ONG, projets, entreprises et de l'Etat. Elle portera sur les 4 volets: *Volet 2.3.1 Appui aux EASTA/IST; Volet 2.3.2 Appui aux CFTAR; Volet 2.3.3 Appui aux Lycées agricoles;*

Volet 2.3.4 Appui aux prestataires, CSA et ONG. Elle est répartie entre: (a) l'appui aux EASTA/IST (4,5 millions d'USD); (b) l'appui aux CFTAR (0,6 million d'USD); (c) le renforcement de lycées (dont Fandriana) (0,1 million d'USD); et (d) l'appui aux enseignants/techniciens en activité et OP (4,2 millions d'USD).

75. Au niveau national, la composante 1 de FORMAPROD va accompagner la modernisation des dispositifs de formation : habilitation, curricula, agréments, certifications, formation de formateurs, centres de ressources notamment, avec un établissement tête de réseau. Au niveau régional, les prestataires de formation vont s'inscrire progressivement dans une démarche de « Qualité de l'offre » dont ils contribueront à définir le référentiel.

76. Un appui à la maîtrise d'ouvrage des régions sera apporté pour la réhabilitation, la rénovation ou la création d'Etablissements (2 par région) de formation de techniciens/techniciens supérieurs: (i) EASTA/IST ; (ii) CFTAR ; (iii) Lycées agricoles; (iv) Collèges agricoles ; (v) CFPA (dont Itasy). Pour chaque région, un EFAR de référence, tête de réseau, sera mandaté pour le développement de la FAR avec mise en place progressive (i) de filières BEPA/DTQ/DTS/DTSS avec une optimisation des structures et de la ferme-école ; (ii) une offre en FC d'au moins 8 modules courts (2-3 jours) prioritaires pour la région; (iii) un Centre de ressources ; (iv) un secrétariat technique du CRFAR qui rende accessible l'information sur la politique nationale / régionale de FAR et instrumente la politique de « Qualité de la formation ».

77. Le fonctionnement des Etablissement de formation de techniciens (EFT) sera subventionné en partie par FORMAPROD sur la base d'un système de bourses⁷ (350/an dès l'année 2) permettant de respecter l'autonomie de gestion de chaque EFT, favoriser l'accès à la formation pour les plus démunis/les filles et évaluer l'efficacité des formations (suivi individualisé du parcours des boursiers). Cette ligne sera gérée par la CNFAR, puis au niveau du FDA quand il sera opérationnel.

78. Un programme régional de formation continue sera mis en place pour (i) les enseignants et techniciens en activité ; (ii) les responsables et gestionnaires d'EFAR /EFT ; (iii) les cadres et agents de développement des CSA/GUMS-IF/ONG d'appui ; (iv) les membres et responsables des OP. Ce programme sera alimenté par le CNFAR et relayé par le CRFAR, avec des thématiques fondamentales enrichies par la recherche agronomique, les sciences humaines et une ingénierie pédagogique modernisée (formation – action, TICE, approches socio-constructivistes, etc.).

Sous-composante 2.4 : Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement de leur installation (6,9 M USD)

79. Cette sous-composante a pour objectif de faciliter l'insertion économique des jeunes qui seront formés dans les Communes ciblées par FORMAPROD. Elle viendra compléter les dispositifs d'appui proposés par les autres programmes de développement rural en général, et ceux financés par le FIDA en particulier. Elle portera sur les 4 volets : *Volet 2.4.1 Orientation professionnelle ; Volet 2.4.2 Tutorat ; Volet 2.4.3 Appui aux paysans animateurs des Champs Ecoles Paysans ; Volet 2.4.4. Financement de l'insertion/installation.*

80. Elle est répartie entre : (a) l'orientation (0, 150 million d'USD) ; (b) le tutorat et l'insertion / coûts d'installation (6,1 millions d'USD) ; (c) les champs-écoles paysans (0,450 million d'USD) ; (d) le programme de recherche-action « CMR – Orientation – Insertion » (0,2 million d'USD). L'efficacité de cette sous-composante 2.4 va déterminer l'impact global de FORMAPROD.

81. Dès la mise en œuvre du Plan de formation pour les communes, un processus de réflexion sera conduit pour permettre aux apprenants potentiels de définir un projet professionnel où le rôle spécifique de la formation sera clarifié a priori. Les facteurs permettant la création et la modernisation des EAF doivent être clairement exprimés, compris, formalisés et priorisés par les apprenants potentiels, à un niveau collectif. Un panorama complet des différents métiers ruraux sera présenté. Le choix individuel de se consacrer à la production (végétale, animale, halieutique, etc.) pourra se faire en connaissance de cause, en découvrant dès le début du processus, les différents champs de compétences à développer : technique spécialisée, gestion, économie, communication, etc.

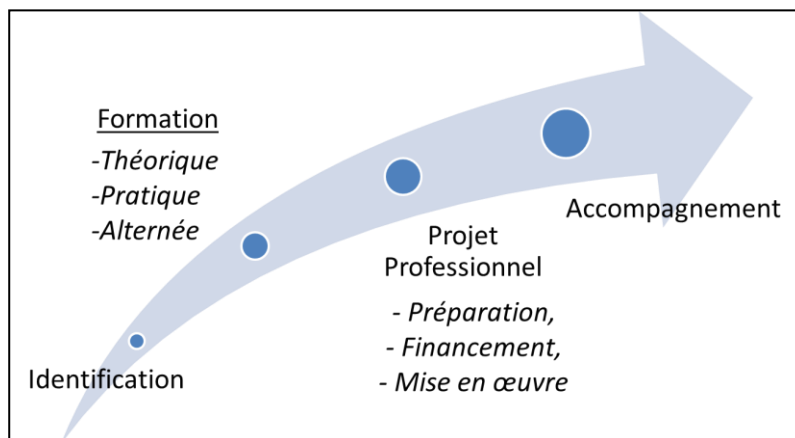
⁷ Voir DT 3.

82. Un groupe de bénévoles lettrés de la localité est constitué, brièvement formé pour conduire un entretien d'orientation (grille avec questions ouvertes) pour aider chaque jeune apprenant à consigner un projet initial de vie/ professionnel/de formation dans un cahier personnel, précurseur d'un portfolio. Via les OP, un système de tutorat sera conçu par chaque CMR pour suivre les parcours individuels, avant, pendant et après les formations.

83. En lien avec les autres projets FIDA et la composante 3 de FORMAPROD, un appui technique, matériel et financier spécifique est prévu pour l'installation des jeunes formés, tant dans l'agriculture que dans les entreprises rurales avec l'appui des CSA/GUMS-Ivo Fanoitra et l'accompagnement de producteurs expérimentés (OP, OPF). L'ensemble du processus « *CMR / Orientation /insertion* » est inspiré des actions expérimentées par PROSPERER dans 19 districts depuis 2007 et éclairé et renforcé par un programme national de recherche-action accompagné par un conseil scientifique.

84. Les projets professionnels finalisés seront financés par trois sources différentes : apport personnel (monétaire et en nature), emprunt (auprès des IMF) et subvention d'installation du FRDA (fonds compétitif FAR) selon des règles à définir dans le manuel de procédure. Les jeunes agriculteurs et jeunes entrepreneurs seront encouragés à rallier les structures de filières et les institutions socio-professionnelles.

Figure 4 : Processus Formation Professionnelle et Parcours des Apprenants



G. COMPOSANTE 3: Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricoles (environ 38,2 M USD, soit 44,3% des coûts totaux du programme). DT 4&5

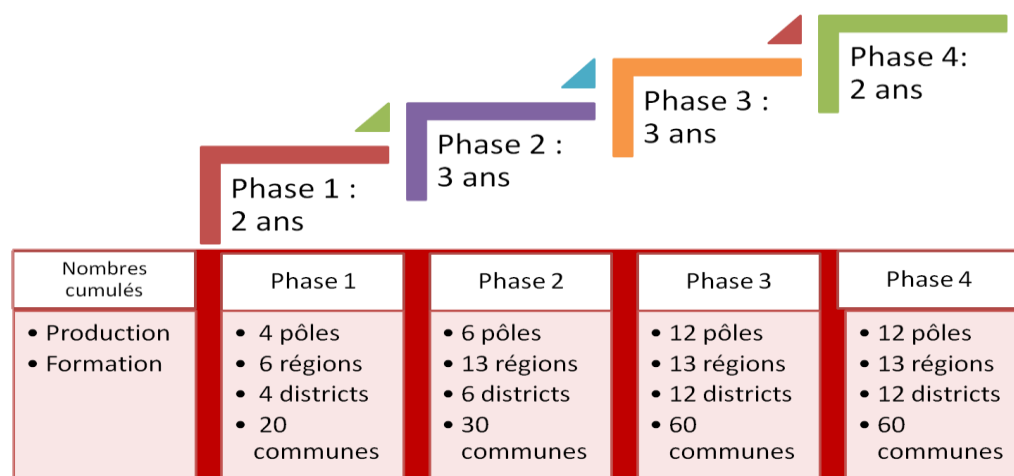
85. Cette composante a pour objectif la structuration des pôles de développement agricole (6 dans un premier temps et une douzaine si les bailleurs potentiels confirment leur cofinancement) évoqués plus haut (chapitre D) qui réaliseront les activités d'amélioration de la productivité agricole et d'appui à la concentration de jeunes agriculteurs et de micro-entreprises rurales. Ces pôles sélectionnés et répartis dans le pays sont soit des zones de forte population gardant un potentiel agricole soit des zones de migration. Cette composante est organisée en trois sous-composantes : (i) Appui à l'amélioration de la productivité agricole ; (ii) Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers ; et (iii) Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricole.

Ss-composante 3.1 : Formation continue des EAF et Appui à l'amélioration de la productivité agricole (11,4 M USD) -DT 4

86. La majorité des petits producteurs agricoles (EAF) ont difficilement accès à des formations, de l'accompagnement ou des appuis techniques et financiers pour améliorer leurs savoirs et capacités de production. Cette sous-composante 3.1 s'adresse donc aux producteurs déjà installés pour leur proposer: des formations de base pour mieux comprendre les fondements des itinéraires de production, des formations spécialisées, à la demande, pour apprendre et maîtriser de nouvelles techniques plus performantes et des appuis organisationnels, matériels et financiers pour améliorer leurs capacités productives et l'accès à certains intrants et matériels.

87. Elle sera articulée autour de 3 volets d'activités: *Volet 3.1.1 Formation continue des producteurs; Volet 3.1.2 Appui à l'accroissement du capital productif des EAF; Volet 3.1.3 Développement de services d'appui agricole*. Les activités seront menées en privilégiant une approche de gestion participative.

Figure 5 : Phases Formaprod (10 ans) - Chronogramme pôles développement agricole



Volet 3.1.1 Formation et perfectionnement technique des producteurs

88. Ce volet s'articule autour de trois axes: (a) la formation de base sur site des producteurs; (b) les formations complémentaires ou spécialisées des producteurs ; (c) les visites d'échange et participations aux foires. La mise en œuvre de ces activités vise également à soutenir le développement des filières et elle s'appuiera, en fonction de leurs compétences et capacités, sur les structures et les services offerts par les CSA, les FRDA et les IMF.

- La formation in situ des producteurs*** à des itinéraires techniques améliorés sera réalisée selon le principe des champs écoles paysans (CEP). Les CEP seront encadrés et animés par des Conseillers agricoles (CA) formés préalablement par des spécialistes pour chaque filière concernée. Chaque CEP sera appuyé par une dotation en outils agricoles innovants pour la zone et en semences améliorées. Le Programme fournira une assistance technique internationale et nationale pour adapter et finaliser le concept de champ-école au contexte et objectifs du FORMAPROD. Des conseillers agricoles (CA) seront recrutés par le Programme par l'intermédiaire d'ONG pour animer et accompagner la formation et l'appui aux producteurs.
- FORMAPROD mettra en place un fonds de formation destiné à financer des ***formations spécialisées ou complémentaires*** aux formations de base acquises notamment dans les CEP. Ces formations porteront sur tous les thèmes permettant, entre autres, d'améliorer les techniques de production et de conservation des produits, la gestion des ressources et des activités au sein de l'exploitation, l'introduction de techniques ou d'activités nouvelles. Les FRDA pourraient être étroitement associés à ce système, le fonds de formation pourrait être logé à leur niveau.
- Visites d'échange et participation aux foires***. Le Programme facilitera également la participation des producteurs engagés et dynamiques à des formations ou des voyages d'échanges entre producteurs. Dans le même ordre d'idée, le Programme favorisera la participation des producteurs et OP les plus performants à des foires/concours agricoles régionaux/nationaux.

89. Pour ce volet 3.1.1, FORMAPROD financera: (i) la mise en œuvre de 990 CEP dans les 6 premiers pôles; (ii) le recrutement et la formation de 5 CA par pôle qui assureront l'animation des CEP et l'accompagnement des producteurs pour la mise en application sur leurs parcelles des techniques apprises sur les CEP; (iii) au moins 4 000 formations spécialisées complémentaires à une première formation de base, à la demande des producteurs; (iv) une centaines de voyages d'échange réunissant à chaque fois une vingtaine de producteurs; (v) au moins 300 participations à des foires ou concours agricoles régionaux ou nationaux; et (vi) des facilités matérielles pour permettre aux femmes en charge d'enfants en bas âge de pouvoir participer à des formations ou des voyages.

Volet 3.1.2 Appui à l'accroissement du capital productif des EAF

90. L'objectif de ce volet est de compléter les appuis en formation et conseil technique par un appui aux investissements productifs au niveau des petites EAF dont les capacités financières sont souvent très faibles et l'accès au crédit limité en raison de la faiblesse des garanties qu'elles peuvent offrir. Deux catégories d'appui seront apportées :

- a) *Appui à l'augmentation du capital productif d'EAF vulnérables.* FORMAPROD appuiera les plus vulnérables à travers des projets "coup de pouce". Ces projets "coup de pouce" représenteront des investissements de faible envergure (maximum de 2000 USD pour un projet regroupant 10 personnes) s'adressant au groupe des EAF en situation de survie (type 3). Leur réalisation sera effectuée par des socio-organismes (SO) à recruter par le Programme. Ils travailleront en collaboration avec les CA qui devront les aider à juger de la faisabilité technique et économique des projets demandés par les groupes cibles.
- b) *Appui à des projets professionnels productifs à coûts partagés.* Le but de ces projets professionnels productifs (PPP) est de permettre aux producteurs ayant suivi avec succès une formation de base, notamment dans les CEP, d'étendre les innovations testées sur l'ensemble de leur exploitation, de diversifier leurs activités productives ou encore d'améliorer leur niveau d'équipement. Le PPP sera présenté par un groupe de 5 à 10 producteurs et son coût d'investissement pourra s'élever au maximum jusqu'à 300 USD par personne.

91. Au total pour ce volet, FORMAPROD financera: (i) la mise en œuvre d'au moins 660 projets coup de pouce pour les plus vulnérables; (ii) le recrutement et la formation de 2 socio-organismes par pôle pour prendre en charge principalement l'animation des projets coup de pouce et l'accompagnement des producteurs pour toutes les questions socio-organisationnelles; et (iii) la mise en œuvre d'au moins 1 080 projets professionnels productifs à coûts partagés.

Volet 3.1.3 Développement de services d'appui agricole

92. Sans pouvoir répondre à toutes les demandes de services sous risque d'éparpiller ses appuis, FORMAPROD ne ciblera que quelques services qui, dans le contexte actuel des pôles retenus, peuvent apporter un impact significatif en matière d'accroissement de la productivité et des revenus des EAF.

93. Les appuis du Programme seront ciblés sur les activités suivantes : (a) *Appui à une meilleure disponibilité de semences améliorées et à la création de réseaux de paysans multiplicateurs*; (b) *Mise en place d'un fonds de développement des innovations* en concertation avec les CA et les organisations se consacrant à la recherche-développement (CTHT, FIFAMANOR, FOFIFA, GRET, CIRAD, GSDM), avec une enveloppe de 20 000 USD prévue par pôle et par année ; (c) *Appui à l'amélioration de la santé animale et au développement de l'élevage à cycle court* ; (d) *Appui à une meilleure disponibilité du matériel agricole* ; (e) *Appui à la diffusion des services* par le biais des CSA et des GUMS-Ivo Fanoitra (Chambre de commerce et PROSPERER).

94. Au total pour ce volet 3.1.3, FORMAPROD financera: (i) la formation et l'appui à des groupements de paysans multiplicateurs de semences; (ii) des actions de RD destinées à proposer de solutions concrètes et réalistes aux problèmes de faible productivité que rencontrent les EAF; (iii) la formation et l'appui à 150 vaccinateurs villageois et ACSA pour la fourniture de soins de santé pour les élevages à cycle court; (iv) la formation et l'appui à au moins 30 artisans fabricants et réparateurs de matériel agricole; et (v) le développement des services agricoles aux EAF et MER par le biais des CSA et des GUMS (une enveloppe de 8 à 10 000 USD par pôle et par année est prévue pour cette activité).

Sous-composante 3.2 : Appui à l'accès aux services financiers et commerciaux (6,0 M USD) – (cf. DT 5)

95. Cette sous-composante comportera les 2 volets d'appui suivants : *Volet 3.2.1 Animation, information et formation commerciales* ; et *Volet 3.2.2 Facilitation de l'accès à des services financiers adaptés*.

Volet 3.2.1. Animation, information et formation commerciales et technologiques

96. Ce volet visera à favoriser la participation des bénéficiaires dès le démarrage du Programme comme condition préalable au démarrage des autres activités d'appui à la commercialisation des produits agricoles. Il visera également à créer les conditions favorables à la prise en compte du potentiel et des contraintes propres à chaque produit pour sélectionner les filières prioritaires dans chaque pôle puis à développer les capacités d'identifier et saisir les opportunités de marché et d'assainissement du marché pour orienter la production et améliorer sa valorisation à un prix équitable et rémunérateur pour le producteur.

97. Les activités développées seront les suivantes :

- a) **Animation commerciale** (réalisation d'un diagnostic commercial et financier participatif, approfondi dans chaque pôle; mise en place d'une équipe d'animateurs commerciaux sur les principaux marchés communaux du pôle (chaque prestataire régional constituera une équipe composée d'au moins un animateur commercial régional (ACR) et de trois animateurs commerciaux communaux (ACC) ; organisation d'un atelier national annuel et d'ateliers régionaux; participation à une foire nationale annuelle et organisation de foires agricoles régionales; actions d'appui à la promotion des produits agricoles dans les filières retenues ; mise en place de plateformes régionales de concertation professionnelle.
- b) **Information et formation commerciales des formateurs et animateurs** (élaboration d'un protocole d'accord avec un opérateur spécialisé pour coordonner les actions de production d'informations sur les marchés ainsi que leur diffusion en faveur des différents acteurs des filières des produits agricoles; actions d'élargissement, de formation et de coordination des Services d'information des marchés (SIM), notamment Bazar-Mada; traitement, publication et diffusion des informations par des moyens diversifiés (SMS, Internet, radios, télévision, journaux, affichage) ; création et actualisation régulière d'un répertoire des acteurs des filières et marchés; recrutement d'agents pour les fonction de courtage ; coordination de la formation des formateurs et des animateurs commerciaux ; voyages d'études pour les producteurs ; services d'appui aux entreprises (BDS) et stages spécifiques pour les micro-entreprises rurales.

98. Au total pour ce volet, le Programme financera: (i) la réalisation d'un diagnostic commercial et financier par pôle; (ii) la mise en place d'une équipe d'animation commerciale par pôle; (iii) l'appui à l'organisation d'ateliers annuels national et régionaux sur les questions de commercialisation et transformation des produits agricoles, ouverts aux producteurs et aux acteurs de marchés agricoles; (iv) l'appui à la participation de producteurs agricoles et de MER à des foires et concours; (v) l'appui à la promotion des principaux produits des pôles; (vi) l'appui à la mise en place/renforcement de plateformes nationales et régionales de concertation professionnelle; (vii) la coordination et le renforcement des SIM pour les principaux produits agricoles; (viii) la diffusion d'informations commerciales à destination des producteurs et des acteurs de filières; (ix) la formation commerciale et technologique des acteurs de filières au niveau des pôles.

Volet 3.2.2. Facilitation de l'accès à des services financiers adaptés

99. Ce volet vise à faciliter l'accès des bénéficiaires du Programme et, plus généralement, des populations rurales actives dans les pôles agricoles, à des services financiers plus proches, offrant des produits de crédit mieux adaptés, combinés avec des mécanismes incitant à l'innovation et à l'investissement et dont l'utilisation sera rendue possible à des catégories de bénéficiaires jusqu'ici exclus. Il comprendra des activités organisées autour des trois axes suivants:

- a) **Extension et densification des services financiers ruraux.** Pour chaque pôle d'intervention, une réunion de concertation sera organisée avec les IMF pour les inviter à examiner avec le Programme l'état actuel de la couverture territoriale des pôles et les perspectives d'extension et de densification des réseaux. Une étude des besoins financiers par commune sera effectuée. FORMAPROD financera: (i) une mission d'appui au démarrage du volet d'activités d'appui aux services financiers; (ii) un appui financier aux coûts d'implantation et d'équipements des caisses dans les pôles; (iii) un appui financier dégressif sur trois ans aux coûts d'exploitation des caisses s'implantant dans les pôles; (iv) la mise en place d'un dépôt à terme d'une durée de trois ans ou d'un prêt subordonné (plafonné à 15 000 USD) par caisse et accessible aux caisses en zone où les perspectives d'épargne longue sont faibles; (v) la réalisation de 3 études de faisabilité technique et financière d'une

extension de services financiers dans des pôles où aucune IMF n'est présente; (vi) l'organisation de 6 ateliers régionaux sur l'analyse et la coordination des offres de services financiers.

- b) ***Elargissement et adaptation de l'offre de services financiers.*** Afin d'adapter cette offre aux nouveaux besoins des EAF et de l'installation des MER et des jeunes agriculteurs formés, le Programme financera: (i) la réalisation de 2 études pour proposer des offres de services financiers adaptés aux besoins des groupes cibles du Programme; (ii) deux mois d'assistance technique pour le soutien à l'adaptation des offres de financement; (iii) des formations en gestion pour des MER, à raison de quatre à cinq sessions de formation par pôle; (iv) un abondement aux fonds FIR (Facilité d'investissement rural), FPR (Fonds de partage des risques) et FAPEX (Facilité d'apurement des pertes d'exploitation). Pour contribuer au développement de l'investissement rural, FORMAPROD élargira aux pôles non encore couverts le champ des instruments financiers déjà en cours dans le cadre du projet PROSPERER financé par le FIDA.

Volet 3.2.3. Soutien aux services publics connexes nécessaires au financement

100. Les personnes les plus pauvres ont souvent des difficultés d'accès aux services financiers parce qu'elles ne possèdent pas de pièces d'identité, nécessaires à la conclusion d'un contrat, faute d'avoir été déclarées à leur naissance aux services d'état-civil. De même, la faiblesse de leur patrimoine mobilier et l'absence de titre de propriété foncière réduisent leurs possibilités d'offrir les garanties requises pour des prêts à moyen terme. Plusieurs projets financés par le FIDA ont déjà engagé des actions pour surmonter ces deux obstacles. FORMAPROD poursuivra ces activités et les étendra dans les zones non encore couvertes à l'intérieur des pôles d'intervention pour **(a) l'appui à la délivrance de certificats fonciers et (b) l'appui à la délivrance de cartes d'identité nationale (CIN).**

101. Le Programme financera: (i) l'implantation de 6 CRIF (Centre de ressources et informations foncières) et 10 guichets fonciers (GF) dans l'ensemble des pôles; (ii) un appui financier dégressif sur deux ans aux coûts d'exploitation des GF implantés; (iii) le renforcement des capacités techniques des services de l'état-civil pour la délivrance de CIN aux personnes les plus vulnérables.

Ss-composante 3.3 : Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricoles (20,8 M USD) – (cf. DT 6)

102. Les activités menées au niveau de cette sous-composante porteront sur: (i) la construction ou la réhabilitation d'aménagements hydro-agricoles (périmètres de petite (25ha) à moyenne dimension (100ha), inférieurs généralement à 500 ha par périmètre irrigué); (ii) la réalisation ou la réhabilitation d'infrastructures de marchés, de groupage/stockage et de transformation; (iii) la réalisation ou la réhabilitation d'infrastructures de désenclavement des pôles agricoles (pistes, traitements de points noirs ou débarcadères fluviaux); (iii) la réalisation d'infrastructures d'élevage (couloirs et parcs de vaccination, points d'abreuvement). Le Programme appuiera également la mise en place, la formation et la dotation d'équipements de base des associations d'usagers chargés d'assurer l'entretien des infrastructures réalisées.

103. Cette sous-composante 3.3. sera articulée autour de 4 volets d'activités : *Volet 3.3 Aménagements hydro-agricoles; Volet 3.3.2 Infrastructures de commercialisation et de transformation; Volet 3.3.3 Infrastructures de désenclavement des pôles agricoles; Volet 3.3.4 Infrastructures communautaires d'élevage.*

Volet 3.3.1 Aménagements hydro-agricoles

104. FORMAPROD prévoit d'installer au moins 2 000 ha de nouveaux périmètres irrigués et de réhabiliter 4 200 ha de périmètres existants ou traditionnels en vue de sécuriser la maîtrise de l'eau et/ou d'étendre la superficie irriguée. Le Programme financera: (i) des études d'avant-projet détaillé participatif (APD) et la préparation des dossiers d'appel d'offres (DAO) pour la réalisation (construction ou réhabilitation) de 6 000 ha d'aménagements hydro-agricoles (AHA); (ii) des études d'impact environnemental si nécessaire; (iii) des travaux de construction ou de réhabilitation de 6 000 ha d'AHA par des entreprises nationales ou régionales performantes; (iv) de l'assistance technique pour la surveillance et le contrôle; et (vi) la formation et l'accompagnement des responsables et membres des AUE et GI à la gestion et la maintenance des réseaux hydro-agricoles pour leur autonomisation rapide.

Volet 3.3.2 Infrastructures de soutien à la commercialisation et à la transformation

105. Le Programme financera: (i) au moins 18 réhabilitations d'infrastructures de marché communal pour un coût moyen de 14 000 USD par commune; (ii) au moins 18 aménagements d'infrastructures de marché communal pour un coût moyen de 37 500 USD par commune; (iii) des équipements de mise en marchés pour un montant de 288 000 USD; (iv) environ 30 magasins de groupage (10 t) pour un coût unitaire de 8 250 USD; (v) au moins 18 magasins de stockage de 50 tonnes, pour un coût unitaire de 27 500 USD; (vi) environ 6 bâtiments spéciaux pour produits frais pour un coût unitaire de 17 500 USD; (vii) 24 bâtiments pour abriter une unité locale de transformation ou d'ateliers spéciaux, pour un coût unitaire estimé à 15 000 USD; (viii) 90 études de faisabilité technique et économique pour des unités de transformation, pour un coût unitaire estimé à 1 000 USD; et (ix) l'installation de 6 unités de transformation pilotes, appuyée par une subvention du FORMAPROD d'un montant maximum de 3 000 USD par unité.

Volet 3.3.3 Infrastructures de désenclavement des pôles agricoles

106. Le Programme financera: (i) des études d'avant-projet détaillé (APD) et la préparation des dossiers d'appel d'offres (DAO) des infrastructures dans les 6 premiers pôles; (ii) des travaux de réhabilitation de 210 km de pistes de désenclavement par des entreprises nationales ou régionales performantes; (iii) le traitement de points noirs sur pistes ne faisant pas obligatoirement l'objet d'un aménagement sur tout leur linéaire ou d'embarcadères fluviaux par la réalisation d'environ 40 ouvrages d'art; (iv) l'assistance technique, les études, la surveillance et le contrôle des travaux; (v) la formation de personnel technique des entreprises et des collectivités locales (entrepreneur, chef de chantier, cantonnier) à la mise en œuvre de techniques HIMO; (vi) la formation et l'accompagnement des responsables communaux et des AUP à la gestion et l'entretien des routes; et (vii) l'encadrement des activités d'entretien et une contribution dégressive aux coûts d'entretien des pistes comprenant la dotation de matériel aux brigades d'entretien.

Volet 3.3.4 Infrastructures communautaires d'élevage

107. L'élevage est un secteur traditionnel important de l'économie malgache. Les difficultés d'assurer la couverture sanitaire du cheptel et la vaccination contre les grandes épizooties représentent l'une des contraintes importantes à l'amélioration des performances de l'élevage bovin. En plus de son appui aux vétérinaires et vaccinateurs (voir plus haut), le Programme financera: (i) la construction de couloirs de vaccination; (ii) la construction de points d'abreuvement ou autre infrastructures communautaires d'élevage; (iii) la formation et l'accompagnement des responsables des associations d'éleveurs (AEL) à la bonne gestion des infrastructures d'élevage.

V. MISE EN ŒUVRE, MONTAGE INSTITUTIONNEL ET PHASAGE (FCS 4) (CF.DT 2)

A. DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET EFFETS ATTENDUS

108. **Les effets attendus** de FORMAPROD en matière de développement institutionnel (voir Annexe 3), sont importants et renforceront la pérennité des actions et investissements réalisés comme suit:

- i. un meilleur contrôle académique et un pilotage stratégique du système national de formation agricole et rurale par les administrations de tutelle ;
- ii. une plus grande attention des autorités nationales et régionales, des OP et chambres consulaires, et du grand public à la problématique de la formation et de l'insertion professionnelle des jeunes ruraux, placée au centre des activités du programme;
- iii. des bonnes pratiques de formation qualifiantes et diplômantes des jeunes et techniciens aux métiers ruraux mieux diffusées et partagées au sein des acteurs de la FAR;
- iv. des institutions de formation mieux financées, informées, organisées en réseaux et plus professionnelles et pérennes;
- v. des EAF, Organisations Professionnelles Agricoles et Plateformes de Filières renforcées et maîtrisant mieux les techniques améliorées de production, la commercialisation et la valorisation de leur production, et en conséquence plus à même de jouer un rôle actif et défendre leurs intérêts au sein des filières.

109. Pour être efficace, le renforcement des EAF et OP sera accompagné de celui des autres acteurs des filières et des services agricoles d'appui conseil; (i) des IMF au réseau élargi, offrant de meilleurs services aux ruraux et plus rentables; (ii) des plateformes de filières actives au niveau des pôles de

production ciblés; (iii) des DRDR plus impliquées et à même de suivre les problématiques de formation agricole et rurale au niveau de leurs régions d'intervention; (iv) des FRDA aux compétences élargies, notamment à l'accompagnement du financement de l'installation des jeunes agriculteurs formés; et (v) des CSA et des guichets uniques multi-service aux entreprises Ivo Fanoitra (GUMS-IF) renforcés jouant un rôle actif d'interface entre les jeunes à former et les institutions locales de formation.

B. PRINCIPAUX ORGANES DE MISE EN ŒUVRE ET PARTENARIATS (CF.DT 1)

110. **Dispositif institutionnel de mise en œuvre de la SNFAR.** FORMAPROD prévoit de soutenir la mise en place des structures de la SNFAR. Les principes qui ont guidé les propositions institutionnelles sont les suivants : (i) utiliser ce qui fonctionne et conserver les forces vives qui ont construit la proposition de SNFAR pour étendre les EFAR/EFT dans le pays; (ii) respecter le cadrage du document SNFAR qui se veut une stratégie nationale multisectorielle ; (iii) clarifier et affiner le périmètre de travail de chacun des acteurs potentiels pour éviter les superpositions génératrices de conflits ; (iv) préserver et renforcer les volontés du “bâtir ensemble” grâce à des structures adaptées intégrant de nombreux espaces de concertation ; (v) s'intégrer dans la stratégie nationale de décentralisation et le programme sectoriel agricole en systématisant le principe de subsidiarité (du terrain vers le national et non l'inverse) ; (vi) éviter la création/duplication de nouvelles institutions et au contraire rechercher comment renforcer celles qui existent, comment les dynamiser et les aider à se transformer; (vii) rechercher la durabilité ; et (viii) considérer que le secteur privé a un devoir de rentabilité mais que l'Etat a lui un devoir d'équité.

111. **Le système institutionnel proposé** peut en se consolidant être considéré comme la base d'une future Agence ou Autorité (ANFAR) si les responsables nationaux souhaitent la mettre en œuvre. Il faut cependant souligner que la réussite de la SNFAR demandera un travail intersectoriel effectif dépassant les intérêts de chacun des secteurs spécifiques mais aussi une liaison systématique et continue des responsables de formation sectoriels avec leur secteur d'origine. Suite aux discussions des différentes missions, le dispositif proposé aux différents niveaux serait donc le suivant :

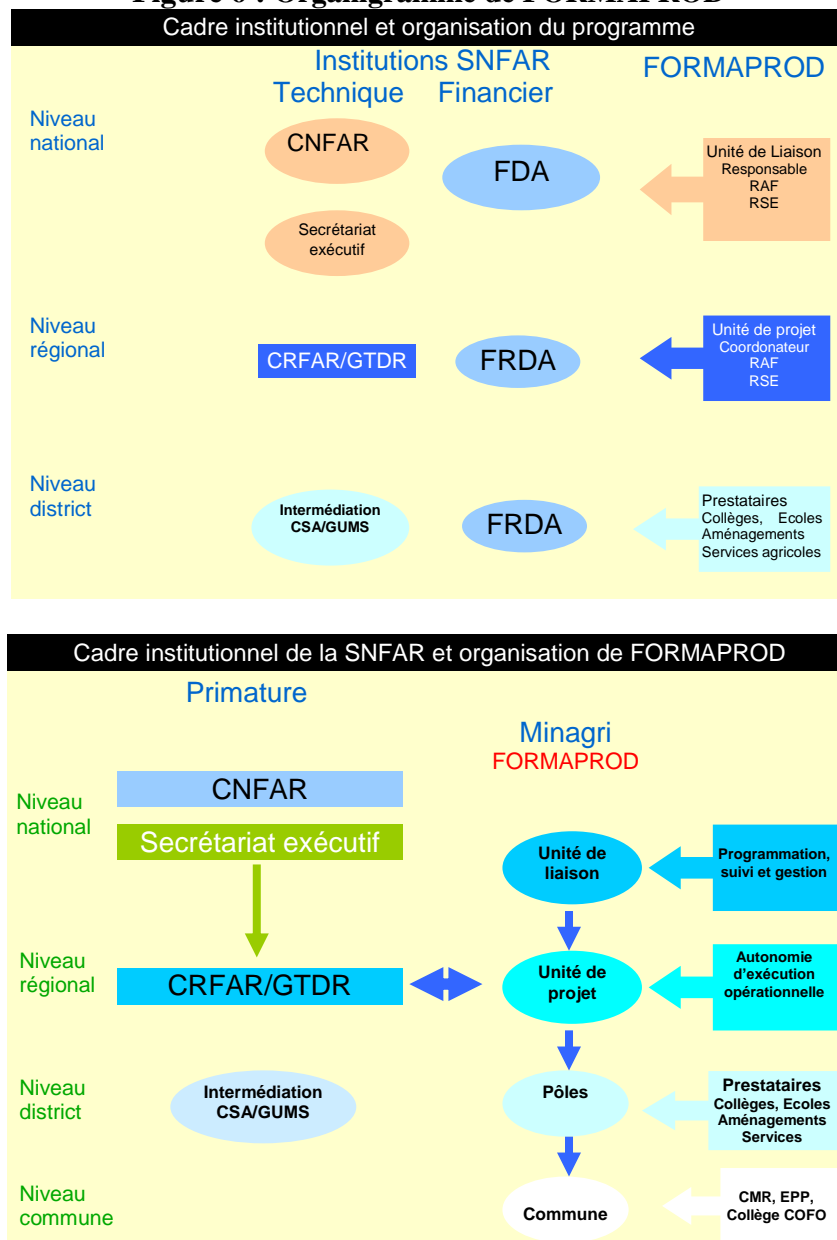
- Au niveau national : Pour ce qui concerne la définition et le contrôle de la politique SNFAR, il est proposé de constituer un Conseil National de la Formation Agricole et Rurale (**CNFAR**), instauré par voie réglementaire. Le CNFAR serait constitué de manière paritaire au sein de quatre collèges : un collège de représentants de l'Etat ; un collège de la profession agricole et entreprises rurales ; un collège des structures de formation et de recherche ; et un collège de représentants des collectivités territoriales (CRFAR existant). En raison de son poids intrinsèque dans l'économie et la stabilité sociale nationale, il serait souhaitable que la présidence du CNFAR soit assurée par le Représentant du MinAgri. Pour ce qui concerne les fonctions d'appui à la mise en œuvre de la SNFAR, de rationalisation et de renforcement des stratégies et des outils techniques, il sera créé par voie réglementaire un Secrétariat Exécutif du CNFAR (**SECNFAR**). Il sera l'outil technique permettant au CNFAR de garantir la mise en œuvre rationnelle de la politique définie pour la SNFAR (au CNFAR la définition et contrôle semestriel de la politique de la FAR au SECNFAR le suivi et l'appui à sa mise en œuvre au quotidien). Il comprendra les Services de formation des différents Ministères impliqués (agriculture ; élevage ; pêche ; artisanat ; environnement et forêt, enseignement technique et formation professionnelle), auxquels seraient rajoutés 3 responsables techniques transversaux : (i) un responsable de la rationalisation des méthodes et outils; (ii) un responsable de l'analyse d'impact des formations et du suivi de l'évolution et de la valorisation du capital humain ciblé par la FAR ainsi que de la rationalisation des institutions de formation ; et (iii) un responsable de la recherche des financements et des procédures d'allocation des ressources pour tous les segments de formation et pour tous les espaces géographiques (commune, district, région, nation). Le CNFAR assurera le rôle de comité de pilotage de FORMAPROD.
- Au niveau régional : il est proposé de constituer un Conseil Régional de la Formation Agricole et Rurale (**CRFAR**) représentant les différents collèges, créé par arrêté régional. Il semblerait que les principes ayant présidé à l'établissement des **GTDR** puissent être utilisés pour remplir les fonctions de coordination et d'articulation et mise en cohérence de la fonction FAR par rapport aux plans et programmes de développement régionaux. La répartition paritaire des membres est souhaitée pour coordonner et dynamiser une FAR au niveau régional. Cependant, pour de

multiples raisons les GTDR semblent avoir des difficultés de fonctionnement. La mise en œuvre de la FAR peut être une occasion de les redynamiser au moins spécifiquement sur cette fonction de la mise en œuvre et suivi de la formation agricole et rurale. Cela signifie qu'une fonction FAR doit être spécifiquement attribuée au GTDR qui jouerait alors, sous la présidence du responsable de la région, le rôle décentralisé du CNFAR. **Les membres du GTDR participant à ce travail ainsi que ceux d'autres organisations dynamiques (CROA, CRD...) seraient alors regroupés sous l'appellation de Conseil Régional FAR (CRFAR).** Cette proposition pourra être envisagée pendant la première phase d'appui de FORMAPROD, ce qui permettrait d'en tester et évaluer la validité au cours des différentes revues du programme.

- Au niveau du district : Le dispositif qui se met en œuvre avec les CSA pratiquement généralisés et les Guichets Uniques Multi-Services d'appui aux entreprises (**GUMS ou Ivo Fanoitra**) en expérimentation (PROSPERER dans 5 régions) constitue un excellent dispositif par rapport aux fonctions à remplir. Ces deux instruments permettent de couvrir la totalité du périmètre d'intervention de la FAR à savoir le secteur agricole, élevage et pêche par les CSA et les GUMS, tout le secteur des entreprises rurales en amont et en aval, y compris transformation, artisanat et éco-tourisme/environnement. Dans le cadre de la préparation, mise en œuvre et suivi de la FAR au niveau du district les fonctions à remplir sont les suivantes : (i) identification et formalisation de la demande de formation ; (ii) identification des prestataires de services de formation ; (iii) mise en relation de la demande avec le prestataire le plus adapté. A cet effet, il paraît important de consolider et de professionnaliser les CSA/GUMS, dont le statut actuel d'ONG doit évoluer car il s'agit d'outils de la seconde ligne stratégique de la préparation et mise en œuvre d'une SNFAR pour un Etat. La garantie de leur pérennité reste néanmoins essentielle. Celle-ci passe par la garantie du paiement des salaires et du fonctionnement de ces structures.
- Au niveau de la commune : Dans le cadre de la décentralisation c'est la première collectivité territoriale. C'est donc le premier niveau de la préparation et mise en œuvre de la FAR. Sous la responsabilité des élus communaux, ont été élaborés les Plans Communaux de Développement (**PCD**). La FAR doit s'inscrire dans le PCD comme une de ses premières priorités. Le Coordonnateur de formation (**COFO**) placé au niveau de chaque CSA devrait pouvoir mener ce travail de réflexion et d'organisation sociale pour promouvoir, préparer et implanter une composante FAR dans chaque commune. Ce poste technique a une importance stratégique forte pour la FAR et ses bénéficiaires potentiels. Il pourra aussi être basé à un niveau inter-communal selon les régions (densité population, etc...). Il sera nommé après sélection sur appel à candidature par le CRFAR.

112. **Ancrage institutionnel et mise en œuvre de FORMAPROD.** Le Programme sera rattaché au Secrétariat général du MinAgri qui devra maintenir le lien avec les autres Ministères du secteur agro-sylvo-pastoral (Elevage, Pêche, Environnement et Forêt) et de la formation (Education Nationale, Enseignement Professionnel et Recherche/Enseignement Supérieur). FORMAPROD s'appuiera avant tout sur un dispositif de mise en œuvre régional dans le cadre de la décentralisation nationale. Il n'est pas jugé opportun de mettre en place une unité de coordination nationale pour FORMAPROD car, étant complémentaire aux autres projets financés par le FIDA, il sera exécuté et inséré au sein des unités régionales de ces projets, ce qui permettra de renforcer les complémentarités et synergies. Chaque projet/programme sera étoffé d'une équipe légère (ERP) spécifique à FORMAPROD. Le coordonnateur de ces projets/programmes sera le gestionnaire du fonds alloué. Une Unité de liaison (UL) légère est prévue au niveau national constituée à partir du personnel des projets en cours.

Figure 6 : Organigramme de FORMAPROD



113. **Partenaires.** Les partenaires pour l'exécution du Programme sont les suivants et bénéficieront de renforcement de leurs capacités, notamment: (i) les services du MinAgri en charge de la formation agricole et rurale, tant au niveau central (service FAR) que régional (DRDR) et les services des autres ministères concernés; (ii) les personnels administratifs et enseignants des institutions de formation partenaires publiques et privées; (iii) les acteurs des filières; (iv) les institutions financières qui financeront l'installation de jeunes agriculteurs et le développement des EAF et micro-entrepreneurs ruraux (MER) valorisant les produits agricoles; (v) les Fonds régionaux de développement agricole (FRDA) pour l'octroi des appuis de leur installation des jeunes agriculteurs et les Centres de Services Agricoles (CSA) qui les gèrent ainsi que les GUMS-IF; (vi) les OP, Chambres d'agriculture régionales et Chambres de commerce et d'industrie régionales; (vii) les structures de concertation, d'information, de planification et d'appui-conseil au niveau des régions concernées.

114. **Pilotage et suivi.** Il sera ainsi assuré :

- Au niveau national* : le pilotage sera assuré par le CNFAR et le suivi des activités par l'Unité de liaison FORMAPROD (UL). Dans l'esprit du renforcement du programme pays et de la synergie inter-projets, l'UL sera composée à partir des unités de gestion des projets en cours, d'un

Responsable National, d'un Responsable administratif et financier, d'un Responsable SEGS et de personnel d'appui selon les besoins (passation de marchés...), ainsi que des consultants court terme et moyen terme nécessaires. Ses fonctions principales seront la programmation, le suivi, et la gestion et allocation des fonds ainsi que le lien avec le CNFAR et le SECNFAR et l'opérationnalisation au niveau régional (1 réunion trimestrielle au minimum de l'UL avec les 4 Chefs de projets FIDA). L'UL ayant autonomie de gestion, sera sous la tutelle du Secrétariat général du MinAgri, travaillera en liaison avec le SFAR du MinAgri et les Assistants Techniques mis en place par l'AFD et l'UNESCO. Le Réseau FAR national constituera un relais d'information et d'animation aux niveaux national et régional (en continuant à bénéficier d'un appui pour échanges et dialogue par le réseau FAR International).

- ii) *Au niveau régional et district* : la gestion des activités sera assurée par les Equipes régionales (ERP) des projets financés par le FIDA. Au niveau de chaque région d'intervention : FORMAPROD s'insérera dans le Comité régional de pilotage (CRP) ou le Comité régional d'orientation et de suivi (CROS) mis en place avec les projets FIDA en cours ou par les instances régionales elles-mêmes, afin d'éviter la multiplication des comités de pilotage.
- iii) *Au niveau des pôles agricoles* : l'autonomie exécutive des Equipes de projets FIDA (ERP), avec renforcement selon les besoins (enveloppes estimatives PTBA) sera la règle ainsi que l'utilisation de prestataires (entreprises et ONG). La synchronisation des activités des Composantes 2 et 3 sera un élément important à prendre en compte de même que le phasage de fin des projets à prendre en compte. A l'issue d'une phase initiale de 3-4 ans de FORMAPROD au cours de laquelle 3 projets FIDA viendront à être terminés, un *Coordonnateur interrégional* sera désigné pour couvrir l'ensemble des activités opérationnelles pendant la durée de FORMAPROD.

115. Le pilotage stratégique des actions de la composante 1 sera assuré par le service FAR du MinAgri. Les activités d'appui aux services financiers ruraux seront pilotées par l'équipe nationale PROSPERER. En outre, il est prévu dans le cadre de FORMAPROD, des mécanismes réguliers d'échange d'expériences et des services communs (système de suivi et évaluation et de gestion des savoirs SEGS, contrôle de gestion, plaidoyer et appui institutionnel par la CapFIDA). Le détail des modalités de mise en œuvre par composante est détaillé dans les divers documents de travail.

116. **Durée et phasage.** Comme expliqué plus haut, la durée de FORMAPROD est de 10 ans avec 4 phases successives: Ceci permettra des revues intermédiaires régulières des orientations du programme et l'arrivée de nouveaux partenaires afin d' étoffer le dispositif de suivi-formation et de renforcer voir étendre les activités. Une concentration significative du budget FIDA sera portée sur les 5 premières années du Programme. La phase du démarrage opérationnel est fondamentale pour la réussite de FORMAPROD (activités de pré-démarrage en 2011 et démarrage opérationnel effectif en 2012 ; séquençage des interventions des pôles agricoles).

117. **Mise en œuvre et intégration dans le programme pays du FIDA** Le tableau ci-dessous indique les périodes de début et d'achèvement des projets du FIDA en cours par rapport à celle envisagée pour FORMAPROD.

Tableau 3 : Période d'exécution des projets financés par le FIDA à Madagascar

Projets	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Durée (ans)
PPRR																		8
AD2M																		8
PROSPERER																		7
AROPA																		9
PARECAM																		2
FORMAPROD																		10

118. FORMAPROD sera intégré et complémentaire aux quatre projets appuyés par le FIDA en 2010 dans un esprit de renforcement de la cohérence du programme pays. FORMAPROD s'appuiera sur la connaissance du milieu rural et de leurs régions d'action par les ERP, mais également sur les réseaux de

centre de formation rurale (BIMTT, ONG, etc.), les équipes des services déconcentrés concernées (DRDR, DREN, DREI), sur les OP faîtières au niveau national et régional et les chambres consulaires ainsi que des entreprises et ONG prestataires.

119. **Partenariats techniques:** FORMAPROD sous-traitera l'exécution de la plupart des activités à des prestataires de service (PS) contractuels recrutés suivant les principes de la passation de marché et/ou des institutions partenaires (formation et production) relevant des secteurs associatif, public et privé. Des accords-cadres avec les institutions partenaires de formation et de production seront établis au niveau national par l'UL tandis que les ERP établiront les cahiers de charge et signeront des contrats de performances régionaux avec ces institutions, précisant les activités à mener, les résultats attendus, les obligations et les droits de chaque partie, des délais clairs, le contrôle qualité, les échéances pour soumettre les rapports et les indicateurs de suivi et évaluation.

120. **Projets complémentaires et partenariats possibles :** dans le cadre des appuis de FORMAPROD à la SNFAR, ceux d'autres agences internationales seront également mobilisés pour compléter la réalisation des objectifs de la SNFAR :

- L'UNESCO au niveau de la Composante 1 favorisera les échanges inter- ministériels et l'intégration de la FAR dans la stratégie et le dispositif national d'éducation et de formation. Dans ce sens une assistance technique sera mobilisée pour faciliter des réunions de concertation et de construction des consensus au niveau national.
- L'UNESCO appuiera également la mise en réseau des établissements et institutions implantant la FAR. Des missions d'AT de courte durée pourront être mobilisées.
- L'AFD mobilisera une assistance technique de longue durée pour l'appui aux responsabilités transversales du Secrétariat Exécutif du CNFAR particulièrement sur la rationalisation des méthodes et les analyses d'impact sur l'évolution des institutions de FAR, sous la tutelle du SFAR.

121. A la fin de la première phase de 2 ans une évaluation externe du dispositif institutionnel, de ses forces et de ses faiblesses, sera effectuée et soumise aux responsables de l'Etat malgache pour qu'ils proposent les modalités institutionnelles selon lesquelles ils souhaitent continuer la mise en œuvre de la SNFAR et la continuité des appuis de FORMAPROD. Si à la fin de cette première phase l'Etat malgache décide de transformer le dispositif institutionnel CNFAR en ANFAR, FORMAPROD appuiera le processus de création de la nouvelle institution. Dans le cas contraire si l'Etat décide de continuer avec le même dispositif institutionnel FORMAPROD continuera son appui selon les modalités définies ou amendées d'un commun accord Etat Malgache/FIDA.

122. Une coopération importante est également attendue avec les institutions de l'Ile de La Réunion (dont le Conseil Général et le Conseil Régional de cette région Française et Européenne), pour contribuer au financement du programme et à la mobilisation de l'expertise technique disponible à la Réunion en matière d'enseignement technique agricole et à des échanges permettant l'insertion des jeunes. L'appui pourrait porter à la fois sur les volets formation et production et la mobilisation du secteur privé (Actions au titre du FEDER : Axe 2 (Intégration économique régionale)/volet 2.02: Coopération régionale en matière de développement intégré des économies rurales et Axe 3 (Développement humain et solidarité internationale)/volet 3.05: Coopération régionale et insertion sociale et professionnelle. Les organismes porteurs seraient: le Centre Régional pour l'Innovation et la Promotion des Technologies de l'île de la Réunion - CRIPTIR (pour le volet formation) et la Fédération Régionale des Coopératives Agricoles - FRCA (pour le volet production).

123. Les autres partenaires financiers potentiels envisagés sont: l'OFID (pour les infrastructures) et la Coopération espagnole. Pour ce qui concerne l'Union Européenne, la Banque mondiale et la BAD, malgré leur fort intérêt, les concours éventuels n'étaient pas envisageables compte tenu de la situation politique en 2010 lors de la conception du Programme, et leurs positions seront revues ultérieurement.

124. **Convention de Partenariat :** comme suite aux agréments dans le cadre du Programme Sectoriel Agricole et de ses sous programmes (exemple du Programme National Foncier et de la Stratégie de Services aux Agriculteurs), une convention définissant le cadre de partenariat sera établie entre les Ministères concernés par la FAR et les partenaires techniques et financiers sur le sous-programme de formation agricole et rurale géré par la SNFAR. Cet accord cadre simplifié ne constitue pas un

engagement d'ordre financier mais plutôt une adhésion aux principes méthodologiques et un appui à la mise en œuvre de la SNFAR.

C. SUIVI ET EVALUATION (CF. DT 2)

125. Il sera attaché une grande importance aux fonctions de suivi et d'évaluation (S&E), essentielles pour un pilotage stratégique et opérationnel pertinent du programme et pour apporter les éléments d'information nécessaires aux correctifs et ajustements tout au long de sa mise en œuvre. Le programme établira donc un système de S&E performant, conforme avec les exigences du MinAgri et du système de gestion des résultats fondé sur l'impact (SYGRI) du FIDA, et contribuant au système de S&E et de gestion des savoirs et des connaissances déjà mis en place à Madagascar par l'ensemble des projets en cours avec l'appui de la CapFIDA (voir gestion des savoirs et des connaissances - www.segs-mada.net).

126. Il sera fondé sur: (i) un *suivi interne permanent*, pour suivre la mise en œuvre du cadre logique du projet, des activités prévues aux PTBA et l'atteinte des résultats attendus de ces dernières. Il constitue une responsabilité première de l'UL et des équipes régionales des projets (ERP), mais aussi des bénéficiaires directs (producteurs, OP, centre de formations, IMF, etc.) et des PS exécutant les activités.; (ii) des *évaluations internes périodiques*, qui sont de la responsabilité de l'UL, des ERP et des bénéficiaires finaux, à travers l'organisation d'ateliers de S&E participatifs et d'enquêtes annuelles menées dans le cadre du réseau des observatoires ruraux (ROR), pour chaque pôle ; (iii) des *missions de supervision et de suivi* mandatées par le FIDA et le MinAgri et auxquelles participeront les autres ministères concernés; (iv) des *évaluations externes périodiques* incluant des enquêtes de référence menées au début du programme (enquête sur l'indice des biens des ménages et enquête anthropométrique, diagnostic initial des systèmes de production, diagnostic initial des OP, diagnostic participatif de la situation de la commercialisation et de l'accès aux finances rurales dans les pôles de production), des études d'impacts socio-économiques, des revues en cours et en fin de programme, et des évaluations thématiques ponctuelles suivant les besoins identifiés par l'UL et les missions de supervision directes. Les documents d'évaluation interne et externe seront présentés au CNFAR, au FIDA et aux autres partenaires techniques et financiers directement touchés par le programme.

VI. BÉNÉFICES, COÛTS ET FINANCEMENT (FCS 5) – (CF.DT 8)

A. ANALYSE DES BENEFICES

127. **Bénéfices et impacts économiques.** Les principaux impacts et bénéfices économiques attendus du programme sont les suivants: (i) l'augmentation, la diversification et la sécurisation des revenus des groupes cibles; (ii) l'augmentation des capacités d'épargne et d'investissement des groupes cibles; (iii) la réduction des coûts de transaction; (iv) l'amélioration de la nutrition, de la santé et de la sécurité alimentaire des ménages touchés par le programme; et (v) les capacités renforcées des EAF permettant une meilleure valorisation des innovations agricoles et le renforcement du statut de la femme et de sa participation au développement local, en intégrant la démarche équité entre genres dans l'exécution de toutes les composantes.

Tableau 5 : Principaux résultats attendus par composante

Comp/ss-comp.	Indicateurs / Valeurs cibles
Composante 1: Appui à la mise en place de la stratégie SNFAR	
1.1 Appui institutionnel pour la mise en œuvre de la SNFAR	<ul style="list-style-type: none"> • 1 SNFAR élaborée, validée et publiée, mise en œuvre et régulièrement mise à jour • 1 CNFAR représentatif est créé avec 1 Secrétariat Exécutif (1 Coordonnateur et 3 cadres responsables) • 1 appui est apporté (AT) à l'opérationnalisation du dispositif institutionnel de la SNFAR (2 premières années) en partenariat avec l'AFD et l'UNESCO (mise en réseau d'établissements) • 1 appui est apporté au fonctionnement du CNFAR et à la rationalisation du travail du SECNFAR (2 ans) • Le Service SFAR/Minagri est renforcé (éventuellement en Direction DAFAR) • 1 appui est apporté (AT) au Réseau FAR national

Comp/ss-comp.	Indicateurs / Valeurs cibles
1.2 Amélioration, animation et régulation des dispositifs de FAR	<ul style="list-style-type: none"> Le capital humain dans la FAR est renforcé (RC des cadres et des acteurs de la FAR, sessions de formation des formateurs, ateliers nationaux et rencontres régionales annuelles), en partenariat avec l'AFD et l'UNESCO La rationalisation des stratégies et outils de formation des établissements impliqués dans la mise en œuvre de la FAR (réforme du cadre réglementaire, amélioration des méthodes de formation et du matériel didactique) La rénovation des cursus de formation/curricula est effective Le dispositif de contrôle et d'habilitation des établissements est mis en place Un dispositif d'inspection et des outils de gestion sont opérationnels
1.3 Appui aux systèmes de financement durables de la FAR	<ul style="list-style-type: none"> 1 Fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR mis en place au niveau national (FDA) et régional (FRDA) 1 dispositif de mécanismes de financement établi (fiscalité et parafiscalité) les modalités de participation des bénéficiaires sont clairement définies les OP/OPA sont impliquées dans la gouvernance et le financement de la FAR des IMF et des produits financiers adaptés répondent à la demande des jeunes et des producteurs bénéficiaires
1.4 Pilotage, SE, gestion des savoirs et communication (SEGS)	<ul style="list-style-type: none"> L'Unité de liaison national (UL) et les équipes régionales de programmes (ERP) sont constituées et fonctionnelles La poursuite des activités dans les régions et pôles est assurée après la fin des projets FIDA en cours (avec la désignation éventuelle d'un Coordonnateur inter-régional à partir de la 4^{ème} année) 1 Système de gestion de l'information mis en place et fonctionnel 1 Situation de référence établie 2 Etudes intermédiaires et 1 étude finale de résultat et d'impact 2 Revues intermédiaires 1 plan de désengagement et de transfert des acquis et savoirs (PATAS) est élaboré en fin de 8^{ème} année
Composante 2: Opérationnalisation régionale du système de FAR	
2.1 Management des dispositifs de FAR au niveau régional	<ul style="list-style-type: none"> 13 CRFAR ont été créés et renforcés par au moins un cadre supplémentaire chargé de la FAR Chaque région dispose d'un fonds de soutien durable et adapté pour la FAR Durant au moins 6 ans, chaque CRFAR a renforcé les compétences de ses membres par un Plan de Formation. 13 plans régionaux « Qualité de la FAR » ont été conçus et sont appliqués dans 80% des EFAR/EFT
2.2 Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique	<ul style="list-style-type: none"> Environ 450 000 élèves du primaire et du secondaire ont bénéficié d'un enseignement pratique sur l'agriculture environ 2 000 socio-organismes villageois ont bénéficié d'une formation pour animer un CMR environ 100 000 jeunes producteurs (h/f) formés (dont 30% de femmes) au niveau des collèges, CMR et apprentissage du type PROSPERER environ 690 / 860 CMR fonctionnent de façon autonome sans appui extérieur pour la rétribution des socio-organismes et les dépenses courantes environ 4 700 élèves ont renforcé leurs compétences agricoles et entrepreneuriales dans les EFAR environ 250 enseignants et formateurs d'EFAR ont renforcé leurs compétences en pédagogie et leur spécialité.
2.3 Formation diplômante des techniciens et animateurs ruraux	<ul style="list-style-type: none"> Chaque région dispose de 2 EFT fonctionnels dont un de référence pour la FAR environ 1 500 techniciens / techniciens supérieurs ont été formés environ 3 650 enseignants/techniciens ont été formés en pédagogie et dans leur spécialité technique environ 6 500 leaders paysans ont été formés pour être actif au service du développement agricole et rural
2.4 Projets professionnels des jeunes formés(e)s et accompagnement de leur installation	<ul style="list-style-type: none"> Environ 4 000 / 7 500 villageois ont renforcé leurs compétences en orientation et tutorat pour les jeunes formés environ 100 000 projets professionnels ont été réalisés (micro-entrepreneurs) 150/200 recherches-actions ont été réalisées et ont permis de mettre au point un système de CMR, d'orientation et d'insertion adapté aux jeunes ruraux les plus pauvres

Comp/ss-comp.	Indicateurs / Valeurs cibles
Composante 3: Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricoles (6)	
3.1 Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la productivité agricole	<ul style="list-style-type: none"> Recrutement et formation de 5 conseillers agricoles (CA) et de 2 socio-organisateurs (SO) par pôle au minimum 1 000 nouveaux producteurs installés et accompagnés 990 CEP (champs-écoles paysans) mis en place et fonctionnels, 30 000 producteurs formés sur CEP 4 080 formations spécialisées, 120 voyages d'échanges et 300 participations à des foires 660 projets coup de pouce pour les vulnérables (8 000 bénéficiaires dont 50% de femmes) 1 080 micro-projets MP à coûts partagés (soit 12 000 bénéficiaires dont 50% de femmes) 50 groupements semenciers, 30 artisans fabricants de matériel agricole et 150 vaccinateurs villageois appuyés
3.2 Appui à l'accès aux services financiers et commerciaux	<ul style="list-style-type: none"> 6 diagnostics participatifs de commercialisation et financement rural validés par l'ensemble des acteurs 1 équipe d'animation commerciale mise en place par pôle 10 000 producteurs bénéficiaires de services d'animation commerciale 6 Systèmes d'information sur les prix et marchés agricole (SIM) régionaux fonctionnels au moins 6 000 producteurs directement utilisateurs des SIM mis en place au moins 4 000 participants à au moins une session de formation ou une visite professionnelle ou un stage pratique 18 communes dotées d'infrastructures et équipement de marchés 54 bâtiments de groupage/stockage construits et utilisés dont 30 pour le groupage, 18 pour le stockage et 6 pour les produits périssables, 30 unités de transformation dont 6 unités pilotes, 90 études de faisabilité effectuées 24 bâtiments communaux d'accueil des unités en démarrage construits, 18 points communaux de service de microfinance permanents ou temporaires ou guichets mobiles mis en place 6 ateliers régionaux d'analyse et de coordination des services financiers au moins 20 000 bénéficiaires de crédits adaptés en année pleine 6 opérations d'émission de cartes d'identités et jugements supplétifs 6 Comités d'immatriculation foncière (CRIF) constitués, 10 guichets fonciers mis en place et fonctionnels
3.3 Investissements productifs structurants dans les pôles agricoles	<ul style="list-style-type: none"> 6 000 ha hydro-agricoles aménagés/réhabilités, dont 1 800 ha de nouveaux périmètres, 80 AUE fonctionnelles, 20 000 attributaires de parcelles irriguées 210 km de pistes aménagées; 40 ouvrages de franchissement réalisés; 30 AUP fonctionnelles 24 infrastructures d'élevage installées (couloirs de vaccination et points d'abreuvement) et 24 AEL fonctionnelles

Analyse économique et financière (DT8 - Annexe 4)

128. *Estimation des productions additionnelles.* Les bénéfices quantifiables pris en compte dans l'analyse économique sont ceux liés à l'accroissement de la productivité et de la production agricole et au développement des MER, notamment de stockage et de transformation des produits agricoles. L'explication du nombre d'EAF touchées par les activités d'accroissement de la production végétale est détaillée dans le DT 4. La production additionnelle en année de croisière suite aux investissements du programme est résumée dans le tableau suivant.

Tableau 6 : Production additionnelle suite au programme

Culture	Production additionnelle (tonne)
Paddy irrigué (extension)	17 800
Paddy irrigué (intensification)	21 900
Paddy pluvial	7 900
Total paddy	47 600
Culture irriguée contre saison (haricot/ maïs)	3 800
Haricot	2 000
Maïs	2 000
Manioc	14 300
Oignon	10 400
Pomme de terre	6 600

129. Les bénéfices économiques du programme, mesurés par la valeur de la production additionnelle nette du programme, sont par ordre d'importance ceux liés aux productions végétales additionnelles (11 millions d'USD en année de croisière), suivi par les flux de trésorerie des MER de stockage et de transformation (5 millions d'USD en année de croisière).

130. *Taux de rentabilité économique*⁸. Le taux interne de rentabilité interne économique (TRIE) du programme est de 16% et la valeur actuelle nette (VAN) du flux de trésorerie économique généré par le programme est de 19 millions d'USD. Ce taux est très satisfaisant car l'ensemble des coûts économiques

⁸ Voir DT8 - Annexe 4.

a été pris en considération (y compris les actions de désenclavement, de formation initiale des jeunes et des EAF, d'amélioration de la commercialisation).

131. *Analyse de sensibilité.* En cas d'une augmentation des coûts du programme de 10% et 20%, le TRIE serait respectivement de 14% et de 13%. et resterait donc supérieur au coût d'opportunité du capital (COC), estimé à 10% selon les hypothèses de la Banque mondiale. Dans le cas d'une conjoncture favorable, notamment une augmentation des bénéfices de 10% ou 20%, le TRIE serait respectivement de 18% et 19%. FORMAPROD est peu sensible aux variations de coûts et des bénéfices du programme.

Tableau 7 : Revenus additionnels suite au programme

Tableau 1. Bénéfices économiques additionnels de la production végétale

Analyse Economique USD '000	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10	A11	A12	A13	A14	A15	A16	A17	A18	A19	A20
Bénéfices additionnels du programme: Production végétale	31	335	1162	2608	4406	6426	7611	8891	10261	11262	11946	12414	12414	12414	12414	12414	12414	12414	12414	12414
Bénéfices additionnels du programme: Valorisation de la production	0	104	208	320	435	559	686	808	927	932	4980	4980	4980	4980	4980	4980	4980	4980	4980	4980
Bénéfices additionnels totale	31	439	1371	2928	4841	6985	8296	9699	11187	12194	16926	17394	17394	17394	17394	17394	17394	17394	17394	17394
Coûts du programme	3488	8260	11220	12150	11246	9003	6506	5508	4793	4727	565	565	565	565	565	565	565	565	565	565
Cash flow du programme	-3457	-7821	-9849	-9222	-6405	-2018	1790	4191	6395	7467	16361	16828	16828	16828	16828	16828	16828	16828	16828	16828
Taux de rentabilité économique	15.8%																			
Valeur actuelle nets	\$19 746																			

Tableau 2. Bénéfices économiques additionnels des microentreprises rurales (MER) de stockage et de transformation

Année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Bénéfices additionnels	31	439	1 371	2 928	4 841	6 985	8 296	9 699	11 187	12 194	16 926	17 394	17 394	17 394	17 394	17 394	17 394	17 394	17 394	17 394
bénéfices +10%	34	483	1 508	3 221	5 325	7 684	9 126	10 669	12 306	13 414	18 619	19 133	19 133	19 133	19 133	19 133	19 133	19 133	19 133	19 133
bénéfices +20%	37	527	1 645	3 513	5 809	8 382	9 956	11 639	13 425	14 633	20 312	20 873	20 873	20 873	20 873	20 873	20 873	20 873	20 873	20 873
bénéfices -10%	28	395	1 234	2 635	4 357	6 287	7 467	8 729	10 068	10 975	15 234	15 654	15 654	15 654	15 654	15 654	15 654	15 654	15 654	15 654
bénéfices -20%	25	351	1 097	2 342	3 873	5 588	6 637	7 759	8 950	9 755	13 541	13 915	13 915	13 915	13 915	13 915	13 915	13 915	13 915	13 915
bénéfices -50%	16	220	685	1 464	2 421	3 493	4 148	4 849	5 594	6 097	8 463	8 697	8 697	8 697	8 697	8 697	8 697	8 697	8 697	8 697

B. RESUME DES COÛTS – (CF, DT 8)

132. **Les coûts totaux** du Programme, sur une durée de dix ans, y compris les imprévus (3% des coûts de base), s'élèvent à 86 millions d'USD (283 milliards de MGA). Les coûts totaux d'investissement sont de 75,4 millions d'USD (milliards de MGA), soit 90% des coûts des coûts de base. Les coûts récurrents sont estimés à 8,2 millions d'USD (16,9 milliards de MGA), soit 10% des coûts de base.

133. La part en devises étrangères est estimée à 16% du coût total, pour un montant de 13,4 millions d'USD (72,7 milliards de MGA). Les taxes représentent 9% du coût total soit 7,9 millions d'USD. Les coûts hors taxes en monnaie locale 64 millions d'USD comptent pour 75% du coût total.

134. **Les coûts par composante** du Programme sont résumés dans le tableau ci-après:

Tableau 8 : Coûts par composante ^{a/}

	Components Project Cost Summary									
	(MGA Million)					(US\$ '000)				
	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs
A. Appui à la mise en place du système national FAR										
Appui à la mise en œuvre de la SNFAR/CNFAR	2 110	350	2 460	14	1	1 015	168	1 183	14	1
Amélioration des dispositifs de FAR	2 384	190	2 574	7	1	1 115	95	1 210	8	1
Financement des systèmes de FAR	1 183	274	1 458	19	1	556	134	690	19	1
Pilotage et S&E, communication et gestion des savoirs (SEGS)	14 827	2 019	16 847	12	10	7 119	962	8 081	12	10
Subtotal Appui à la mise en place du système national FAR	20 504	2 833	23 337	12	13	9 805	1 360	11 165	12	13
B. Opérationnalisation régionale du système de FAR										
Management des dispositifs de FAR au niveau régional	7 107	2 443	9 550	26	5	3 334	1 198	4 531	26	5
Formation des jeunes ruraux	25 910	6 152	32 062	19	18	12 471	2 876	15 346	19	18
Formation des techniciens agricoles et animateurs ruraux	17 681	1 805	19 487	9	11	8 265	844	9 109	9	11
Projets professionnels des jeunes formés	13 726	605	14 330	4	8	6 416	283	6 699	4	8
Subtotal Opérationnalisation régionale du système de FAR	64 424	11 005	75 430	15	43	30 485	5 200	35 685	15	43
C. Promotion de pôles de développement agricole										
Appui à l'amélioration de la productivité agricole	18 037	5 380	23 417	23	13	8 767	2 518	11 285	22	13
Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers	10 235	2 256	12 492	18	7	4 849	1 061	5 910	18	7
Investissements productifs structurants dans les pôles agricoles	35 730	6 215	41 945	15	24	16 730	2 910	19 640	15	23
Subtotal Promotion de pôles de développement agricole	64 003	13 851	77 853	18	44	30 345	6 489	36 834	18	44
Total BASELINE COSTS	148 931	27 689	176 620	16	100	70 636	13 049	83 685	16	100
Physical Contingencies	1 817	321	2 138	15	1	850	150	999	15	1
Price Contingencies	89 579	14 947	104 526	14	59	1 205	202	1 407	14	2
Total PROJECT COSTS	240 328	42 957	283 285	15	160	72 690	13 401	86 091	16	103

a/ Les erreurs éventuelles dans les totaux sont dues aux arrondis.

135. La Composante 1 «Appui à la mise en place du système national FAR» (11,1 million d'USD) est la troisième composante en termes de montant et représente 13% des coûts de base du programme. La composante 2 «Opérationnalisation régionale du système de FAR», avec un montant de 35,7 millions d'USD, compte pour 43% des coûts de base. La composante 3 «Promotion de pôles de développement agricole» avec un montant de 36,8 millions d'USD, compte pour 44% des coûts de base.

C. PLAN DE FINANCEMENT

136. Les coûts par source de financement sont résumés dans le tableau qui suit (détails du plan de financement en appendice 3).

Tableau 9 : Coûts du programme par composante et par source de financement

	Gouvernement		IFAD Loan		IFAD Grant		OFID		Spanish Trust Fund		Bailleurs potentiels		Bénéficiaires		Total	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
A. Appui à la mise en place du système national FAR																
Appui à la mise en œuvre de la SNFAR/CNFAR	68	5.7	790	66.4	80	6.7	-	-	253	21.2	-	-	-	-	1 191	1.4
Amélioration des dispositifs de FAR	-	-	571	46.5	50	4.1	-	-	606	49.4	-	-	-	-	1 227	1.4
Financement des systèmes de FAR	44	6.3	367	52.6	100	14.4	-	-	186	26.7	-	-	-	-	696	0.8
Pilotage et S&E, communication et gestion des savoirs (SEGS)	750	9.2	4 850	59.2	1 778	21.7	-	-	813	9.9	-	-	-	-	8 191	9.5
Subtotal Appui à la mise en place du système national FAR	862	7.6	6 577	58.2	2 008	17.8	-	-	1 858	16.4	-	-	-	-	11 305	13.1
B. Opérationnalisation régionale du système de FAR																
Management des dispositifs de FAR au niveau régional	312	6.8	2 498	54.1	-	-	-	-	910	19.7	900	19.5	-	-	4 621	5.4
Formation des jeunes ruraux	1 468	9.3	5 321	33.8	-	-	2 330	14.8	6 475	41.2	-	-	140	0.9	15 734	18.3
Formation des techniciens agricoles et animateurs ruraux	698	7.5	4 252	45.5	-	-	742	7.9	3 609	38.6	-	-	43	0.5	9 343	10.9
Projets professionnels des jeunes formés	102	1.5	2 242	32.4	-	-	-	-	3 407	49.3	-	-	1 165	16.8	6 916	8.0
Subtotal Opérationnalisation régionale du système de FAR	2 580	7.0	14 313	39.1	-	-	3 072	8.4	14 401	39.3	900	2.5	1 348	3.7	36 613	42.5
C. Promotion de pôles de développement agricole																
Appui à l'amélioration de la productivité agricole	479	4.2	7 156	62.9	-	-	-	-	687	6.0	1 500	13.2	1 551	13.6	11 372	13.2
Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers	746	12.4	3 453	57.6	-	-	151	2.5	1 074	17.9	502	8.4	68	1.1	5 992	7.0
Investissements productifs structurants dans les pôles agricoles	3 256	15.6	1 496	7.2	-	-	11 480	55.2	812	3.9	2 853	13.7	912	4.4	20 808	24.2
Subtotal Promotion de pôles de développement agricole	4 481	11.7	12 104	31.7	-	-	11 630	30.5	2 572	6.7	4 855	12.7	2 530	6.6	38 173	44.3
Total PROJECT COSTS	7 923	9.2	32 995	38.3	2 008	2.3	14 702	17.1	18 830	21.9	5 755	6.7	3 878	4.5	86 091	100.0

137. La République de Madagascar financerait: (i) les taxes et les droits à l'importation; et (ii) les coûts des salaires des personnels contractuels pour le renforcement du service formation agricole et rurale (SFAR) du MinAgri et des Directions régionales de développement rural et la mise en place d'un correspondant permanent du Réseau RNFA. Le FIDA financerait 41% des coûts totaux du programme, à travers un prêt de 33 millions d'USD et un don de 2 millions d'USD. Le financement du prêt interviendra sur l'ensemble des sous-composantes et des catégories de dépenses et de décaissement et celui du don pour une partie de l'assistance technique internationale et principalement au suivi-évaluation et à la gestion des savoirs. L'OFID, à travers un prêt de 14,7 millions d'USD (17% du coût total), financerait essentiellement les travaux de génie civil et les études et les prestations de contrôle: (i) des bâtiments des centres de formation; (ii) des aménagements hydro-agricoles; (iii) des pistes rurales; (iv)

des infrastructures d'élevage; (v) des infrastructures de marchés; (vi) des bâtiments de stockage; (vi) bâtiments pour des unités de transformation; et (vii) construction des bureaux des guichets (GUMS, finances, fonciers). Le fonds de coopération espagnol (The Spanish Trust Fund) financera 22% des coûts totaux du programme, à travers un prêt de 19 millions d'USD. Son financement pourra intervenir sur l'ensemble des composantes.

138. **Bailleurs potentiels.** Ce sont l'Agence Française au Développement, l'UNESCO, la Coopération décentralisée de l'île de la Réunion, l'Union Européenne, la Banque Mondiale et la BAD.

139. **Bénéficiaires.** La contribution des bénéficiaires au financement du programme est estimée à 3,9 millions de USD (4.5% du coût total) dont: (i) une participation au coût des formations des établissements de formation privés partenaires; (ii) la participation des producteurs/trices participant aux CEP; (iii) celles des bénéficiaires directs et des communes pour l'aménagement des pistes, des périmètres irrigués et des infrastructures d'élevage; et (iv) l'apport personnel des bénéficiaires de microprojets productifs.

D. PASSATION DE MARCHES, DECAISSEMENTS, COMPTABILITE ET VERIFICATION DES COMPTES

140. **Acquisition de biens et de services.** La conformité entre les standards et les procédures de passation de marché du gouvernement et du FIDA a été analysée et validée en utilisant l'étude de la Banque Mondiale sur le système en vigueur à Madagascar. Au cours de la phase de conception/préévaluation du projet, le FIDA a entrepris une évaluation de la réglementation nationale en matière de passation des marchés pour s'assurer de sa compatibilité avec les Directives du FIDA concernant la passation des marchés et, en conséquence la réglementation nationale en matière de passation des marchés peut être adoptée pour ce projet. Toute acquisition de biens, travaux et services financée par le FIDA, se fera conformément aux règles et procédures de passation des marchés du Gouvernement en accord avec celles du FIDA. Les points spécifiquement applicables seront clairement identifiés dans les plans de passation des marchés soumis au Fonds.

141. **Les passations de marché pour les premiers 18 mois** (appendice 4) comprennent: i) les moyens de transport (appel d'offres international); ii) les équipements (appel d'offre national); iii) les études et l'assistance technique nationale et internationale (appel d'offre variant suivant les coûts et la technicité requise). Dans le domaine de la formation, les prestataires de services mobilisés par le programme seront contractés directement après agrément annuel renouvelable.

142. **Comptabilité et audit.** Une comptabilité par ERP sera maintenue par les comptables régionaux sous la supervision et la responsabilité des Coordinateurs régionaux/interrégionaux. La consolidation de la comptabilité sera effectuée au niveau de l'Unité de Liaison Nationale. La tenue de la comptabilité du Programme obéira aux règles et pratiques de la comptabilité publique de Madagascar FORMAPROD utilisera le même logiciel de comptabilité déjà utilisé par le programme pays FIDA. Les comptes et la gestion du projet seront vérifiés annuellement par un cabinet d'audit comptable indépendant et qualifié acceptable par le FIDA. Ce cabinet d'audit sera recruté sur appel d'offres international pour une durée ne dépassant pas 3 ans. Le FIDA appliquera les règles internationales en matière de lutte contre la corruption et formera les personnels et partenaires de FORMAPROD à cet effet. Par ailleurs en cas de fraude avérée le FIDA prendra toutes les mesures nécessaires en lien avec les structures nationales du Gouvernement de Madagascar.

143. **Décaissements.** Pour faciliter les décaissements et l'exécution du Programme, un compte spécial en USD au nom du Programme sera ouvert par l'Emprunteur dans une banque commerciale à Antananarivo. Le "Montant autorisé" du Compte spécial s'élève à la somme de 3000 000 USD. Le Fonds reconstituera périodiquement, sur demande, le Compte spécial conformément aux dispositions des Conditions générales. FORMAPROD ouvrira aussi un compte d'opération en monnaie locale pour faciliter le transfert des fonds vers les régions. Les retraits du compte de prêts pourront être effectués sur la base d'état de dépenses certifié conformément aux procédures convenues entre le Fonds et l'emprunteur. Les originaux des pièces sont conservés par l'Unité de Liaison Nationale de FORMAPROD.

144. Le Gouvernement prendra toutes les dispositions utiles pour la mobilisation de la contrepartie gouvernementale correspondant à la prise en charge totale des droits et taxes afférentes aux dépenses du projet, y compris les inscriptions annuelles au budget d'investissement public et les exonérations des droits sur les importations effectuées par le projet.

145. **Conditions de déboursement** : PTBA, nomination du personnel clé, manuel d'opérations (manuel de procédure administrative et financière et manuel de suivi-évaluation), arrêté ministériel de création du CNFAR.

VII. RISQUES ET DURABILITÉ DU PROGRAMME (FCS 6)

A. ANALYSE DES RISQUES

146. **Risques.** Ils sont considérés comme modérés. A court terme, le principal risque est la non résolution de la crise politique 2009-2010 qui retarderait la préparation et la négociation du programme, tant qu'un gouvernement constitutionnel reconnu par la communauté internationale ne sera pas en place.

147. L'ensemble des autres risques et les mesures d'atténuation sont détaillés dans l'appendice 8 : Matrice d'analyse des risques et mesures d'atténuation.

B. STRATEGIE DE DESENGAGEMENT ET DURABILITE

148. **Durabilité.** Assurer la pérennité des investissements réalisés et des institutions mises en place, dans une logique de développement durable, constituera une préoccupation majeure de FORMAPROD. Il veillera donc à responsabiliser les populations cibles et organisations/institutions partenaires dès la programmation et le démarrage des activités, à mobiliser leurs capacités propres et à leur fournir les formations et les instruments nécessaires pour assurer la durabilité des actions au-delà de la période d'appui du programme, ceci en utilisant des institutions professionnelles et des prestataires déjà existants et opérationnels. A la fin de la 8^{ème} année, un **plan d'action pour le transfert des acquis et savoirs (PATAS)** sera élaboré pour les 2 dernières années du Programme. Les stratégies de durabilité et de désengagement adoptées pour chaque composante/sous-composantes sont décrites de manière détaillée dans les documents de travail (DT).

149. A titre d'exemple, en matière de *formation agricole et rurale*, la construction/équipement de centres de formation ne sera engagée qu'après avoir négocié avec les institutions partenaires la prise en charge progressive des frais de fonctionnement des centres créés. Ainsi, avant l'achèvement du programme, les centres appuyés, tant privés que publics, seront donc autofinancés. La mobilisation des acteurs locaux pour l'*accompagnement de l'installation des jeunes agriculteurs* formés et la mise en place de mécanismes publics pérennes de financement (FRDA) permettra de poursuivre et amplifier cette action à l'achèvement du programme. En matière d'*amélioration de la productivité*, la stratégie de désengagement repose sur le développement des capacités internes aux OP et l'émergence de paysans relais. En matière d'*infrastructures de production*, il est prévu de transférer les compétences et la gestion aux associations d'usagers des investissements réalisés (AUE, AUP, AEL) afin qu'elles soient capables de poursuivre l'entretien et l'exploitation durable de ces aménagements. En matière de *commercialisation et transformation*, l'approche filière adoptée, est une garantie de durabilité. En matière de *services financiers ruraux*, la durabilité reposera sur les réseaux d'IMF partenaires.

150. **Impact environnemental** (Annexe 3 du PLF) : FORMAPROD aura un impact très faible sur l'environnement. Les actions susceptibles d'avoir un impact négatif sont principalement celles d'aménagement des pistes et des périmètres irrigués. Leur réalisation respectera les procédures environnementales nationales et des mesures d'atténuation du risque sont prévues. L'appui à la mise en valeur des *tanety* aura des impacts positifs qui limiteront considérablement les pratiques dégradantes des cultures itinérantes (*tavy*) et l'érosion (*lavaka*). **Le processus QE a confirmé en mai 2010 le classement de FORMAPROD en catégorie B selon les procédures du FIDA.** Le détail des impacts potentiels sur l'environnement des activités soutenues par tout le Programme et des mesures d'atténuation envisagées est présenté en annexe du DT 4.

151. Les rizières inondées participent à l'émission de gaz à effet de serre (GES). Elles produisent notamment le méthane (CH₄) et le protoxyde d'azote (N₂O), en cas de fortes fumures azotées. Le SRI, promu par le FIDA, permet de limiter l'intensité des émissions de GES grâce au maintien d'une faible lame d'eau. FORMAPROD effectuera un bilan carbone comme l'ont déjà fait les autres projets FIDA.

VIII. ASPECTS INNOVANTS, GESTION DES CONNAISSANCES (FCS 7) – (CF.DT 2)

A. ASPECTS INNOVANTS

152. **Innovation.** FORMAPROD comprend plusieurs aspects novateurs à Madagascar, et pour le FIDA de manière générale, parmi lesquels: (i) l'intégration de la formation, services techniques et appui financier améliorant la productivité agricole à travers une approche « chaîne de valeur » débutant par la formation, se poursuivant par la production et s'achevant sur la commercialisation, (ii) le ciblage explicite des jeunes ruraux en tant que groupe cible, pour lesquels sont développées des réponses/activités spécifiques, en l'occurrence la formation professionnelle agricole et l'accompagnement rapproché de l'installation de jeunes agriculteurs/trices formé(e)s pendant 3 ans; (iii) l'accent important mis sur la formation pratique continue des petits producteurs/trices avant d'apporter des appuis financiers (microprojets) pour renforcer le capital productif collectif ou individuel des EAF cibles. La formation est ainsi le plus souvent une condition préliminaire pour qu'un exploitant puisse accéder à des appuis matériels du programme; (iv) l'extension des systèmes d'intermédiation et de services dans la production agricole (CSA) et les entreprises rurales (guichets Ivo Fanoitra) (v) la capitalisation et la gestion des connaissances sera au cœur des activités de formation et d'appui aux EAF; (vi) l'extension des mécanismes de financement innovants en cours de test par PROSPERER (FIR, FPR, FAPEX) pour faciliter l'accès aux crédits d'équipement investissement et encourager le développement des MER; et (vii) le dialogue avec le Gouvernement sur les politiques sectorielles de FAR en associant tous les acteurs publics, privés et associatifs du secteur.

B. GESTION DES SAVOIRS (CF. DT 2)

153. **Gestion des savoirs.** Le programme facilitera la collecte, l'analyse et la diffusion d'informations pertinentes sur les cursus et meilleures pratiques en matière de Formation professionnelle agricole des jeunes ruraux et des techniciens, d'accompagnement de l'installation des jeunes formés, d'informations sur les prix et marchés, de pratiques commerciales alternatives à la portée des petits producteurs, d'itinéraires techniques améliorés, de produits financiers adaptés, etc. Il appuiera la constitution progressive, au sein de chacune des régions ciblées, d'une masse critique et d'un réseau organisé et fonctionnel de compétences. Le programme appuiera la capitalisation des expériences entre les centres de formation partenaires et leurs réseaux d'appui (BIMTT, SAF, FIFATA), entre les associations d'utilisateurs (AUE, AEL, AUP) et les OP faîtières, entre les centres de formation et OPR et les TTR et CCI, entre ONG et projets, afin de favoriser une large diffusion des connaissances sur les approches, techniques et pratiques porteuses en matière de développement rural et agricole.

154. La capitalisation et la gestion des connaissances seront au cœur des activités de formation et d'appui à la production agricoles, en particulier des CEP et des PPP. Les producteurs, les agents d'appui du Programme seront tenus d'enregistrer les données sur les itinéraires techniques pratiqués et à analyser régulièrement les avantages et les bénéfices tirés des innovations proposées. Les CE qui seront établis permettront de documenter ces résultats. De même le service suivi-évaluation du Programme évaluera de son côté les résultats et les effets enregistrés par les activités d'appui à la production agricole.

155. Enfin, les données traitées sous forme d'articles, reportage photographique, ou multimédia devraient être partagées via le site internet de FORMAPROD avec les services d'information et de communication du Minagri et du FIDA, afin de favoriser une diffusion large des connaissances sur les approches, techniques et pratiques porteuses en matière de développement rural et agricole (système SEGS).

C. RESEAUX INTERNATIONAUX D'ECHANGES DE CONNAISSANCES (MARCHE DES SAVOIRS)

156. Les échanges et la diffusion de l'information issus de FORMAPROD reposeront sur plusieurs acteurs nationaux et régionaux, notamment: (a) les CROS/CRP ainsi que les TT, CCI et organisations faîtières d'OP au niveau des régions; (b) la collaboration et l'échange de données et d'expériences avec

d'autres projets s'intéressant à la formation agricole et rurale (FAR) au niveau sous-régional et mondial via le renforcement de la collaboration avec les réseaux FAR internationaux (réseau FAR/Agropolis, Initiative Education rurale pour tous de la FAO); (c) les relations avec les programmes régionaux appuyés par le FIDA (FIDAFRIQUE/IFADAFRICA, Forum paysan, Initiative pour le repérage et le partage des innovations en Afrique de l'est et australe) et ceux appuyés par d'autres bailleurs dans d'autres sous-régions en Afrique, Amérique Latine et Asie; et (d) l'organisation régulière d'émissions radio pour débattre les résultats et succès, l'impact et les bonnes pratiques du Programme.

IX. SUITES A DONNER ET ACTIVITES PREPARATOIRES

157. **Questions en suspens.** Pour permettre le démarrage opérationnel de FORMAPROD dans les meilleures conditions les principales questions en suspens concernent : (i) la mise en place du dispositif institutionnel et financier de mise en œuvre de la SNFAR dans le cadre d'un contexte politique stabilisé ; (ii) la réalisation effective des activités préparatoires de pré-démarrage proposées ; (iii) la mobilisation des bailleurs potentiels pour apporter leur assistance et contribuer à l'opérationnalisation de la SNFAR ; et (iv) l'intérêt et la volonté des principaux partenaires nationaux et régionaux pour la FAR à participer au Programme.

158. **Coûts de démarrage :** ces coûts sont établis dans le costab et s'appliquent principalement à de l'assistance technique nationale et internationale, moyens de fonctionnement (véhicule et informatique) enquêtes pour les situations de référence et atelier de démarrage

159. **Prochaines étapes.** Le programme provisoire pour la suite de la préparation, de l'approbation et du démarrage du programme est décrit dans l'appendice 9.

APPENDICES

Appendice 1 : Contenu du Project Life File

Appendice 2 : Cadre logique

Appendice 3 : Résumé des coûts du programme

Appendice 4 : Passation de Marchés des 18 premiers mois

Appendice 5 : Flux financiers

Appendice 6 : Récapitulatif du calcul des bénéficiaires

Appendice 7 : Processus de conception du programme

Appendice 8 : Matrice d'analyse des risques et mesures d'atténuation

Appendice 9 : Activités préparatoires de pré-démarrage

Appendice 10 : Schéma 1 : Ancrage institutionnel de FORMAPROD

Schéma 2 : Insertion de FORMAPROD dans le programme pays FIDA

Appendice 1 : Contenu du Project Life File (PLF)

A ce stade de développement du Programme, le PLF de FORMAPROD est constitué de :

- La note de concept (novembre 2009)
- Les minutes de l'OSC (10 novembre 2009)
- L'étude de faisabilité d'interventions du FIDA en soutien aux petits producteurs agricoles pour la valorisation commerciale des produits alimentaires (décembre 2009)
- Les minutes des CPMT (17 décembre 2009, 24 février 2010, 24 septembre 2010)
- Les termes de référence de la mission de formulation (15 janvier-6 février 2010), de la mission de design intermédiaire (juillet-août 2010) et de la mission de conception finale (septembre 2010)
- L'aide-mémoire de la mission de formulation (5 février 2010) et de conception finale (24 septembre 2010)
- Le BTO de la mission de formulation, de la mission de design intermédiaire, et de la mission de conception finale
- Management Assessment Template (avril 2010)
- Quality Enhancement Panel report (mai 2010)
- Mission d'appui au cadrage institutionnel. Stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR)(novembre 2010)

De plus, dans le cadre du développement de FORMAPROD, un DVD a été élaboré rassemblant l'ensemble de la documentation relative au programme de son identification à son entrée en vigueur. C'est un outil de capitalisation d'expériences qui doit permettre de bénéficier des expériences passées tant à Madagascar que dans le reste du monde et qui pourra être utilisé par les partenaires.

Ce DVD regroupe des documents cadres du **Gouvernement de Madagascar** (stratégies) et du **FIDA** (procédures et règles de formulation des projets) mais également un ensemble de références (documents, présentations power point ou sites Internet) sur les thèmes techniques concernés (formation professionnelle et enseignement technique agricoles, commercialisation). Pour chaque site Internet le DVD contient une description succincte de son contenu permettant d'orienter le lecteur dans sa recherche et les sites importants sont disponibles hors connexion. D'autres thèmes plus généraux y sont abordés comme l'agriculture malgache, le financement, les organisations paysannes et professionnelles.

Ce DVD sera utilisé par les équipes de conception du projet mais aussi par celles du programme qui seront par la suite chargées de sa mise en œuvre. Il sera enrichi par les documents produits par les différentes missions de formulation et de pré-évaluation et les ateliers à venir.

Liste non exhaustive des documents et liens internet présents sur le DVD (thèmes principaux du programme, documents cadres du Gouvernement malgache et du FIDA) :

1. Formation professionnelle et enseignement technique agricoles

Madagascar :

- Etude sur les systèmes de financement de la formation professionnelle agricole et rurale et les coûts de formation à Madagascar. ADEX-FAR (Appui au développement de l'expertise professionnelle et technique agricole et rurale dans les pays du sud. C. Laroche (octobre 2010)
- Appui à la mise en œuvre de la SNFAR. UNESCO (septembre 2010)
- Mise en réseau des centres de formation. UNESCO (septembre 2010). Dispositif SNIA: évaluation de la campagne 2009-2010. Exploitation des données du système d'information régional. SIRSA II (juillet 2010).
- Structural Dimensions of Liberalization on Agriculture and Rural Development. A Cross-Regional Analysis on Rural Change. Synthesis report of the Ruralstruc program (juin 2010).

- Liste des centres de formation à Madagascar
- Maisons familiales rurales (MFR)
 - Carte des MFR à Madagascar
 - Etude et analyse économique des MFR à Madagascar
 - Etude de faisabilité - Mise en place d'un centre de formation des formateurs et de techniciens agricoles
 - Présentation du mouvement des MFR à Madagascar
- Formation des jeunes paysans leaders de Madagascar.
- La formation agricole à Madagascar. F. Rasolofonirina, S. Ratohiarjaona. MAEP Atelier de Rome (2009)
- The challenge of expanding secondary schools and training in Madagascar. World Bank (2008)
- Programme de formation en appui de la gestion des actions de développement – FORMAGED (septembre 2008)
- Etude sur la formation agricole à Madagascar: état des lieux et plan d'action. BEST, MAEP, CIEPAC (2007)
- Politiques éducatives et scolarisation à Madagascar: le double défi de la contrainte financière familiale et de la pauvreté de l'école. M-C Deleigne, B. Kail. ARES. Colloque international sur les dynamiques rurales à Madagascar (2007)
- Collèges agricoles à Madagascar, Partenariat FERT/CNEAP (2006)
- La formation rurale à Madagascar, Morand, Ramalorahy, MAEP. Atelier sur la formation de masse en milieu rural: éléments de réflexion pour la définition d'une politique nationale (2005)
- Education and training in Madagascar, towards a policy agenda for economic growth and poverty reduction. World Bank (2001)
- Phénomène de déscolarisation dans l'agglomération d'Antananarivo. L'investissement est-il encore rentable? Projet MADIO. Coury (1996)
- Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale

Reste du monde

- Programme d'appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle agricole et rurale - AFOP. Cameroun. (2008)
- Mission d'assistance technique au programme AFOP (Cameroun). Ingénierie des dispositifs de formation à l'international (avril 2010)
- La formation des maîtres: un défi pour l'éducation en Afrique noire et au Maghreb. (2010). Le quotidien panafricain. www.afrik.com/article21088.html
- Formation agricole et rurale : la difficile émergence de la formation professionnelle de base et de masse en Afrique de l'Ouest et Centrale. P. Debouvry (mai 2010)
- Afrique sub-saharienne – démographie, emploi et développement agricole. P. Debouvry (2010)
- Coûts de formation et d'insertion professionnelle. Conclusions d'une enquête de terrain en Côte d'Ivoire. AFD (2009)
- Education for Rural People. FAO(2009)
- Stratégie nationale de formation professionnelle, Sénégal. Présentation Power Point (2007)
- La formation de masse face aux enjeux de développement des exploitations familiales rurales ouest- africaines. Séminaire sous-régional sur la formation et le conseil pour la promotion des exploitations familiales rurales. P. Debouvry (2007)
- La problématique de la formation professionnelle dans le secteur agricole et le milieu rural. Journées internationales sur la formation professionnelle. La formation professionnelle au cœur des politiques de développement. UNESCO. A. Maragnani (2007)
- The effects of education on agricultural productivity under traditional and improved technology in Northern Nigeria: an endogenous switching regression analysis. A.D Alene, V. M Manyong (2006)
- Skills for sustainable livelihoods. Implementing UNESCO normative instruments concerning technical and vocational education and training (TVET). UNESCO (2005)

- La démarche du projet Centres des métiers ruraux (CMR) comme méthode innovant pour une réponse adaptée aux besoins de formation des ruraux en Cote d'Ivoire. A. Coulibaly, A. Oya. Journée d'ingénierie des dispositifs de formation à l'international: "Enseignement et formation professionnelle agricoles, entre réponses aux besoins des locaux et adaptation aux évolutions internationales (2005)

Sites internet

- **Maisons familiales rurales**
<http://www.mfr.asso.fr/mfr-dans-le-monde/Pages/Madagascar.aspx>
- **FERT** Support to vocational and initial training
http://www.fert.fr/missions-gb/fiches/madagascar_training.htm
- **BIMTT**
<http://www.bimtt.org>
- **Agropolis**
<http://www.agropolis.fr/formation/biblio.html>
- **UNEVOC International Centre for technical and vocational education and training**
<http://www.unevoc.unesco.org/snippet.php>

2. Commercialisation

- Etude de faisabilité d'interventions du FIDA en soutien aux petits producteurs agricoles pour la valorisation commerciale des produits alimentaires - (2009)
- Etudes FIDA sur les circuits traditionnels de commercialisation des produits agricoles dans la région d'Analanjirifo, Madagascar (2009)
- ACP (& Madagascar): Certification Eurepgap des petits producteurs, Lecofruit à Madagascar. PIP magazine (2004)
- Burkina Faso: Création d'un marché autogéré par des riziculteurs
- Eastern Africa: FOODNET Experience: Developing marketing information services
- India: Operational guidelines for setting up a terminal market complex
- Rural-urban marketing linkages: an infrastructure identification and survey guide
- Market Infrastructure planning
- Les services d'information sur les marchés: Théorie et pratique
- Guide de vulgarisation en matière de commercialisation
- Manuel de planification des marchés de vente au détail
- Contrats et concertation entre acteurs des filières vivrières

Gouvernement de Madagascar

- Plan d'action Madagascar 2012
- Programme National de Développement Rural (PNDR 2006)
- Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (PSPR)
- Programme sectoriel agricole (PSA 2008)

FIDA

- Cadre Stratégique FIDA 2007 - 2010
- Guidelines du FIDA
- Nouvelles conditions générales (avril 2009)
- Ciblage: Atteindre les Ruraux Pauvres
- Finance Rurale
- Private sector: Development and Partnership Strategy
- Exposé de Stratégie Régionale FIDA Afrique Orientale et Australe
- COSOP Madagascar
- Facteurs clé de succès
- Key issues for IFAD in Eastern and Southern Africa
- Structure and Operation of a Performance-Based Allocation System

Appendice 2 : Cadre logique FORMAPROD

Logique d'intervention	Indicateurs de performance et d'évaluation	Sources de vérification	Hypothèses
1. OBJECTIF GLOBAL	* à suivre à chaque supervision.		
Contribuer à l'amélioration de la productivité agricole et l'augmentation des revenus des exploitations agricoles familiales, par la formation professionnelle des jeunes ruraux (préparer les nouvelles générations de jeunes ruraux aux métiers de l'agriculture)	<ul style="list-style-type: none"> • Index des biens des ménages (RIMS) • Revenus des exploitations types suivies par les ROR • *Nombre d'EAF et MER faisant état d'une augmentation de revenus consécutive au projet • Niveau de sécurité alimentaire des groupes cibles • Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêtes de référence et évaluations d'impact • Enquêtes des réseaux d'observatoires ruraux • Rapports d'achèvement et d'évaluation du programme • Enquêtes de notoriété du programme • Enquêtes annuelles de revenus des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> • Contexte sociopolitique et économique stable • Complémentarité et synergie avec les autres programmes/projets • Pas de changement drastique de la politique nationale de développement rural
2. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES			
1. un système national de formation agricole et rurale (FAR) soutenant le développement du secteur agricole	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau de mise en œuvre de la Stratégie nationale de FAR • Efficience du suivi, certification et contrôle des institutions de FAR • Efficacité des méthodes de production et diffusion des savoirs utilisés • Niveau de participation des différents partenaires dans la mise en œuvre opérationnelle de la SNFAR • *Nombre acteurs/opérateurs/prestataires directement impliqués dans la mise en œuvre de la SNFAR. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports de suivi du MinAgri, SEETFP et MEN • Enquêtes de référence et évaluations d'impact • Enquêtes de suivi post-formation et post-installation • SNFAR et rapports de suivi de mise en œuvre • Rapports du réseau national FAR • Comptes-rendus des réunions des comités de pilotage régionaux et national • Rapports de supervision/ suivi du FIDA Sites internet FORMAPROD, SEGS et CapFIDA • Rapports d'activités et de suivi-évaluation (S-E) • Rapports de revue en cours et en fin programme • Rapports des PS et institutions partenaires (centres de formation, IMF) • Etudes et enquêtes de référence • Rapports des centres de formation partenaires • Rapports d'activités et d'évaluation du programme • Enquêtes de suivi post-formation • Enquêtes de suivi post-installation • Enquêtes et évaluations d'impact 	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des engagements des institutions de formation partenaires • Participation active des acteurs de la FAR • Implication adéquate des réseaux /ONG d'appui/co-financiers (BIMTT, SAF, etc.) • Adhésion et soutien actif des organisations de producteurs dans la promotion de la formation des jeunes • Mobilisation dans les niveaux de qualité requis et les délais prévus de l'assistance technique internationale (ATI) prévue • Intégration des savoirs produits par le programme dans le système SEGS avec l'appui de la CapFIDA • Respect des leurs engagements des institutions de formation partenaires (notamment prise en charge progressive des frais de fonctionnement) • Implication adéquate des réseaux /ONG d'appui/co-financiers (BIMTT, SAF, etc.) • Adhésion et soutien actif des OP dans la promotion de la formation des jeunes • Absence d'aléas climatiques majeurs • Absences de délais majeurs dans la réalisation des travaux d'aménagement et autres infrastructures • Prix des intrants commerciaux restent à des niveaux raisonnables
2. un dispositif régional de FAR adapté aux besoins des ruraux	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre et niveau de formation de jeunes ruraux et techniciens (h/f) formés • Qualité et adaptation des formations et enseignements dispensés • Durabilité (institutionnelle et financière) institutions/ formations mises en place • Nombre de jeunes ruraux et d'EAF installées avec l'appui du programme FORMAPROD • *Nombre de jeunes formés ayant trouvé un emploi 		
3. l'augmentation de la productivité des EAF par la valorisation des formations.	<ul style="list-style-type: none"> • * Production additionnelle dans les pôles de production et nombre d'EAF formées faisant état d'une augmentation de la productivité • Taux d'utilisation et exploitation durable des infrastructures collectives de production (périmètres irrigués, pistes, infrastructures d'élevage, marchés agricoles) mises en place • Revenus générés et durabilité des microprojets productifs • Prix payés aux producteurs et réduction des pertes après récolte 		

3. RESULTATS ET ACTIVITES DES COMPOSANTES	la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR)		
<p>Composante 1: Appui à la mise en œuvre de la mise en œuvre de la SNFAR</p> <p>Résultat 1.1.1 Le Conseil national CNFAR (avec son Secrétariat Exécutif SE) et les CRFAR sont constitués (voie réglementaire)</p> <p>Résultat 1.1.2 Les textes et règlements institutionnels de mise en œuvre de la SNFAR sont élaborés</p> <p>Résultat 1.1.3 La gestion des dispositifs de FAR est paritaire et décentralisée</p> <p>1.2 Amélioration, animation et régulation des dispositifs de FAR</p> <p>Résultat 1.2.1 Les dispositifs de formation des formateurs (ingénierie de formation et pédagogique) et des concepteurs/gestionnaires sont améliorés</p> <p>Résultat 1.2.2 Les procédures d'agrément des structures de FAR sont améliorées</p> <p>Résultat 1.2.3 Le système de conception, d'actualisation et de validation des curricula est mis en place</p> <p>Résultat 1.2.4 Les procédures d'accréditation de la FAR (diplômes, certificats) et de leur contrôle sont renforcées</p> <p>1.3 Appui aux systèmes de financement durable de la FAR</p> <p>Résultat 1.3.1 L'analyse et la mise en place de mécanismes pérennes de financement de la FAR sont effectuées</p> <p>Résultat 1.3.2 Le Fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR (FDA/FRDA) est organisé et opérationnel</p> <p>1.4 Pilotage, S&E, gestion des savoirs et communication (SEGS)</p> <p>Résultat 1.4.1 L'Unité de liaison (UL) et les Equipes régionales de projets (ERP) sont mises en place et opérationnelles</p> <p>Résultat 1.4.2 Le fonctionnement du SFAR/MinAgri et du Réseau national FAR est consolidé</p> <p>Résultat 1.4.3 Le système de S&E et de pilotage du programme est mis en place en se fondant notamment sur les observatoires ruraux existants (ROR)</p> <p>Résultat 1.4.4 Les centres de ressources régionaux (GS) sont créés et renforcés pour : (i) l'information de masse sur la FAR et la politique agricole ; (ii) la documentation sur les savoirs constitués ; (iii) la production de savoirs émergents (référentiels, curricula, matériels didactiques) et leur capitalisation (site web, radios locales, CapFIDA, CITE)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité de la coordination entre projets au niveau régional et national Pertinence des arrangements institutionnels adoptés pour la SNFAR Nombres, complémentarités et synergies entre les dispositifs de formation déployés Efficience des dispositifs de formation Niveau de déconcentration de la mise en œuvre de la stratégie SNFAR Efficacité des méthodes de production et valorisation des savoirs utilisées <p>Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 SNFAR élaborée, validée et publiée, mise en œuvre et régulièrement mise à jour 1 Conseil national CNFAR représentatif créé avec 1 Secrétariat Exécutif (1 Coordonnateur et 3 cadres responsables) 1 appui apporté (AT) à l'opérationnalisation du dispositif institutionnel de la SNFAR (2 premières années) en partenariat avec l'AFD et l'UNESCO (mise en réseau d'établissements) 1 appui apporté au fonctionnement du CNFAR et à la rationalisation du travail du SECNFAR (2 ans) Le Service SFAR/Minagri renforcé (éventuellement en Direction DAFAR) 1 appui est apporté (AT) au Réseau FAR national Renforcement du capital humain dans le dispositif de mise en œuvre de la FAR (RC des cadres et des acteurs de la FAR, sessions de formation des formateurs, ateliers nationaux et rencontres régionales annuelles) Rationalisation des stratégies et outils de formation des établissements et institutions de la FAR (réforme du cadre réglementaire, amélioration des méthodes de formation et du matériel didactique) Renouvellement des cursus de formation/curricula est effective 1 dispositif de contrôle et d'habilitation des établissements est mis en place 1 dispositif d'inspection et des outils de gestion sont opérationnels 1 Fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR mis en place au niveau national (FDA) et régional (FRDA) 1 dispositif de mécanismes de financement établi (fiscalité et parafiscalité) des modalités de participation des bénéficiaires clairement définies des OP/OPA impliquées dans la gouvernance et le financement de la FAR des IMFet des produits financiers adaptés aux besoins des jeunes et des producteurs bénéficiaires 1 Unité de liaison (UL) au niveau national et des équipes régionales de programmes (ERP) constituées et fonctionnelles Poursuite des activités dans les régions et pôles assurée après la fin des projets FIDA en cours (avec désignation d'un Coordonnateur inter-régional à partir de la 4^{ème} année) 1 Système de gestion de l'information mis en place et fonctionnel 1 Situation de référence établie 2 Etudes intermédiaires et 1 Etude finale de résultat et d'impact 2 Revues intermédiaires 1 plan de désengagement et de transfert des acquis et savoirs (PATAS) est élaboré en fin de 8^{ème} année 	<ul style="list-style-type: none"> Document de SNFAR et rapports de suivi de sa mise en œuvre Rapports et comptes-rendus des réunions et des ateliers du réseau national FAR Rapports et notes du service SFAR/MINAGRI Rapports d'activité du programme Rapports d'activités et de suivi-évaluation (S-E) Rapports de revue en cours et en fin programme Rapports des PS et institutions partenaires (centres de formation, IMF) Rapports de suivi du Minagri, SEETFP et MEN Enquêtes de référence et évaluations d'impact Enquêtes de suivi post-formation et post-installation Comptes-rendus des réunions des comités de pilotage régionaux et national Rapports d'activités (techniques et financiers) du programme Rapports des missions de suivi de conformité avec les politiques nationales Rapport d'activités des centres de formation partenaires Rapports d'activités (techniques et financiers) du programme Rapports des missions de suivi de conformité avec les politiques nationales Rapport d'activités des centres de formation partenaires Rapports de supervision et de suivi du FIDA Sites internet FORMAPROD, SEGS et CapFIDA Evaluations externes Enquêtes de notoriété du programme Rapports de contrôle interne de gestion Rapports de suivi/contrôle de la CapFIDA Audits annuels Revue à mi-parcours Rapport d'achèvement Rapport d'évaluation finale 	<ul style="list-style-type: none"> Synergie avec projets FIDA et les autres bailleurs Bonne coopération entre MINAGRI et SEETFP Respect des leurs engagements des institutions de formation partenaires (notamment prise en charge progressive des frais de fonctionnement) Implication adéquate des réseaux /ONG d'appui/cofinanciers (BIMTT, SAF, etc.) Adhésion et soutien actif des OP dans la promotion de la formation des jeunes et dans l'orientation de la formation des techniciens/animateurs Participation active de l'ensemble des acteurs de la FAR et partage des informations, expériences, curricula, etc. entre eux Mobilisation dans les niveaux de qualité requis et les délais prévus de l'assistance technique internationale Claire répartition des tâches entre l'UL, les équipes régionales (ERP) des autres projets « FIDA » et les PS aux niveaux national et des régions d'intervention Intégration des résultats et savoirs produits par le programme dans le système SEGS avec l'appui de la CapFIDA Utilisation d'une variété de médias adaptés aux différents publics visés Rapidité dans la mise en place des moyens humains et matériels de l'UL et des équipes régionales Respect des procédures de sélection compétitives du personnel de l'UL et des équipes régionales Organisation efficace pour la gestion des contrats et des marchés Coordination et complémentarité avec les autres projets Compétence et motivation suffisantes du personnel retenu

Composante 2: Formation professionnelle et opérationnalisation régionale de la FAR			
2.1 <u>Management des dispositifs de FAR au niveau régional</u> Résultat 2.1.1 Des mécanismes paritaires de concertation et de décision sont élaborés (GTDR et cohérence avec les PRDR)	2.1.2 Des plans régionaux « Qualité de la FAR » sont mis en oeuvre et opérationnels	2.1.3 Des modèles économiques durables de dispositifs de FAR sont définis avec des mécanismes de financement public (guichet FAR/FRDA)	2.1.4 Les données quantitatives et qualitatives sur la FAR sont valorisées
<p>Résultat 2.1.1 Des mécanismes paritaires de concertation et de décision sont élaborés (GTDR et cohérence avec les PRDR)</p> <p>Résultat 2.1.2 Des plans régionaux « Qualité de la FAR » sont mis en oeuvre et opérationnels</p> <p>Résultat 2.1.3 Des modèles économiques durables de dispositifs de FAR sont définis avec des mécanismes de financement public (guichet FAR/FRDA)</p> <p>Résultat 2.1.4 Les données quantitatives et qualitatives sur la FAR sont valorisées</p>	<p>Résultat 2.1.2 Des plans régionaux « Qualité de la FAR » sont mis en oeuvre et opérationnels</p> <p>Résultat 2.1.3 Des modèles économiques durables de dispositifs de FAR sont définis avec des mécanismes de financement public (guichet FAR/FRDA)</p> <p>Résultat 2.1.4 Les données quantitatives et qualitatives sur la FAR sont valorisées</p>	<p>Résultat 2.1.1 Des mécanismes paritaires de concertation et de décision sont élaborés (GTDR et cohérence avec les PRDR)</p> <p>Résultat 2.1.2 Des plans régionaux « Qualité de la FAR » sont mis en oeuvre et opérationnels</p> <p>Résultat 2.1.3 Des modèles économiques durables de dispositifs de FAR sont définis avec des mécanismes de financement public (guichet FAR/FRDA)</p> <p>Résultat 2.1.4 Les données quantitatives et qualitatives sur la FAR sont valorisées</p>	<p>Résultat 2.1.1 Des mécanismes paritaires de concertation et de décision sont élaborés (GTDR et cohérence avec les PRDR)</p> <p>Résultat 2.1.2 Des plans régionaux « Qualité de la FAR » sont mis en oeuvre et opérationnels</p> <p>Résultat 2.1.3 Des modèles économiques durables de dispositifs de FAR sont définis avec des mécanismes de financement public (guichet FAR/FRDA)</p> <p>Résultat 2.1.4 Les données quantitatives et qualitatives sur la FAR sont valorisées</p>
<p>2.2 Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique</p> <p>Résultat 2.2.1 L'enseignement pratique dans les écoles primaires et collèges est développé avec : (i) la sensibilisation enseignants primaire/secondaire aux métiers ruraux ; et (ii) la mobilisation du réseau d'enseignants formé aux pédagogies actives</p> <p>Résultat 2.2.2 La FAR de masse est appuyée par la création de CMR dans 860 communes (méthode REFLECT ; formation duale ; formation continue ; champs-écoles paysans (CEP))</p> <p>Résultat 2.2.3 Les centres de formation professionnelle sont appuyés : (i) construction et équipement de nouveaux centres de formation ; (ii) formation/recyclage équipes pédagogiques et de direction ;(iii) renforcement des curricula pour la communication/animation rurale ; (iv) mécanismes de bourses EFAR</p>	<p>2.2 Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique</p> <p>Résultat 2.2.1 L'enseignement pratique dans les écoles primaires et collèges est développé avec : (i) la sensibilisation enseignants primaire/secondaire aux métiers ruraux ; et (ii) la mobilisation du réseau d'enseignants formé aux pédagogies actives</p> <p>Résultat 2.2.2 La FAR de masse est appuyée par la création de CMR dans 860 communes (méthode REFLECT ; formation duale ; formation continue ; champs-écoles paysans (CEP))</p> <p>Résultat 2.2.3 Les centres de formation professionnelle sont appuyés : (i) construction et équipement de nouveaux centres de formation ; (ii) formation/recyclage équipes pédagogiques et de direction ;(iii) renforcement des curricula pour la communication/animation rurale ; (iv) mécanismes de bourses EFAR</p>	<p>2.2 Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique</p> <p>Résultat 2.2.1 L'enseignement pratique dans les écoles primaires et collèges est développé avec : (i) la sensibilisation enseignants primaire/secondaire aux métiers ruraux ; et (ii) la mobilisation du réseau d'enseignants formé aux pédagogies actives</p> <p>Résultat 2.2.2 La FAR de masse est appuyée par la création de CMR dans 860 communes (méthode REFLECT ; formation duale ; formation continue ; champs-écoles paysans (CEP))</p> <p>Résultat 2.2.3 Les centres de formation professionnelle sont appuyés : (i) construction et équipement de nouveaux centres de formation ; (ii) formation/recyclage équipes pédagogiques et de direction ;(iii) renforcement des curricula pour la communication/animation rurale ; (iv) mécanismes de bourses EFAR</p>	<p>2.2 Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique</p> <p>Résultat 2.2.1 L'enseignement pratique dans les écoles primaires et collèges est développé avec : (i) la sensibilisation enseignants primaire/secondaire aux métiers ruraux ; et (ii) la mobilisation du réseau d'enseignants formé aux pédagogies actives</p> <p>Résultat 2.2.2 La FAR de masse est appuyée par la création de CMR dans 860 communes (méthode REFLECT ; formation duale ; formation continue ; champs-écoles paysans (CEP))</p> <p>Résultat 2.2.3 Les centres de formation professionnelle sont appuyés : (i) construction et équipement de nouveaux centres de formation ; (ii) formation/recyclage équipes pédagogiques et de direction ;(iii) renforcement des curricula pour la communication/animation rurale ; (iv) mécanismes de bourses EFAR</p>
<p>2.3 Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux</p> <p>Résultat 2.3.1 Deux établissements EFT/région avec 1 de référence sont créés et/ou réhabilités</p> <p>Résultat 2.3.2 La formation continue pour les techniciens, enseignants et les équipes de direction et leaders paysans est effective</p> <p>Résultat 2.3.3 Un mécanisme boursier est mis en place pour 1500 techniciens</p>	<p>2.3 Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux</p> <p>Résultat 2.3.1 Deux établissements EFT/région avec 1 de référence sont créés et/ou réhabilités</p> <p>Résultat 2.3.2 La formation continue pour les techniciens, enseignants et les équipes de direction et leaders paysans est effective</p> <p>Résultat 2.3.3 Un mécanisme boursier est mis en place pour 1500 techniciens</p>	<p>2.3 Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux</p> <p>Résultat 2.3.1 Deux établissements EFT/région avec 1 de référence sont créés et/ou réhabilités</p> <p>Résultat 2.3.2 La formation continue pour les techniciens, enseignants et les équipes de direction et leaders paysans est effective</p> <p>Résultat 2.3.3 Un mécanisme boursier est mis en place pour 1500 techniciens</p>	<p>2.3 Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux</p> <p>Résultat 2.3.1 Deux établissements EFT/région avec 1 de référence sont créés et/ou réhabilités</p> <p>Résultat 2.3.2 La formation continue pour les techniciens, enseignants et les équipes de direction et leaders paysans est effective</p> <p>Résultat 2.3.3 Un mécanisme boursier est mis en place pour 1500 techniciens</p>
<p>2.4 Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement de leur installation</p> <p>Résultat 2.4.1 Le suivi technico-économique de 100 000 projets professionnels est assuré</p> <p>Résultat 2.4.2 L'appui au paysans formateurs est effectif (pack post-formation ; dotation équipement)</p> <p>Résultat 2.4.3 Un appui au montage de dossiers financiers auprès des IMF est apporté</p> <p>Résultat 2.4.4 La production de savoirs émergents sur « CMR – orientation – insertion » est assurée</p>	<p>2.4 Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement de leur installation</p> <p>Résultat 2.4.1 Le suivi technico-économique de 100 000 projets professionnels est assuré</p> <p>Résultat 2.4.2 L'appui au paysans formateurs est effectif (pack post-formation ; dotation équipement)</p> <p>Résultat 2.4.3 Un appui au montage de dossiers financiers auprès des IMF est apporté</p> <p>Résultat 2.4.4 La production de savoirs émergents sur « CMR – orientation – insertion » est assurée</p>	<p>2.4 Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement de leur installation</p> <p>Résultat 2.4.1 Le suivi technico-économique de 100 000 projets professionnels est assuré</p> <p>Résultat 2.4.2 L'appui au paysans formateurs est effectif (pack post-formation ; dotation équipement)</p> <p>Résultat 2.4.3 Un appui au montage de dossiers financiers auprès des IMF est apporté</p> <p>Résultat 2.4.4 La production de savoirs émergents sur « CMR – orientation – insertion » est assurée</p>	<p>2.4 Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement de leur installation</p> <p>Résultat 2.4.1 Le suivi technico-économique de 100 000 projets professionnels est assuré</p> <p>Résultat 2.4.2 L'appui au paysans formateurs est effectif (pack post-formation ; dotation équipement)</p> <p>Résultat 2.4.3 Un appui au montage de dossiers financiers auprès des IMF est apporté</p> <p>Résultat 2.4.4 La production de savoirs émergents sur « CMR – orientation – insertion » est assurée</p>
<p>Nombre, efficacité et durabilité centres formation agricoles opérationnels</p> <p>Nombre et niveau de qualification des jeunes ruraux (h/f) formés</p> <p>Nombre et niveau de qualification des techniciens (h/f) formés</p> <p>Qualité des formations pratiques dispensées</p> <p>Taux de réussite de l'installation des jeunes agriculteurs après 3 ans</p> <p>Indicateurs</p> <p>13 CRFAR créés et renforcés par au moins un cadre supplémentaire chargé de la FAR</p> <p>Chaque région dispose d'un fonds de soutien durable et adapté pour la FAR</p> <p>Durant au moins 6 ans, chaque CRFAR a renforcé les compétences de ses membres par un Plan de Formation.13 plans régionaux « Qualité de la FAR » ont été conçus et sont appliqués dans 80% des EFAR/EFT</p> <p>Environ 450 000 élèves du primaire et du secondaire ont bénéficié d'un enseignement pratique sur le développement agricole et rural</p> <p>Environ 2 000 socio-organismes villageois ont bénéficié d'une formation initiale et continue qui leur permette d'animer de façon autonome un CMR</p> <p>Environ 100 000 jeunes producteurs (h/f) formés (dont 30% de femmes) au niveau des collèges, CMR et apprentissage du type PROSPERER</p> <p>Environ 690 / 860 CMR fonctionnent de façon autonome sans appui extérieur pour la rétribution des socio-organismes et les dépenses courantes</p> <p>Environ 4 700 élèves ont renforcé leurs compétences agricoles et entrepreneuriales dans les EFAR</p> <p>Environ 250 enseignants et formateurs d'EFAR ont renforcé leurs compétences en pédagogie et dans leur spécialité technique</p> <p>Chaque région dispose de 2 EFT fonctionnels dont un de référence pour la FAR</p> <p>Environ 1 500 techniciens / techniciens supérieurs ont été formés</p> <p>Environ 3 650 enseignants/techniciens ont été formés et/ou recyclés en pédagogie et dans leur spécialité technique</p> <p>Environ 6 500 leaders paysans ont été formés pour jouer un rôle actif au service du développement agricole et rural</p> <p>Environ 4 000 / 7 500 villageois ont renforcé leurs compétences en orientation et tutorat pour les jeunes formés</p> <p>Environ 100 000 projets professionnels ont été réalisés (micro-entrepreneurs)</p> <p>150/200 recherches-actions ont été réalisées et ont permis de mettre au point un système de CMR, d'orientation et d'insertion adapté aux jeunes ruraux les plus pauvres</p>	<p>Enquêtes qualitatives auprès des étudiants et agriculteurs formés</p> <p>Rapports d'activités du programme</p> <p>Rapports d'activités des PS</p> <p>Enquêtes post-installation</p> <p>Fiches de suivi des formations</p> <p>Rapport d'activités</p> <p>Comptes d'exploitation des MP</p> <p>Enquêtes d'évaluation ex-post des microprojets</p> <p>Fiches d'évaluation des demandes de services d'appui à la production</p>	<p>Coordination des actions et bonne communication entre Minagri, SEETFP et MEN</p> <p>Absence de conflit entre MINAGRI et SEETFP</p> <p>Recours à l'ATI dans les quantités/délais requis</p> <p>Stratégie et dispositions nationales/régionales incitant l'installation de jeunes producteurs</p> <p>Implication des OP régionales et des Chambres d'agriculture dans le soutien à l'installation des jeunes cibles à changer leurs pratiques de production</p> <p>Intérêt des populations cibles à suivre des sessions de perfectionnement</p> <p>Équipement et techniques de production appropriés aux EAF disponibles</p> <p>Procédures transparentes et équitables de montage, approbation et accompagnement des microprojets</p> <p>Demande solvable au niveau des EAF</p> <p>Terres disponibles</p>	<p>Coordination des actions et bonne communication entre Minagri, SEETFP et MEN</p> <p>Absence de conflit entre MINAGRI et SEETFP</p> <p>Recours à l'ATI dans les quantités/délais requis</p> <p>Stratégie et dispositions nationales/régionales incitant l'installation de jeunes producteurs</p> <p>Implication des OP régionales et des Chambres d'agriculture dans le soutien à l'installation des jeunes cibles à changer leurs pratiques de production</p> <p>Intérêt des populations cibles à suivre des sessions de perfectionnement</p> <p>Équipement et techniques de production appropriés aux EAF disponibles</p> <p>Procédures transparentes et équitables de montage, approbation et accompagnement des microprojets</p> <p>Demande solvable au niveau des EAF</p> <p>Terres disponibles</p>

Composante 3 : Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricoles			
<p>3.1 Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la productivité agricole</p> <p>Résultat 3.1.1 La formation et le perfectionnement technique des producteurs (CEP) sont assurés</p> <p>Résultat 3.1.2 Des appuis à l'intensification de la production sont apportés à travers des microprojets productifs (MP) et des projets coup de pouce pour les vulnérables</p> <p>Résultat 3.1.3 Le développement de services agricoles (semences, santé animale, mécanisation) est consolidé</p> <p>3.2 Appui à l'accès aux services financiers et commerciaux</p> <p>-Initiatives de valorisation de la production</p> <p>Résultat 3.2.1 Une animation commerciale participative est effectuée dans les pôles de production</p> <p>Résultat 3.2.2 La collecte et la diffusion d'informations commerciales adaptées sont effectuées</p> <p>Résultat 3.2.3 La formation des acteurs des filières en commercialisation est consolidée</p> <p>Résultat 3.2.4 Les initiatives de groupe et stockage de la production, d'infrastructures de marché et de réduction des pertes après récoltes sont appuyées</p> <p>Résultat 3.2.5 La transformation des produits agricoles est développée</p> <p>-Élargissement et adaptation des services de financement rural</p> <p>Résultat 3.2.6 Les réseaux de microfinance (IMF) sont densifiés</p> <p>Résultat 3.2.7 Les produits et services financiers sont adaptés aux besoins des bénéficiaires cibles</p> <p>Résultat 3.2.8 Un soutien est apporté aux services publics connexes (guichets fonciers, état civil)</p> <p>3.3 Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricole</p> <p>Résultat 3.3.1 Des aménagements hydro-agricoles sont réalisés (6 000 ha)</p> <p>Résultat 3.3.2 Le désenclavement des bassins de production (210 km de pistes) et des infrastructures d'élevage sont réalisés</p> <p>Résultat 3.3.3 Les associations d'usagers des infrastructures réalisées (AUE, AUP, AEL) sont mises en place et renforcées</p>	<ul style="list-style-type: none"> Niveaux de rendement et d'utilisation des techniques améliorées Superficie irriguée aménagée, Km de pistes, Tonnage groupe/stockage, et taux utilisation et performance infrastructures/équipements Pérennité des systèmes d'information sur les marchés (SIM) mis en place Niveau de maîtrise des marchés par les EAF Performance et durabilité des microprojets et unités de transformation Efficience des points de services financiers ruraux créés et adaptation des services offerts aux besoins des groupes cibles <p>Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> Recrutement et formation de 5 conseillers agricoles (CA) et de 2 socio-organisateur (SO) par pôle au minimum 1 000 nouveaux producteurs installés et accompagnés 990 CEP (champs-écoles paysans) mis en place et fonctionnels, 30 000 producteurs formés sur CEP 4 080 formations spécialisées; 120 voyages d'échanges et 300 participations à des foires 660 projets coup de pouce pour les vulnérables (8 000 bénéficiaires dont 50% de femmes) 1 080 micro-projets MP à coûts partagés (soit 12 000 bénéficiaires dont 50% de femmes) 50 groupements semenciers, 30 artisans fabricants et réparateurs de matériel agricole et 150 vaccinateurs villageois appuyés 6 diagnostics participatifs de commercialisation et financement rural effectués et validés par l'ensemble des acteurs 1 équipe d'animation commerciale mise en place par pôle 10 000 producteurs bénéficiaires de services d'animation commerciale 6 Systèmes d'information sur les prix et marchés agricole (SIM) régionaux fonctionnels au moins 6 000 producteurs directement utilisateurs des SIM mis en place au moins 4 000 participants à au moins une session de formation ou une visite professionnelle ou un stage pratique 18 communes dotées d'infrastructures et équipement de marchés 54 bâtiments de groupe/stockage construits et utilisés dont 30 pour le groupage, 18 pour le stockage et 6 pour les produits périssables, 30 unités de transformation réalisées dont 6 unités pilotes, 90 études de faisabilité effectuées 24 bâtiments communaux d'accueil des unités en démarrage construits, 18 points communaux de service de microfinance permanents ou temporaires ou guichets mobiles mis en place 6 ateliers régionaux d'analyse et de coordination des services financiers au moins 20 000 bénéficiaires de crédits adaptés en année pleine 6 opérations d'émission de cartes d'identité et jugements supplétifs 6 Comités d'immatriculation foncière (CRIF) constitués, 10 guichets fonciers mis en place et fonctionnels 6 000 ha hydro-agricoles aménagés/réhabilités, dont 1 800 ha de nouveaux périmètres, 80 AUE fonctionnelles, 20 000 attributaires de parcelles irriguées 210 km de pistes aménagées; 40 ouvrages de franchissement réalisés; 30 AUP fonctionnelles 24 infrastructures d'élevage installées (couloirs de vaccination et points d'abreuvement) et 24 AEL fonctionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités Statistiques agricoles régionales Rapport des diagnostics des pôles Rapport d'activités et d'évaluation Enquêtes qualitatives auprès des producteurs, des acteurs des filières et des bénéficiaires de microprojets dans les pôles de production Comptes d'exploitation des unités MER mises en place Comptes-rendus des ateliers nationaux et régionaux et des foires Enregistrements radio/télé Rapports des prestataires PS Rapports des diagnostics des SIM Rapports de réalisation des PS organisant les foires et ateliers Rapports annuels des plateformes et archives de leurs comptes-rendus et correspondances Rapports financiers des prestataires Rapport des études d'implantation des points de services/caisses Conventions signées avec IMF partenaires Rapports d'activités, rapports financiers et base de données des réseaux d'IMF appuyés Rapports d'évaluation Rapports d'activité et de S-E du programme et de PROSPERER Enquêtes d'impact auprès des clients des IMF Base de données de la CNMF Rapport des études de faisabilité de nouveaux produits Conventions signées pour l'usage des instruments financiers Rapports d'activités des IMF partenaires Conventions signées avec les districts pour les services d'état civil Conventions signées pour la mise en place des guichets fonciers Convention-cadre signée avec PNMF Rapport de réception des travaux Rapport d'activités du programme Rapports d'évaluation Ateliers participatifs de S-E 	<ul style="list-style-type: none"> Le cadre législatif et réglementaire est stabilisé ou évolue favorablement pour la mise en oeuvre des actions de développement Les administrations concernées sont opérationnelles au niveau de chaque région et disposées à apporter leurs services dans chaque pôle Efficacité et compétence des PS mobilisés Création de partenariats gagnants/gagnants entre producteurs et commerçants/absence de conflits d'intérêts majeurs Inclination des populations cibles à changer leurs pratiques de valorisation des récoltes Inclination de autres acteurs des filières agricoles à établir de nouvelles formes de relations Autonomisation et stabilisation institutionnelle de l'ODR avec champ élargi Autres SIM et acteurs professionnels des filières disposés à participer Intérêt des populations cibles à suivre des sessions de formation continue et des stages pratiques Les communes rurales concernées s'impliquent dans la mise à disposition des emplacements/locaux Les réseaux d'IMF impliqués en milieu rural manifestent leur intérêt et leur volonté d'approfondir leur pénétration dans les pôles de production Les autorités nationales compétentes CNMF et CSBF favorisent les partenariats avec ces IMF et sont associés à leur sélection Les instruments financiers mis en place par PROSPERER sont validés pour être étendus à tous les pôles Les partenariats avec les IMF sont opérationnels Les IMF partenaires prennent en considération les besoins des ruraux Intérêt des collectivités locales dans la réalisation et la bonne utilisation des infrastructures collectives d'appui à la production Implication des usagers dans l'entretien et la gestion des infrastructures Passation de marchés dans les temps impartis Les variations saisonnières des prix sont assez régulières et prévisibles pour rentabiliser le stockage Les communes rurales concernées manifestent leur intérêt et contribuent à la réalisation des bâtiments d'accueil (terrains constructibles bien localisés) Les partenariats avec les IMF sont opérationnels pour faciliter le financement des équipements. certificats fonciers comme des garanties valides

Appendice 3 : Résumé des coûts du Programme

Tableau 1. : Coûts totaux par composante et par an (US\$ '000) – Coûts totaux par catégorie et par bailleur

		Totals Including Contingencies (US\$ '000)															
		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total					
A. Appui à la mise en place du système national FAR																	
Appui à la mise en œuvre de la SNFAR/CNFAR		283	178	184	184	164	86	56	56	-	-	1 191					
Amélioration des dispositifs de FAR		202	208	199	200	221	31	41	42	42	42	1 227					
Financement des systèmes de FAR		138	192	111	92	163	-	-	-	-	-	696					
Pilotage et S&E, communication et gestion des savoirs (SEGS)		1 029	849	815	938	689	902	665	830	651	823	8 191					
Subtotal Appui à la mise en place du système national FAR		1 652	1 427	1 308	1 414	1 237	1 019	762	927	693	865	11 305					
B. Opérationnalisation régionale du système de FAR																	
Management des dispositifs de FAR au niveau régional		288	317	478	540	530	549	442	547	575	355	4 621					
Formation des jeunes ruraux		136	1 084	1 708	2 323	2 435	2 521	2 130	1 569	914	915	15 734					
Formation des techniciens agricoles et animateurs ruraux		318	1 307	1 310	1 349	1 481	1 060	651	621	624	621	9 343					
Projets professionnels des jeunes formés		-	109	206	391	527	784	1 060	1 229	1 278	1 332	6 916					
Subtotal Opérationnalisation régionale du système de FAR		742	2 817	3 702	4 602	4 973	4 914	4 284	3 965	3 391	3 223	36 613					
C. Promotion de pôles de développement agricole																	
Appui à l'amélioration de la productivité agricole		844	1 636	2 015	2 078	2 056	2 060	684	-	-	-	11 372					
Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers		483	944	1 163	1 213	948	640	307	129	109	57	5 992					
Investissements productifs structurants dans les pôles agricoles		190	2 536	4 538	4 455	3 426	1 295	1 101	1 087	1 087	1 093	20 808					
Subtotal Promotion de pôles de développement agricole		1 516	5 116	7 716	7 746	6 430	3 994	2 093	1 216	1 196	1 149	38 173					
Total PROJECT COSTS		3 910	9 361	12 727	13 762	12 640	9 928	7 138	6 109	5 280	5 237	86 091					
	Gouvernement	IFAD Loan		IFAD Grant		OFID		Spanish Trust Fund		Bailleurs potentiels		Bénéficiaires		Total			
		Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%		
1. Génie civil et rural	3 634	17.0	305	1.4	-	-	14 527	68.0	-	-	1 813	8.5	1 095	5.1	21 374	24.8	
3. Equipements et matériels	1 676	19.3	3 029	34.9	-	-	-	-	3 632	41.9	-	-	341	3.9	8 678	10.1	
4. Assistance technique et études	2 265	5.4	19 158	45.3	2 008	4.7	-	-	15 198	35.9	2 442	5.8	1 207	2.9	42 278	49.1	
6. Fonds de roulement	-	-	1 824	40.0	-	-	-	-	-	-	1 500	32.9	1 236	27.1	4 560	5.3	
8. Fonds	-	-	878	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	878	1.0	
10. Salaires et indemnités	299	3.7	7 778	96.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 077	9.4	
12. Entretien des pistes	49	20.0	22	8.9	-	-	174	71.1	-	-	-	-	-	-	245	0.3	
Total PROJECT COSTS		7 923	9.2	32 995	38.3	2 008	2.3	14 702	17.1	18 830	21.9	5 755	6.7	3 878	4.5	86 091	100.0

République de Madagascar
Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)
Expenditure Accounts by Components - Totals Including Contingencies
(US\$ '000)

	Opérationnalisation régionale du système de formation de pôles de développement agricole											
	Appui à la mise en place du système national FAR				Formation agricole				Appui à l'accès aux investissements productifs			
	Pilotage et S&E		Management des dispositifs de FAR au niveau régional		Formation des techniciens agricoles et animateurs ruraux		Projets professionnels des jeunes formés		Appui à l'amélioration de la productivité agricole		Appui à l'accès aux investissements productifs	
	de FAR	de FAR	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional
SNFAR/CNFAI	de FAR	de FAR	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional	des dispositifs de FAR au niveau régional
I. Investment Costs												
A. Génie civil	-	-	-	-	3 145	999	-	-	192	17 038	21 374	
B. Equipements												
Moyens de transport	25	-	296	93	280	-	-	151	-	-	846	
Matériel et équipement de bureau	71	-	127	134	3 036	687	391	30	900	-	5 406	
Intrants agricoles	-	-	-	-	-	-	-	2 077	-	349	2 426	
Subtotal Equipements	96	-	423	227	3 315	687	391	2 259	900	349	8 678	
C. Etudes	157	-	856	328	-	-	-	-	185	1 476	3 103	
D. Formation et ateliers	305	1 112	621	1 386	8 210	5 601	6 524	1 251	962	1 090	27 327	
E. Assistance technique												
Assistance technique internationale	80	100	290	900	-	-	-	60	100	-	1 630	
Assistance technique nationale	41	41	61	108	175	15	-	86	-	46	571	
Subtotal Assistance technique	121	100	351	1 008	175	15	-	146	100	46	2 201	
F. Projets professionnels productifs	-	-	-	-	-	-	-	4 560	-	-	4 560	
G. Facilités d'appui à la finance rurale	-	-	-	-	-	-	-	-	878	-	878	
H. Contrat de prestation de services	-	-	2 279	276	-	2 040	-	2 164	2 582	305	9 647	
Total Investment Costs	679	1 212	4 530	3 225	14 845	9 343	6 916	10 379	5 799	20 304	77 769	
II. Recurrent Costs												
A. Fonctionnement Véhicule	79	-	555	182	249	-	-	367	89	-	1 521	
B. Fonctionnement bureau	-	-	231	1 081	-	-	-	37	-	-	1 470	
C. Salaires et indemnités	433	15	2 875	133	641	-	-	589	104	259	5 086	
D. Entretien des infrastructures	-	-	-	-	-	-	-	-	-	245	245	
Total Recurrent Costs	512	15	3 661	1 396	889	-	-	993	193	504	8 322	
Total PROJECT COSTS	1 191	1 227	8 191	4 621	15 734	9 343	6 916	11 372	5 992	20 808	86 091	
Taxes	68	-	44	750	312	1 468	102	479	746	3 256	7 923	
Foreign Exchange	169	95	135	976	1 206	2 958	290	2 553	1 075	3 082	13 401	

Tableau 2. : Coûts totaux par composante et par an – investissement et fonctionnement
(US\$ '000)

Totals Including Contingencies											
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
A. Appui à la mise en place du système national FAR											
Appui à la mise en œuvre de la SNFAR/CNFAR											
Investment Costs	214	109	115	115	95	31	-	-	-	-	679
Recurrent Costs	69	69	69	69	69	56	56	56	-	-	512
Subtotal Appui à la mise en œuvre de la SNFAR/CNFAR	283	178	184	184	164	86	56	56	-	-	1 191
Amélioration des dispositifs de FAR											
Investment Costs	199	205	196	197	218	31	41	42	42	42	1 212
Recurrent Costs	3	3	3	3	3	-	-	-	-	-	15
Subtotal Amélioration des dispositifs de FAR	202	208	199	200	221	31	41	42	42	42	1 227
Financement des systèmes de FAR											
Investment Costs	109	160	79	59	131	-	-	-	-	-	537
Recurrent Costs	29	32	32	33	33	-	-	-	-	-	159
Subtotal Financement des systèmes de FAR	138	192	111	92	163	-	-	-	-	-	696
Pilotage et S&E, communication et gestion des savoirs (SEGS)											
Investment Costs	601	412	374	604	350	558	315	485	321	508	4 530
Recurrent Costs	428	437	440	334	339	343	350	330	315	315	3 661
Subtotal Pilotage et S&E, communication et gestion des savoirs (SEGS)	1 029	849	815	938	689	902	665	830	651	823	8 191
Subtotal Appui à la mise en place du système national FAR	1 652	1 427	1 308	1 414	1 237	1 019	762	927	693	865	11 305
B. Opérationnalisation régionale du système de FAR											
Management des dispositifs de FAR au niveau régional											
Investment Costs	219	205	339	388	377	396	289	392	420	200	3 225
Recurrent Costs	69	111	139	152	152	153	154	154	155	156	1 396
Subtotal Management des dispositifs de FAR au niveau régional	288	317	478	540	530	549	442	547	575	355	4 621
Formation des jeunes ruraux											
Investment Costs	106	1 055	1 678	2 263	2 345	2 392	2 000	1 439	784	784	14 845
Recurrent Costs	30	30	30	60	90	130	130	130	130	130	889
Subtotal Formation des jeunes ruraux	136	1 084	1 708	2 323	2 435	2 521	2 130	1 569	914	915	15 734
Formation des techniciens agricoles et animateurs ruraux											
Investment Costs	318	1 307	1 310	1 349	1 481	1 060	651	621	624	621	9 343
Recurrent Costs	-	109	206	391	527	784	1 060	1 229	1 278	1 332	6 916
Subtotal Formation des techniciens agricoles et animateurs ruraux	742	2 817	3 702	4 602	4 973	4 914	4 284	3 965	3 391	3 223	36 613
Projets professionnels des jeunes formés											
Investment Costs	763	1 480	1 841	1 904	1 881	1 885	626	-	-	-	10 379
Recurrent Costs	80	156	174	174	175	175	58	-	-	-	993
Subtotal Projets professionnels des jeunes formés	844	1 636	2 015	2 078	2 056	2 060	684	-	-	-	11 372
Subtotal Appui à l'amélioration de la productivité agricole											
Investment Costs	463	918	1 136	1 186	919	608	275	129	109	57	5 799
Recurrent Costs	20	27	27	27	29	32	32	-	-	-	193
Subtotal Appui à l'amélioration de la productivité agricole	483	944	1 163	1 213	948	640	307	129	109	57	5 992
Investissements productifs structurant dans les pôles agricoles											
Investment Costs	170	2 488	4 461	4 337	3 294	1 215	1 076	1 082	1 087	1 093	20 304
Recurrent Costs	19	48	78	118	133	79	25	5	-	-	504
Subtotal Investissements productifs structurant dans les pôles agricoles	190	2 536	4 538	4 455	3 426	1 295	1 101	1 087	1 087	1 093	20 808
Subtotal Promotion de pôles de développement agricole											
Investment Costs	1 516	5 116	7 716	7 746	6 430	3 994	2 093	1 216	1 196	1 149	38 173
Recurrent Costs	3 910	9 361	12 727	13 762	12 640	9 928	7 138	6 109	5 280	5 237	86 091
Subtotal Promotion de pôles de développement agricole	5 426	14 477	20 443	21 508	19 070	13 922	9 231	7 325	6 476	6 386	124 264
Total PROJECT COSTS	3 164	8 447	11 735	12 793	11 618	8 960	6 333	5 418	4 664	4 636	77 769
Total Investment Costs	747	913	992	969	1 022	968	805	691	615	601	8 322

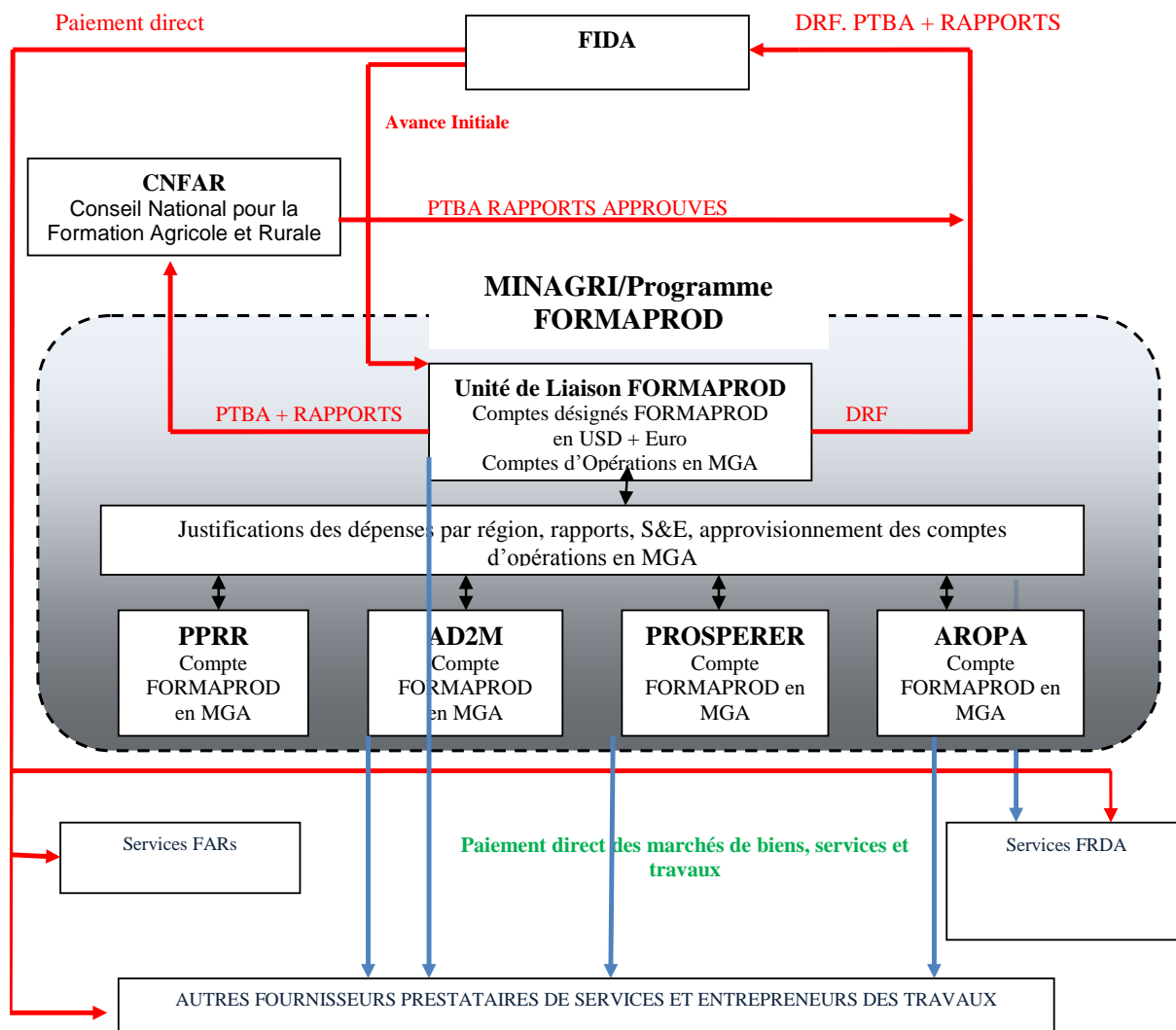
Appendice 4. Passation de Marchés des 18 premiers mois

	Procurement Method				Other	N.B.F.	Total
	International Competitive Bidding	Limited International Bidding	National Competitive Bidding	Consulting Services: QCBS			
A. Génie civil et rural	-	-	21 374 375	-	-	-	21 374 375
B. Moyens de transport	-	-	-	-	-	-	-
C. Equipements et matériels	-	-	8 678 260	-	-	-	8 678 260
D. Assistance technique et études	8 736 009	970 668	30 430 064	2 141 341	-	-	42 278 082
E. Formations et information	-	-	-	-	-	-	-
F. Fonds de roulement	-	-	-	-	4 560 000	-	4 560 000
G. Fonds capital productif	-	-	-	-	-	-	-
H. Fonds	-	-	-	-	878 200	-	878 200
I. Contrat de prestation de services	-	-	-	-	-	-	-
J. Salaires et indemnités	-	-	8 077 276	-	-	-	8 077 276
K. Frais de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-
L. Entretiens des pistes	-	-	245 000	-	-	-	245 000
Total	8 736 009	970 668	68 804 975	2 141 341	5 438 200	-	86 091 193
	-	-	-	-	-	-	-

Appendice 5. Flux financiers

SCHEMA DE FLUX FINANCIERS FORMAPROD

Date : février 2011



Appendice 6 : Récapitulatif du calcul des bénéficiaires

Synthèse

Rubriques	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10	Total	Pop touchées	Nbre bénéf par an
Composante 2													
2.1. Management des dispositifs de FAR au niveau régional	3 600	3 600	4 900	11 600	15 200	15 100	14 700	14 900	15 000	14 300	112 900	632 240	63 200
2.2. Formation de jeunes ruraux	7 650	46 050	179 700	183 650	187 150	190 750	194 000	196 750	199 000	200 500	1 585 200	1 609 120	160 800
2.3. Formation des techniciens et socio-organisateurs ruraux	1 000	1 800	2 600	3 500	4 500	5 400	5 400	5 000	5 000	5 000	39 200	39 200	3 930
2.4. Projets professionnels des jeunes formés	1 500	4 450	9 200	16 000	23 650	33 200	45 500	55 200	63 800	72 200	324 700	1 200 080	119 740
TOTAL Composante 2	13 750	55 900	196 400	214 750	230 500	244 450	259 600	271 850	282 800	292 000	2 062 000	3 480 640	347 670
Dont Bénéficiaires directs	4 550	9 200	18 400	30 750	43 000	56 950	72 100	84 350	95 300	104 500	519 100	1 500 640	86 000
Dont Bénéficiaires indirects	9 200	46 700	178 000	184 000	187 500	187 500	187 500	187 500	187 500	187 500	1 542 900	1 980 000	433 670
3. Composante 3													
3.1. Amélioration de la production agricole	3 050	3 840	4 080	4 080	4 080	4 060	0	0	0	0	23 190	129 500	12 950
3.2. Appui à l'accès de services commerciaux et financiers	56 600	61 400	61 700	61 700	61 400	61 400	58 200	0	0	0	422 400	2 337 900	233 790
3.3. Infrastructures de désendclavement	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	0	0	0	0	180 000	1 008 000	100 800
TOTAL Composante 3	89 650	95 240	95 780	95 780	95 480	95 460	58 200	-	-	-	625 590	3 475 400	347 540
Dont Bénéficiaires directs	16 850	19 240	19 780	19 780	19 480	19 460	2 200	-	-	-	116 790	654 000	65 400
Dont Bénéficiaires indirects	72 800	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	56 000	-	-	-	508 800	2 821 400	282 140
TOTAL GENERAL DES BENEFICIAIRES	103 400	151 140	292 180	310 530	325 980	339 910	317 800	271 850	282 800	292 000	2 687 590	6 956 040	695 210
dont Directs	21 400	28 440	38 180	50 530	62 480	76 410	74 300	84 350	95 300	104 500	635 890	2 154 640	151 400
dont Indirects	82 000	122 700	254 000	260 000	263 500	263 500	243 500	187 500	187 500	187 500	2 051 700	4 801 400	715 810

Appendice 7: Processus de conception du programme

1. La mission de conception finale de FORMAPROD⁹ à Madagascar (12-25 septembre 2010) s'est inscrite dans la suite du processus de préparation du Programme initié depuis la mi-2009 et qui s'est déroulé notamment à travers trois missions préalables conjointes du FIDA et des Ministères concernés à Madagascar, à savoir : (i) une mission d'identification (en juin 2009) ; (ii) une mission FAO-FIDA de formulation (en janvier-février 2010)¹⁰ ; et (iii) une mission de design intermédiaire (en juillet-août 2010)¹¹.
2. Sur la base de ces travaux, le processus de préparation a permis d'affiner progressivement la conception du Programme à partir de la note initiale de concept de novembre 2009. Le groupe de préparation FORMAPROD, Country Programme Management Team (CPMT) s'est réuni à trois reprises (en décembre 2009, février et septembre 2010) pour fixer les orientations et recommander les améliorations à apporter aux rapports des missions. Durant cette période, des contacts ont été pris avec différents partenaires financiers (OFID, Coopération Espagnole) ainsi que des rencontres de travail avec des partenaires techniques tels que l'île de la Réunion (mission FAO de Novembre 2009, du CPM en Septembre et Décembre 2010) ou Agropolis à Montpellier (en juillet et septembre 2010).
3. Les commentaires du Panel d'amélioration de la qualité (QE) du FIDA de mai 2010 sur le rapport de formulation FAO-FIDA d'avril 2010 ont conduit à approfondir les aspects et activités traitant de la formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et des techniciens, de l'appui aux populations bénéficiaires (jeunes et femmes) et de l'accès aux services commerciaux et financiers. Les missions de conception intermédiaire et finale ont consolidé cet approfondissement notamment sur la base: (i) du processus de réflexion et de capitalisation proposé par le MinAgri sur la Stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR); et (ii) de l'ouverture aux autres entités publiques concernées (notamment les Ministères de l'éducation nationale (MEN), le Secrétariat d'Etat à l'enseignement technique et à la formation professionnelle (SEETFP) et le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRS).
4. Le présent rapport a pris en compte l'ensemble des documents et travaux antérieurs élaborés dans le cadre de la SNFAR à Madagascar, en particulier :
 - i) Analyse du Système national de formation agricole et rurale (FAR), synthétisée dans l'étude d'état des lieux de la FAR menée par le Ministère de l'agriculture (Minagri) en 2006-2008¹²;

⁹ Elle était composée de Benoît Thierry (CPM Madagascar), de Mme Francine Rasolofonirina, Chef de service formation agricole et rurale du Minagri, Hubert Picot d'Aligny (Consultant), Rivo Ramboarison (BEST) et a été appuyée dans son travail par Mme Caroline Bidault (CPM associée) et Haingo Rakotondratsima (Chargé des opérations du FIDA). Elle a reçu l'appui à Rome de Jean-Charles Heyd et Roble Sabrie (FAO -TCIA). La mission de conception finale a été accompagnée par Mme Brigitte Fèvre de la Division des stratégies éducatives et du renforcement des capacités de l'UNESCO à la suite d'une précédente mission de son Directeur (23-27 août 2010) portant sur le projet 2010-2011 de cadre de coopération en éducation avec Madagascar.

¹⁰ Cette mission était composée de Benoît Thierry, CPM Madagascar ; Marc Fantinet, Economiste principal, Chef de mission (FAO/TCI); Mme Francine Rasolofonirina, Chef de service FAR du MinAgri; Manampisoa Randimbivololona, Chargé d'études à l'Unité de politique de développement rural (UPDR/MinAgri); Jacques Cuzin, Expert en formation et insertion (mandaté par les institutions d'enseignement technique agricole de la Réunion); Jean-Hervé Fraslin, Expert en commercialisation et finances rurales (consultant FAO); André Godard, Expert en formation de l'Union nationale des maisons familiales rurales (France); Jean-Charles Heyd, Agronome principal (FAO/TCI); M. Rivo Ramboarison, Spécialiste en institutions, genre et ciblage (consultant FIDA); et M. Roble Sabrie, Economiste/analyste financier (FAO/TCI) ; Mme Caroline Bidault (CPM associée FIDA) pour la base documentaire de la mission ; et Haingo Rakotondratsima, Chargé des opérations du FIDA à Madagascar.

¹¹ Cette mission était composée de Benoît Thierry (CPM Madagascar), de Mme Francine Rasolofonirina, Chef de service formation agricole et rurale du Minagri, Christophe Lesueur et Rémy Castéran (Consultants), Rivo Ramboarison (BEST) et a été appuyée dans son travail par Mme Caroline Bidault (CPM associée) et Haingo Rakotondratsima (Chargé des opérations du FIDA).

¹² AEP/Best-Ciepac, Étude sur la formation agricole à Madagascar: état des lieux et plan d'action, février 2008, dans le cadre du projet COMIPADR financé par l'AFD.

- ii) Résultats de l'enquête exhaustive sur les centres de formation professionnelle en milieu rural en activité dans les 13 régions d'intervention des projets appuyés par le FIDA en 2010¹³ ;
- iii) Etude de faisabilité d'interventions du FIDA en soutien aux petits producteurs agricoles pour la valorisation commerciale des produits alimentaires (décembre 2009) ;
- iv) Travaux du Comité technique du Réseau FAR et du Groupe travail élargi sur le document provisoire de SNFAR (août 2010) ;
- v) Etudes réalisées en octobre 2010 : sur l'analyse du dispositif institutionnel de la SNFAR (FIDA)¹⁴ ; et sur les dispositifs et systèmes de financement de la formation professionnelle et technique agricole et rurale (FAR)¹⁵, dans le cadre du réseau FAR et du programme ADEX.FAR (Appui au développement de l'expertise en formation professionnelle et technique agricole et rurale dans les pays du Sud) qui bénéficie du financement de l'AFD.

¹³ MinAgri/Best, Rapport sur l'étude rapide des offres de formation agricole dans les régions d'intervention des projets FIDA, décembre –janvier 2010

¹⁴ Consultant : Christian Fauliau (15 octobre-15 novembre 2010)

¹⁵ Consultant : Claude Laroche (20 septembre-31 octobre 2010)

Appendice 8 : Matrice d'analyse des risques et mesures d'atténuation

Risques	Niveau / probabilité de risque	Mesures d'atténuation des risques proposées	Classification après mesures d'atténuation
Risques naturel et sectoriels			
Poursuite de la crise politique en 2010	Elevé	Travail avec le CPMT et les projets « FIDA » en cours pour préparer le dossier technique du FORMAPROD	
Catastrophes naturelles (cyclone, inondation, sécheresse et invasion de criquets migrateurs)	Modéré à élevé	Aménagements hydro-agricoles et des tanety pour atténuer les impacts de la sécheresse, des inondations et des pertes de sol par érosion	Modéré
Conflits de compétence entre SEETFP et Minagri pour la FAR	Modéré	Renforcement du service FAR/MinAgri en vue d'acquérir les compétences indispensables pour gérer la FAR en coordination avec le SEETFP	Faible
Changement de politique en matière de FAR lié au remplacement des responsables	Modéré	Appui à l'élaboration et à la promulgation de la Stratégie nationale de FAR avec une durée d'intervention de long terme (vision 10 à 15 ans)	Faible
Insuffisante coordination/harmonisation des approches entre projets/programmes/ONG au niveau des régions	Elevé	CRFAR présidés par les chefs de région et intégrant l'ensemble des parties prenantes, dont les projets et ONG. Renforcement des capacités des régions pour la coordination régionale. Participation accrue du FIDA au SMB	Faible
Difficultés d'harmonisation des approches et coordination entre projets financés par le FIDA en cours	Modéré	Réunions plus fréquentes des responsables des projets en cours. Appui ponctuel par des experts spécialisés au niveau de chaque projet/programme.	Faible
Risques opérationnels			
Mauvaise gestion financière et passation des marchés inadéquate	Modéré	Exécution du programme par les projets en cours. Appui/contrôle régulier de la CapFIDA. Mise en place d'une CPM associée sur le terrain pour renforcer le suivi/contrôle de l'exécution du programme pays. Audit externe annuel. Formation du personnel et utilisation de logiciels adaptés.	Faible
Périodes d'exécution de FORMAPROD et des autres projets financés par le FIDA différentes, qui compliquent l'exécution après la clôture de ces projets	Modéré	Maintien d'équipes régionales légères (rattachées aux DRDR ou à l'UL ou à la Région) à la clôture des projets en cours. Renforcement des capacités des DRDR en matière de FAR. Recours au faire faire par les PS.	Faible
Capacité du Minagri à mettre à disposition du service FAR des ressources humaines supplémentaires motivées	Elevé	Appui au recrutement de consultant en cas de défaillance de l'Administration. Paiement d'indemnités compensatrices pour les agents motivés et compétents affectés au niveau du service FAR du MinAgri.	Faible
Capacité des institutions de formation pour ouvrir des structures au niveau des pôles d'intervention du programme et financer progressivement leur fonctionnement	Elevé	Appel à manifestation d'intérêt ouvert pour identifier d'autres entités susceptibles d'appuyer la mise en place des centres de formation. Financement dégressif du fonctionnement des centres appuyés. Mise en place d'un système pérenne de financement des centres privés par l'Etat.	Modéré
Fort taux d'abandon des jeunes pour la formation initiale de futurs agriculteurs, en particulier pour les jeunes filles	Modéré à élevé	Mise en place de bourses d'étude et de garderie pour les enfants des jeunes filles. Dotation d'équipements à la fin du cursus. Amélioration des conditions d'accueil des jeunes. Formations spécifiques pour les jeunes filles (artisanat, cultures maraîchères, commercialisation, petit élevage, etc.)	Faible
Faible disponibilité en terres agricoles pour permettre aux jeunes formés de s'installer dans certaines régions/districts	Modéré à élevé	Sensibiliser les autorités locales à la nécessité de réserver des terres de leur installation de jeunes. Sélection de pôles de développement agricole disposant d'un bon potentiel foncier. Élaboration de schéma d'aménagement communal.	Modéré
Blocage de la promotion de nouveaux opérateurs économiques par les monopoles existants	Elevé	Faire bénéficier les opérateurs actuels des interventions du programme. Les utiliser comme maîtres de stage pour la formation des apprentis, ce qui permettrait d'intégrer ces apprentis dans leur propre circuit une fois formés.	Modéré
Faible capacité des OP, des TT, des CCI et des plateformes filières	Elevé	Coordination avec AROPA et PROSPERER pour le renforcement de ces acteurs	Modéré
Capture des projets coup de pouce, des microprojets productifs (MP) et des subventions pour les équipements/stockage etc. par les élites ou par les moins vulnérables	Elevé	Planification participative au niveau communal pour identifier les plus vulnérables. Dispositif de ciblage et d'encadrement de proximité pour accompagner l'élaboration et la mise en œuvre des MP. Apport personnel élevé pour les MP et couplage avec financement par crédit des IMF	Faible
Évaluation globale du risque	Modéré		Faible

Appendice 9 : Activités préparatoires de pré-démarrage

Au niveau national

- Revue finale du document SNFAR par les responsables nationaux du MinAgri et autres Ministères concernés (1er trimestre 2011)
- Etude sur finalisation du financement SNFAR (1er trimestre 2011) : étude en deux volets (i) de finalisation du système de financement de la SNFAR, et (ii) de réactualisation de la proposition de création du FDA et appui à sa mise en œuvre.
- Validation de la SNFAR en Conseil des ministres (avant la fin du 1er trimestre 2011)
- Préparation de la création du CNFAR et du Secrétariat Exécutif du CNFAR (1er trimestre 2011) suivant la voie réglementaire
- Promulgation des décrets début du deuxième trimestre 2011, après l'agrément de la SNFAR en Conseil des Ministres.
- Mise en place du CNFAR et du SE du CNFAR (2ème trimestre 2011)
- (local, choix des personnes, recrutement du Coordonnateur SE par appel à candidature, etc.)
- Formation spécifique des représentants des OP sur leur rôle dans les différentes institutions de la SNFAR (AROPA + appui technique) (2ème semestre 2011)
- Préparation d'une convention de partenariat entre tous les partenaires du projet (préparation conjointe lors de l'atelier de présentation de FORMAPROD de Mars ou Juin 2011)
- Mise en place de l'assistance technique AFD au niveau des responsabilités transversales rapidement après installation du SE du CNFAR (début 2ème semestre 2011)
- Analyse et préparation du plan d'urgence des formations de formateurs (début 2ème semestre 2011)
- Travaux préparatoires à la constitution de l'observatoire (2ème semestre 2011)
- Atelier national de lancement FORMAPROD avec les régions (4ème trimestre 2011).

Au niveau régional

- Appui UNESCO pour la préparation de la mise en réseau des établissements au niveau des régions (1er trimestre 2011)
- Mise en place des réseaux FAR au niveau des régions (2ème semestre 2011) : les réseaux doivent être en place avant le démarrage du projet.
- Finalisation participative des tâches des CRFAR (2ème semestre 2011)
- Identification et engagement des COFO par commune (2ème semestre 2011) par les CRFAR : pour nomination effective dès le démarrage du programme
- Après le séminaire de formation des leaders nationaux (2ème semestre 2011), dans chaque région un séminaire d'analyse de la demande par les OP elles-mêmes (3 jours avec les OP seules puis 2 jours pour confronter leurs demandes avec les prestataires au niveau de chacune des régions)
- Un séminaire sur la rationalisation des dispositifs de FAR avec les partenaires Etat, OP et prestataires (il sera réalisé après celui des OP pour en utiliser le contenu sur la demande)
- Formalisation du plan de formation des COFO (4ème trimestre 2011) .

Appendice 10: Schéma 1: Organigramme d'exécution du programme

